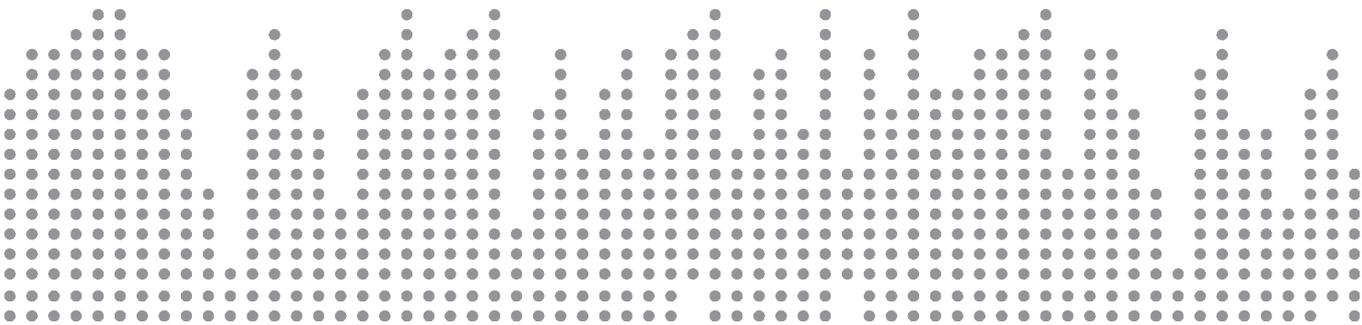




Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes des administrations publiques 2003



## Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995).

Les *comptes nationaux annuels* de la Belgique sont publiés en trois parties. Une première publication paraît au mois d'avril suivant l'année de référence et présente une première estimation des principaux agrégats de la comptabilité nationale, établie sur la base des comptes trimestriels. Les comptes annuels de l'ensemble des secteurs institutionnels, y compris tous les tableaux relatifs aux administrations publiques ainsi que l'analyse des différentes branches d'activité, paraissent dans une deuxième publication en octobre de l'année qui suit l'année de référence. Enfin en décembre, une troisième publication présente des informations complémentaires.

Les *comptes annuels des administrations publiques* font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque Nationale de Belgique. Une première estimation est diffusée à la fin du mois de mars sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde estimation, diffusée au mois de juin, présente les comptes complets des administrations publiques qui sont intégrés et repris dans la publication des comptes nationaux du mois d'octobre.

Cette publication présente la plupart des données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leurs relations avec le reste de l'économie pour la période allant de 1994 à 2003. Elle se compose de six chapitres. Le premier et le deuxième contiennent respectivement un bref commentaire des évolutions les plus récentes en matière de finances publiques et des précisions méthodologiques. Les chapitres 3 à 6 présentent les données statistiques. Le troisième chapitre présente les concepts de recettes et de dépenses publiques selon un schéma élaboré au niveau européen. Le quatrième présente les comptes des différents sous-secteurs des administrations publiques, tandis que le cinquième donne le détail des différentes recettes fiscales et parafiscales par sous-secteur receveur. Enfin, le sixième chapitre fournit une information sur les différentes prestations sociales à charge des administrations publiques.

Les comptes sont établis sur la base des données disponibles au 31 mai 2004.

© Institut des comptes nationaux – Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.

La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciale est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1379-6593

# AVANT-PROPOS

Les comptes des administrations publiques sont établis selon le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995). Ce système représente la méthodologie de référence pour l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne.

Les comptes des administrations publiques résultent d'une collaboration étroite entre la Banque Nationale de Belgique et le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération de nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Cette publication couvre les dix dernières années, soit la période 1994-2003.

Pour les besoins des utilisateurs de séries longues, les mêmes tableaux reprenant les données à partir de 1970 sont disponibles via Belgostat on-line sur le site Internet de la Banque Nationale de Belgique.

Les tableaux qui présentent les dépenses des administrations publiques par fonctions et opérations (répartition fonctionnelle des dépenses) seront publiés dans la version des comptes nationaux détaillés qui paraîtra en octobre.

Le Président du Conseil d'Administration de  
l'Institut des Comptes Nationaux

Lambert Verjus

Bruxelles, juin 2004



# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
SYNTHÈSE	
1.1 Evolution des finances publiques en 2003	7
1.2 Bref commentaire sur la réforme des polices	9
MÉTHODOLOGIE	
2.1 Le traitement des partenariats public-privé	13
2.2 La dette indirecte	13
2.3 La reprise du fonds de pension de Belgacom	14
TABLEAUX SYNOPTIQUES	
3.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	1
3.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du Pouvoir fédéral	2
3.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des Communautés et régions	3
3.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	4
3.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	5
COMPTES	
4.1 Administrations publiques (S.13)	9
4.2 Pouvoir fédéral (S.1311)	21
4.3 Communautés et régions (S.1312)	33
4.4 Administrations locales (S.1313)	44
4.5 Administrations de sécurité sociale (S.1314)	55
IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES PAR TYPE	
5.1 Recus par les administrations publiques (S.13)	69
5.2 Reçus par le Pouvoir fédéral (S.1311)	74
5.3 Reçus par les Communautés et régions (S.1312)	79
5.4 Reçus par les administrations locales (S.1313)	84
5.5 Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	89
5.6 Reçus par les institutions de l'Union européenne (S.212)	94
5.7 Prélèvements pour financer d'autres sous-secteurs	99
DÉTAILS DES PRESTATIONS SOCIALES	
6.1 Payées par les administrations publiques (S.13)	103
6.2 Payées par le Pouvoir fédéral (S.1311)	104
6.3 Payées par les communautés et régions (S.1312)	105
6.4 Payées par les administrations locales (S.1313)	106
6.5 Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	107
ANNEXES	
Publications des comptes nationaux et régionaux de l'ICN	1
Personnes de contact	3
Remarque générale	4
Abréviations et signes conventionnels	4
Info	5



## 1.1 Evolution des finances publiques en 2003

Quelques chiffres-clés des finances publiques établis dans le cadre de la norme européenne, le SEC 1995, sont présentés dans le tableau 1.

Comme déjà annoncé fin mars 2004 sur la base des estimations préliminaires, les résultats confirment que les comptes des administrations publiques de 2003 se sont soldés par un léger excédent. La *capacité de financement* des administrations publiques est passée de 181 à 834 millions d'euros, soit de 0,1 p.c. du PIB en 2002 à 0,3 p.c. du PIB en 2003.

Le solde de financement a bénéficié du versement par Belgacom d'une somme de 5 milliards d'euros (1,9 p.c. du PIB) en contrepartie de la reprise par le pouvoir fédéral des obligations de cette entreprise en matière de retraite.

Les dépenses primaires ont augmenté de 1,5 p.c. du PIB et se sont élevées à 45,9 p.c. du PIB en 2003. Les charges d'intérêts ont, quant à elles, reculé de 0,5 p.c. du PIB. De leur côté, les recettes ont augmenté de 1,2 p.c. du PIB et se sont établies à 51,7 p.c. du PIB.

La hausse des dépenses primaires est essentiellement imputable aux prestations sociales (0,8 p.c. du PIB) et aux autres dépenses en capital (0,5 p.c. du PIB). Parmi les prestations sociales, les dépenses pour soins de santé et les allocations de chômage ont fortement progressé. L'évolution des autres dépenses en capital a été influencée par l'effet de facteurs non récurrents, à savoir une dotation en capital à La Poste, le versement anticipé à la SNCB d'aides à l'investissement qui lui étaient en principe destinées en 2004, et la vente des terrains de l'aéroport de Bruxelles-National à la société BIAC (comptabilisée selon les conventions du SEC comme une dépense négative) en 2002.

La baisse des charges d'intérêts s'explique par la diminution de la dette publique en pourcentage du PIB et

par la réduction relativement sensible du taux d'intérêt implicite.

La hausse des recettes est entièrement due à l'évolution des recettes non fiscales et non parafiscales, qui ont enregistré une augmentation exceptionnelle de 1,8 p.c. du PIB. Les recettes fiscales et parafiscales, quant à elles, ont diminué de 0,6 p.c. du PIB.

Les impôts indirects sont restés stables à 13,0 p.c. du PIB. Les impôts directs ont enregistré une baisse de 0,6 p.c. du PIB passant à 17,1 p.c. du PIB en 2003. Cette évolution est la conséquence des nouvelles mesures d'allègements d'impôts ainsi que, au contraire de l'année 2002 où ce facteur avait plus que compensé l'incidence de ces allègements, d'un glissement dans la structure du PIB. En 2003, en effet, la croissance nominale des revenus du travail et de la consommation des ménages a été globalement inférieure à celle du PIB, alors que l'année précédente, la part de ces composantes dans le PIB (qui sont davantage taxées que les autres revenus ou dépenses) s'était accrue.

Les cotisations sociales ont également enregistré un recul mais dans une moindre mesure: elles ont baissé de 0,1 p.c. du PIB s'établissant à 14,6 p.c. du PIB en 2003. Bien que des nouvelles mesures d'allègement des cotisations sociales aient été introduites en 2003, l'instauration des cotisations à destination du Fonds des pensions de la police intégrée a freiné la baisse des cotisations sociales.

Les transferts en capital en provenance des autres secteurs ont fortement progressé suite au versement par Belgacom de 5 milliards d'euros en contrepartie de la reprise par le pouvoir fédéral des obligations de cette entreprise en matière de retraite.

L'évolution du solde de financement de l'ensemble des administrations publiques est le résultat de développements différents selon les sous-secteurs (tableau 2).

**TABLEAU 1: DEPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

	1999	2000	2001	2002	2003
<i>En millions d'euros</i>					
Dépenses courantes et en capital	118.048	122.198	125.429	131.183	137.451
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(50,1)</i>	<i>(49,3)</i>	<i>(49,4)</i>	<i>(50,5)</i>	<i>(51,4)</i>
Dépenses primaires	101.535	105.382	108.680	115.494	122.812
dont:					
Rémunérations	27.367	28.324	29.590	31.394	32.671
Prestations sociales	51.293	53.249	55.948	59.129	62.757
Charges d'intérêts	16.514	16.816	16.749	15.689	14.639
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(7,0)</i>	<i>(6,8)</i>	<i>(6,6)</i>	<i>(6,0)</i>	<i>(5,5)</i>
Recettes totales	117.099	122.573	126.876	131.364	138.285
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(49,7)</i>	<i>(49,5)</i>	<i>(50,0)</i>	<i>(50,5)</i>	<i>(51,7)</i>
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	106.369	111.614	114.883	119.067	120.806
Epargne brute	5.125	6.872	6.143	5.496	2.090
Capacité (+)/besoin (-) de financement	-949	375	1447	181	834
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(-0,4)</i>	<i>(0,2)</i>	<i>(0,6)</i>	<i>(0,1)</i>	<i>(0,3)</i>
Solde primaire	15.565	17.191	18.195	15.870	15.474
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(6,6)</i>	<i>(6,9)</i>	<i>(7,2)</i>	<i>(6,1)</i>	<i>(5,8)</i>
Pour mémoire: solde de financement selon la procédure déficits excessifs <sup>(1)</sup>	-931	480	1.586	314	962
<i>(en p.c. du PIB)</i>	<i>(-0,4)</i>	<i>(0,2)</i>	<i>(0,6)</i>	<i>(0,1)</i>	<i>(0,4)</i>

(1) Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux.

**TABLEAU 2: BESOIN (-) OU CAPACITE (+) DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

	1999	2000	2001	2002	2003
<i>En millions d'euros</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-3.578	-1.034	-2.040	-544	1041
Communautés et régions (S.1312)	963	672	2.047	-371	407
Administrations locales (S.1313)	37	-677	-360	183	702
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	1.629	1.413	1.800	913	-1.316
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-949	375	1.447	181	834
<i>En pourcentage du PIB</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1,5	-0,4	-0,8	-0,2	0,4
Communautés et régions (S.1312)	0,4	0,3	0,8	-0,1	0,2
Administrations locales (S.1313)	0,0	-0,3	-0,1	0,1	0,3
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,7	0,6	0,7	0,4	-0,5
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-0,4	0,2	0,6	0,1	0,3

Le déficit du pouvoir fédéral s'est transformé en un surplus, passant de -544 millions à 1.041 millions d'euros, soit une amélioration de 0,6 p.c. du PIB. Le solde de 2003 a été positivement influencé par le versement de 5 milliards d'euros de Belgacom, ainsi que par la diminution des charges d'intérêts.

Les Communautés et régions qui avaient enregistré un déficit de 0,1 p.c. du PIB en 2002 ont clôturé l'année 2003 avec un surplus de 0,2 p.c. du PIB. Ce résultat s'explique principalement par l'évolution des moyens qui leur ont été transférés en application de la loi spéciale de financement.

Les comptes des administrations locales ont dégagé un surplus de 0,3 p.c. du PIB, soit 0,2 p.c. du PIB de mieux qu'en 2002.

Les administrations de sécurité sociale sont les seules qui n'ont pas amélioré leur solde de financement. Le surplus de 0,4 p.c. du PIB en 2002 des administrations de sécurité sociale s'est transformé en un déficit de 0,5 p.c. du PIB. Cette évolution s'explique par la faible progression des cotisations sociales combinée à une hausse sensible des prestations sociales.

## 1.2 Bref commentaire sur la réforme des polices

### 1.2.1 Les zones de police

Suite à l'adoption en 1998 de la loi organisant la réforme des polices, la police locale est devenue de la compétence d'une nouvelle forme d'institution: la zone de police. Une zone de police est une zone territoriale composée d'une ou plusieurs communes selon le cas. La Belgique a été divisée en 196 zones de police qui sont devenues progressivement opérationnelles à partir du 1er janvier 2002. Une zone pluricommunale dispose d'une personnalité juridique distincte de celle de la commune, ce qui n'est pas le cas d'une zone unicommunale pour laquelle, d'un point de vue juridique, la commune et la zone de police restent confondues. Dans le système des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995), les zones de police font partie du sous-secteur des administrations locales (S.1313).

Les zones de police jouissent d'une importante autonomie financière, ce qui se traduit par l'élaboration d'un budget séparé et par une gestion financière propre. Le budget d'une zone de police est essentiellement alimenté par deux sources de financement: la dotation fédérale et la dotation de la ou des communes, selon qu'il s'agit d'une zone monocommunale ou pluricommunale. Du côté des dépenses, les trois principaux postes sont les rémunérations, les dépenses de fonctionnement et les investissements. La différence éventuelle entre les ressources et les dépenses est couverte par la ou les communes qui font partie de la zone de police. La constitution des zones de police a donc des conséquences importantes sur la structure des budgets communaux: les dépenses qui étaient éclatées en dépenses de personnel, fonctionnement, investissements, etc. sont à présent globalisées sous un seul poste de transfert à la zone de police.

Suite à une décision du gouvernement exécutée en 2002, il y a eu un transfert d'environ 7500 gendarmes des brigades territoriales vers la police locale. De plus, un statut unique pour l'ensemble des policiers du Royaume a été élaboré, et ce, qu'ils appartiennent à la police fédérale ou la police locale.

Bien qu'actuellement les comptes 2002 et 2003 des zones de police ne soient toujours pas disponibles, la réforme des polices a déjà montré ses effets dans les comptes des administrations publiques tels que publiés par l'ICN. Ainsi dans la publication "Comptes nationaux, Partie 2, Comptes détaillés et tableaux 1995-2002" d'octobre 2003, les tableaux présentant les dépenses des administrations publiques par fonctions et opérations montrent que la répartition économique des dépenses de la fonction ordre et sécurité publique (03)<sup>1</sup> entre les sous-secteurs Pouvoir fédéral (S.1311) et administrations locales (S.1313) a été substantiellement modifiée.

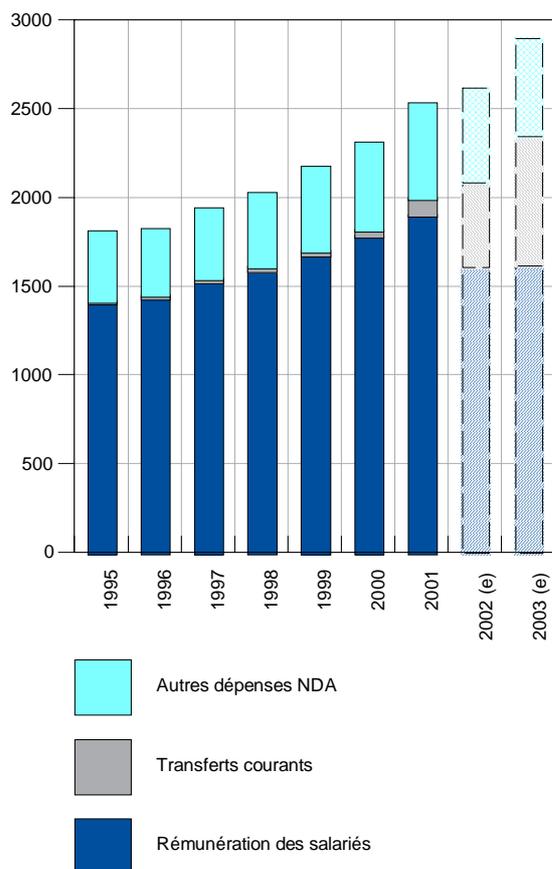
Sur la base des données provisoires actuellement disponibles, on constate ainsi une diminution de la rémunération des salariés du pouvoir fédéral en 2002 d'environ 300 millions d'euros, résultat du transfert susmentionné des 7500 gendarmes et une augmentation des transferts courants de presque 400 millions d'euros qui illustre l'intervention fédérale dans le financement des zones de police.

---

<sup>1</sup> La fonction ordre et sécurité publique (03) inclut, outre les services de police, les tribunaux et les établissements pénitentiaires du Pouvoir fédéral et les services des pompiers des administrations locales. Au niveau régional, on n'y retrouve que les pompiers de la région de Bruxelles-Capitale qui relèvent d'un pararégional depuis l'année 1992.

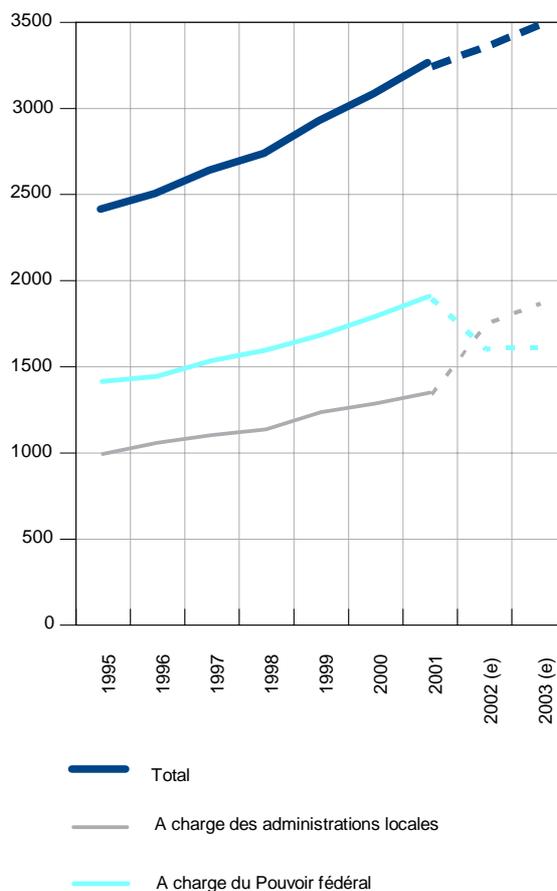
**GRAPHIQUE 1: DÉPENSES DU POUVOIR FÉDÉRAL POUR L'ORDRE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

(en millions d'euros)



**GRAPHIQUE 2: DÉPENSES DE RÉMUNÉRATIONS POUR L'ORDRE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

(en millions d'euros)



De manière quasiment symétrique, les données relatives aux administrations locales montrent pour l'année 2002 une augmentation de la rémunération des salariés d'environ 400 millions d'euros. Les transferts des communes vers les zones de police ne sont pas visibles puisqu'il s'agit de transferts internes au sous-secteur des administrations locales et que les flux intra-sectoriels sont systématiquement ignorés dans la présentation consolidée des comptes des sous-secteurs des administrations publiques telle que recommandée par le système SEC 1995.

Le graphique 2 présente l'évolution sur la période 1995-2003 des rémunérations pour l'ordre et la sécurité publique du Pouvoir fédéral et des administrations locales. On constate qu'à partir de l'année 2002, ce sont les administrations locales qui dépensent le plus pour le personnel de cette fonction.

### 1.2.2 Le fonds de pensions de la police intégrée

De manière concomitante, le gouvernement a aussi modifié fondamentalement le financement des pensions de retraite et de survie des policiers. Un "Fonds des pensions de la police intégrée" a été créé auprès de l'Administration des pensions du Service Public Fédéral Finances. Le fonds supporte les charges des pensions accordées à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001 et est alimenté par une cotisation personnelle et par une cotisation patronale à charge de la police fédérale et des zones de police. Dans la terminologie des comptes SEC 1995, ce fonds est considéré comme gérant un "régime de sécurité sociale", mais n'étant pas une unité institutionnelle, il reste inclus au sous-secteur du Pouvoir fédéral (S.1311).

En pratique, le fonds paie les pensions des policiers accordées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001 et perçoit ses recettes de cotisations depuis le début de l'année 2003 .

Pendant la période transitoire du 1<sup>er</sup> avril 2001 au 31 décembre 2002, les cotisations des membres de la police ont été versées aux différents régimes de pensions auxquels ils ressortissaient le 31 mars 2001. Le Fonds des pensions de survie a avancé les sommes nécessaires pour payer les pensions qui ont pris cours depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001. Le Fonds des pensions de la police intégrée a remboursé ces montants en 2003.

Il faut ici rappeler qu'avant l'instauration de ce nouveau système, les pensions de retraite des gendarmes et policiers fédéraux étaient payées directement par le Trésor public, autrement dit le pouvoir fédéral (S.1311) en tant qu'employeur, sans qu'aucune cotisation ne soit perçue tandis que les pensions de survie étaient à la charge du Fonds des pensions de survie qui est alimenté par une cotisation personnelle. Par ailleurs, en ce qui concerne les pensions de retraite et de survie des policiers communaux, elles étaient intégrées aux pensions communales du personnel statutaire où coexistent trois systèmes:

- le "régime commun de pension des pouvoirs locaux" et le "régime des pensions des nouveaux affiliés", souvent résumés en Pool I et Pool II, qui sont des régimes de répartition gérés par l'office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et qui font donc partie du sous-secteur des administrations de sécurité sociales (S.1314) dans les comptes publics SEC 1995;
- le "régime des institutions de prévoyance" où les employeurs concluent une convention avec une entreprise d'assurance afin de prendre en charge le service des pensions des membres de leur personnel statutaire. Il s'agit d'une régime par capitalisation collective qui est incorporé aux régimes du sous-secteur des sociétés d'assurance et fonds de pension (S.125);
- le "régime propre" qui est d'application pour les administrations locales qui n'ont pas choisi de s'affilier à un des deux précédents régimes et qui restent tenues d'assurer par elles-mêmes la charge et le paiement des pensions de leur personnel et des ayants-droit de celui-ci. Dans ce régime, il n'y pas de paiement de cotisations patronales mais une retenue à charge des salariés est effectuée. Les opérations sont enregistrées dans les comptes de l'employeur, soit dans le sous-secteur des administrations locales (S.1313).

Suite à la mise en œuvre du Fonds des pensions de la police intégrée, les régimes qui existaient auparavant ne

perçoivent plus aucune cotisation sur les salaires des policiers tant fédéraux que locaux mais continuent à supporter la charge des pensions de retraite et de survie octroyées avant le 1<sup>er</sup> avril 2001. La loi a donc prévu que le Fonds des pensions de la police intégrée transfère des moyens financiers à ces régimes afin que ceux-ci aient des ressources suffisantes pour faire face à leurs obligations. Dans les comptes SEC 1995, des transferts sont ainsi enregistrés entre le sous-secteur du Pouvoir fédéral (S.1311) et les autres sous-secteurs concernés.

De plus, considérant que le transfert de gendarmes vers les zones de police ainsi que l'amélioration du statut pécuniaire des policiers augmentaient les cotisations patronales à charge des zones de police, la loi prévoit qu'une partie des cotisations patronales dont sont redevables les zones de police est subventionnée par le Pouvoir fédéral. Un transfert entre le Pouvoir fédéral (S.1311) et les zones de police (S.1313) est ainsi enregistré.

Puisque le système général des pensions publiques à charge du Trésor public n'est pas financé par des cotisations effectivement perçues, le système SEC 1995 parle d'un "régime d'assurance sociale sans constitution de réserves gérés par les employeurs" et impute des cotisations sociales de manière à obtenir une mesure complète des coûts de la main-d'œuvre. Actuellement, ces cotisations sociales qui devraient être calculées selon une méthode actuarielle par référence aux engagements futurs pris par l'employeur en matière de prestations à payer sont estimées comme étant égales aux prestations payées, net de la retenue éventuellement demandée aux salariés.

Comme les policiers fédéraux actuellement en fonction ne participent plus à ce système général, il est nécessaire lors de l'estimation des cotisations imputées de déduire les pensions de retraite des gendarmes et policiers fédéraux ayant pris cours avant le 1<sup>er</sup> avril 2001. Dans le cas des pensions de retraite des fonctionnaires fédéraux, on a donc:

Cotisations sociales imputées (D.122 = D.612)

= pensions payées

- retenues éventuelles pour pensions
- pensions des gendarmes et policiers fédéraux (prises en cours avant le 1<sup>er</sup> avril 2001).

Le même principe est d'application pour les anciennes pensions des policiers communaux à charge du "régime propre" des communes.



# MÉTHODOLOGIE

Par rapport à la publication sur les finances publiques de juin 2003 et comme déjà annoncé dans le communiqué de presse de l'ICN du 31 mars 2004 présentant la première estimation des comptes 2003 des administrations publiques, deux modifications méthodologiques ont été apportées cette année dans les comptes publics. Par ailleurs, la décision d'Eurostat sur le traitement des versements d'une entreprise à l'État dans le cadre d'un transfert d'obligations au titre de régimes de pension a été appliquée à la reprise du fonds de pension de Belgacom.

## 2.1 Le traitement des partenariats public-privé

Suite au développement des contrats souscrits par des unités publiques dans le cadre de partenariats avec des unités privées, Eurostat a pris une décision sur leur traitement dans le système européen de comptes nationaux (communiqué de presse 18/2004 du 11 février 2004).

La décision recommande que les actifs liés à un partenariat public-privé soient classés comme actifs non publics et ne soient donc pas enregistrés dans le bilan des administrations publiques si les deux conditions suivantes sont réunies:

1. le partenaire privé supporte le risque de construction, et
2. le partenaire privé supporte au moins l'un des deux risques suivants: celui de disponibilité ou celui lié à la demande.

Le "risque de construction" couvre notamment des événements comme la livraison tardive, le non-respect de normes spécifiées, les surcoûts, la déficience technique.

Le "risque de disponibilité" est relatif au fait que le partenaire peut ne pas être en mesure de livrer le volume ou la qualité contractuellement convenu, ou de répondre, comme spécifié dans le contrat, aux normes de sécurité ou de certification publiques liées à la prestation de services aux utilisateurs finals.

Le "risque de demande" couvre la variabilité de la demande (plus élevée ou plus faible qu'escomptée lors de la signature du contrat) lorsque celle-ci n'est pas

imputable au comportement (gestion) du partenaire du secteur privé.

Si le risque de construction est supporté par l'administration publique, ou si le partenaire privé supporte seulement le risque de construction et aucun autre risque, les actifs sont classés comme actifs publics. Ceci a des conséquences importantes pour les finances publiques, tant du point de vue du déficit que de la dette. Les dépenses initiales en capital, relatives aux actifs, seront enregistrées comme formation de capital fixe des administrations publiques, avec un impact négatif sur le déficit/excédent public. En contrepartie de cette dépense de l'administration publique, la dette publique augmentera sous la forme d'un "prêt imputé" du partenaire, qui fait partie du concept de la "dette Maastricht". Les paiements réguliers de l'administration publique au partenaire auront un impact sur le déficit/excédent public uniquement pour ce qui est de la partie relative aux achats de services et à "l'intérêt imputé".

Cependant, il peut se produire dans certains cas que l'analyse de risque telle que mentionnée ci-dessus ne livre pas de conclusions claires (par exemple si au moins pour deux catégories la part du risque peut être estimée comme équilibrée ou fondée sur des hypothèses très fragiles). Dans ces cas, certains éléments supplémentaires d'un contrat de partenariat devront aussi être pris en considération. En dehors d'une analyse de la nature des partenaires (notamment dans les cas spécifiques où le partenaire est une entreprise publique), l'importance du financement public, l'effet des garanties publiques ou les provisions relatives à l'attribution finale des actifs pourraient dans certains cas constituer des critères supplémentaires appropriés.

Sur cette base, la société AQUAFIN a été considérée comme une administration publique depuis sa création en 1990. Ce reclassement a, en moyenne, un impact négatif d'environ 100 millions d'euros (0,04 p.c. du PIB) sur le solde de financement des Communautés et régions des dernières années.

## 2.2 La dette indirecte

La dette indirecte résulte de la débudgétisation de dépenses qui ont été effectuées dans le passé et qui, par le principe même de la débudgétisation, n'ont pas été inscrites dans les budgets. Dans les années postérieures

aux dépenses initiales, deux inscriptions figurent dans les budgets du Pouvoir fédéral et des Communautés et régions: d'une part, les charges d'intérêts, qui sont traitées comme des transferts courants envers les institutions qui ont "bénéficié" des produits des emprunts et, d'autre part, les remboursements du principal, qui sont traités comme des transferts en capital à destination des "bénéficiaires" des emprunts. Cette manière de procéder entraîne que les dépenses initiales débudgétisées n'apparaissent pas dans les comptes au moment où elles sont effectuées; elles sont étalées dans le temps sur toute la période de remboursement des emprunts.

Dans le cadre du SEC 1995, qui privilégie la réalité économique, il faut enregistrer une dépense à charge de l'administration dès qu'un financement via une nouvelle dette indirecte a lieu, ce qui entraîne pour les années ultérieures des charges d'intérêts et des amortissements de dettes. La dépense à enregistrer consiste généralement en un transfert en capital de l'institution qui supporte les charges de la dette indirecte à destination de l'institution qui bénéficie des produits d'emprunts.

Pour suivre de plus près la réalité économique ainsi que les recommandations d'Eurostat, il a été nécessaire de corriger les comptes non financiers des administrations publiques. Compte tenu de certaines corrections déjà effectuées dans le passé et de l'information de base disponible, il a été décidé d'apporter des adaptations à partir de l'année 1995.

Ces adaptations ont un impact légèrement positif sur le solde de financement du Pouvoir fédéral et des Communautés et régions (0,06 p.c. du PIB) mais entraînent une légère détérioration du solde des administrations locales (0,04 p.c. du PIB).

### **2.3 La reprise du fonds de pension de Belgacom**

Eurostat a décidé que les versements d'une entreprise à l'État dans le cadre d'un transfert d'obligations au titre de

régimes de pension avec constitution de réserves mis en place par cette entreprise pour ses propres employés devaient être enregistrés comme recettes des administrations publiques et devaient donc avoir une incidence positive sur l'excédent ou le déficit public (communiqué de presse 26/2004 du 25 février 2004).

Par conséquent, les versements liés au transfert à l'État d'obligations de pension ont la même incidence sur le déficit public, qu'il s'agisse de régimes de pension mis en place par une entreprise avec constitution de réserves ou sans constitution de réserves.

Dans les deux cas, avec ou sans constitution de réserves, la contrepartie du montant reçu par l'État est une opération sans contrepartie, classée comme transfert en capital (code D99 du SEC 1995) et les obligations de pension reprises par l'État ne sont pas enregistrées comme un passif au sens du SEC 1995.

Selon le principe des droits constatés, le transfert en capital doit être enregistré au moment du transfert effectif des obligations de pension et non au moment du ou des versements.

Dans le futur, l'amélioration de l'excédent ou du déficit public découlant de ce transfert en capital sera compensée par le versement des prestations que l'État doit payer et qui seront enregistrées comme dépenses des administrations publiques. Elles auront donc une incidence négative sur l'excédent ou le déficit public au cours des années futures. Ainsi, la décision d'Eurostat garantit que, dans tous les cas, le transfert des obligations de pension est neutre (ou quasiment neutre) dans le temps.

Suite à cette décision, le versement par Belgacom de 5 milliards d'euros (1,9 p.c. du PIB) en contrepartie de la reprise par le Pouvoir fédéral des obligations de cette entreprise en matière de retraite a donc été considéré comme une recette en 2003.

## TABLEAUX SYNOPTIQUES



### 3.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	85.719,1	88.977,7	91.839,5	97.231,6	102.522,2	106.369,2	111.614,3	114.882,8	119.066,9	120.806,4
Impôts directs	31.490,0	33.748,6	34.466,4	37.103,5	39.777,4	40.379,2	43.012,0	44.857,2	45.905,1	45.807,5
Ménages	26.832,8	28.624,6	28.598,9	30.432,8	31.585,4	32.175,4	34.365,0	36.249,4	37.233,4	37.269,1
Sociétés	4.576,5	5.010,3	5.758,8	6.541,2	8.058,7	7.998,2	8.363,3	8.371,3	8.394,8	8.192,7
Autres secteurs	80,7	113,7	108,7	129,5	133,3	205,6	283,7	236,5	276,9	345,7
Impôts indirects	24.191,1	24.633,9	26.294,4	27.918,8	28.972,2	31.074,7	32.394,1	32.193,4	33.730,6	34.673,6
Cotisations sociales effectives	29.290,3	29.834,0	30.248,4	31.393,3	32.816,3	33.893,1	35.033,4	36.626,0	38.164,1	38.924,8
Impôts en capital	747,7	761,2	830,3	816,0	956,3	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.267,1	1.400,5
Cotisations sociales imputées	3.864,2	4.086,8	4.271,9	4.461,1	4.621,1	4.715,8	4.856,5	5.066,8	5.356,7	5.504,5
Intérêts reçus	788,8	785,1	766,2	666,5	638,5	722,9	654,3	924,0	791,3	583,1
Autres revenus de la propriété	1.136,6	1.223,0	1.555,1	1.487,9	1.500,0	1.191,5	1.660,8	1.605,6	1.502,2	1.378,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs	607,1	617,8	667,8	608,1	773,8	875,4	785,1	877,1	892,4	962,5
Ventes courantes de biens et services produits	2.140,6	2.291,9	2.402,9	2.496,6	2.684,3	2.787,7	2.904,9	3.306,1	3.633,8	3.843,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	45,8	92,4	86,0	474,7	50,1	437,3	97,1	213,1	120,5	5.206,3
<b>Total Recettes</b>	<b>94.302,2</b>	<b>98.074,7</b>	<b>101.589,4</b>	<b>107.426,5</b>	<b>112.790,0</b>	<b>117.099,8</b>	<b>122.573,0</b>	<b>126.875,5</b>	<b>131.363,8</b>	<b>138.285,4</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	79.381,0	82.426,4	85.392,6	87.642,7	90.616,7	94.001,7	97.613,5	102.564,5	108.792,0	114.949,9
Rémunérations des salariés	23.172,5	24.127,9	24.611,3	25.475,9	26.209,9	27.366,7	28.323,7	29.589,7	31.394,1	32.671,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	5.478,5	5.547,0	5.872,1	6.264,4	6.646,3	7.078,5	7.487,7	8.061,6	8.861,2	9.205,6
Subventions aux entreprises	2.855,7	2.974,2	3.175,8	2.977,7	3.257,9	3.410,5	3.645,3	3.952,9	3.998,0	4.348,9
Prestations sociales	43.845,3	45.718,3	47.428,9	48.363,9	49.760,9	51.292,9	53.248,6	55.947,8	59.128,6	62.757,2
En espèces	32.550,4	33.517,3	34.360,2	35.316,5	36.162,4	36.782,8	37.747,5	39.251,9	41.726,6	43.793,2
En nature fournies par des producteurs marchands	11.294,9	12.201,0	13.068,7	13.047,4	13.598,5	14.510,1	15.501,1	16.695,9	17.402,0	18.964,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	2.241,2	2.387,2	2.221,3	2.455,2	2.444,8	2.442,3	2.441,7	2.518,0	2.640,6	2.870,6
Transferts courants aux entreprises	757,5	779,7	778,7	599,2	623,7	630,0	625,4	643,2	657,6	663,1
Transferts courants du reste du monde	1.030,3	892,1	1.304,5	1.506,4	1.673,2	1.780,8	1.841,1	1.851,3	2.111,9	2.433,4
Charges d'intérêts	18.740,0	18.744,6	18.368,1	17.394,5	17.185,8	16.513,9	16.816,0	16.748,5	15.688,7	14.639,2
Dépenses en capital	6.104,0	5.771,7	5.675,2	6.641,8	6.491,3	7.532,8	7.768,6	6.115,6	6.702,2	7.861,9
Formation brute de capital fixe	3.999,0	3.770,7	3.563,0	3.605,2	3.650,1	4.440,8	4.712,7	4.207,0	4.242,7	4.260,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-34,4	-215,6	-221,7	-1,7	-189,8	26,3	-6,8	-433,4	-183,4	-23,2
Transferts en capital aux autres secteurs	2.139,4	2.216,6	2.333,9	3.038,3	3.031,0	3.065,7	3.062,7	2.342,0	2.642,9	3.624,2
<b>Total Dépenses</b>	<b>104.225,0</b>	<b>106.942,7</b>	<b>109.435,9</b>	<b>111.679,0</b>	<b>114.293,8</b>	<b>118.048,4</b>	<b>122.198,1</b>	<b>125.428,6</b>	<b>131.182,9</b>	<b>137.451,0</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-4.612,3</b>	<b>-3.950,0</b>	<b>-3.087,6</b>	<b>1.098,6</b>	<b>3.981,1</b>	<b>5.124,7</b>	<b>6.871,6</b>	<b>6.143,2</b>	<b>5.495,5</b>	<b>2.089,5</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-9.922,8</b>	<b>-8.868,0</b>	<b>-7.846,5</b>	<b>-4.252,5</b>	<b>-1.503,8</b>	<b>-948,6</b>	<b>374,9</b>	<b>1.446,9</b>	<b>180,9</b>	<b>834,4</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>8.817,2</b>	<b>9.876,6</b>	<b>10.521,6</b>	<b>13.142,0</b>	<b>15.682,0</b>	<b>15.565,3</b>	<b>17.190,9</b>	<b>18.195,4</b>	<b>15.869,6</b>	<b>15.473,6</b>
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la "Procédure déficit excessif"</b>	<b>-9.868,0</b>	<b>-8.865,4</b>	<b>-7.771,1</b>	<b>-4.234,5</b>	<b>-1.418,2</b>	<b>-930,9</b>	<b>480,3</b>	<b>1.586,3</b>	<b>314,0</b>	<b>962,3</b>

## 3.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	50.802,3	53.214,3	55.110,1	58.387,5	62.003,3	64.283,3	68.640,6	69.463,5	69.084,6	69.449,7
Impôts directs	29.430,4	31.469,4	32.135,2	34.438,0	37.118,5	37.528,3	40.588,4	41.825,9	41.944,6	41.473,8
Ménages	24.896,0	26.466,8	26.386,1	27.988,2	29.156,7	29.539,0	32.123,5	33.400,9	33.477,7	33.117,9
Sociétés	4.453,7	4.888,9	5.640,4	6.320,3	7.828,5	7.783,7	8.181,2	8.188,5	8.190,0	8.010,2
Autres secteurs	80,7	113,7	108,7	129,5	133,3	205,6	283,7	236,5	276,9	345,7
Impôts indirects	20.180,9	20.449,7	21.699,0	22.590,7	23.518,3	25.353,6	26.598,0	26.179,7	25.667,1	26.108,8
Cotisations sociales effectives	1.051,0	1.180,7	1.182,8	1.255,8	1.254,1	1.272,2	1.321,3	1.324,4	1.389,3	1.768,7
Impôts en capital	140,0	114,5	93,1	103,0	112,4	129,2	132,9	133,5	83,6	98,4
Cotisations sociales imputées	1.581,4	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.837,1	1.760,3
Intérêts reçus	468,4	529,1	525,1	467,0	437,1	455,9	417,6	653,7	550,3	413,6
Autres revenus de la propriété	347,7	370,1	575,7	489,9	446,0	65,4	537,0	743,7	554,9	445,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs	348,8	333,2	330,4	320,2	411,3	466,8	415,4	507,1	518,8	538,6
Ventes courantes de biens et services produits	389,5	375,6	387,9	432,0	490,2	500,4	543,6	802,3	777,4	862,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	328,4	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	239,7	283,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	22,6	2,3	13,7	398,9	9,1	17,0	14,6	158,0	67,8	5.017,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	5,2	1,7	5,7	4,0	3,5	6,0	6,1	176,0	4,4	3,5
<b>Total Recettes</b>	<b>54.294,3</b>	<b>56.712,9</b>	<b>58.816,4</b>	<b>62.420,2</b>	<b>65.778,9</b>	<b>67.799,2</b>	<b>72.628,2</b>	<b>74.544,2</b>	<b>73.635,0</b>	<b>78.774,1</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	44.498,3	45.993,3	47.798,0	49.826,0	51.689,9	54.066,3	55.729,1	58.779,4	58.205,3	61.735,5
Rémunérations des salariés	5.816,3	5.932,6	5.876,3	6.086,8	6.233,3	6.517,3	6.659,7	6.916,1	7.010,3	7.165,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.656,6	1.593,8	1.632,2	1.699,8	1.778,6	1.885,4	2.128,5	2.236,8	2.251,9	2.299,3
Subventions aux entreprises	1.290,9	1.393,3	1.462,9	1.310,1	1.395,7	1.442,3	1.439,7	1.419,5	1.336,4	1.637,5
Prestations sociales	4.910,7	5.199,3	5.269,6	5.608,7	5.658,7	5.751,1	5.904,5	5.989,0	6.130,5	6.556,0
En espèces	4.049,4	4.170,9	4.166,0	4.531,8	4.605,8	4.660,4	4.798,5	4.843,8	4.990,9	5.295,5
En nature fournies par des producteurs marchands	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	265,2	288,6	255,1	243,9	238,1	265,3	283,6	350,8	382,6	447,2
Transferts courants aux entreprises	681,3	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4
Transferts courants du reste du monde	1.022,3	867,3	1.293,5	1.490,8	1.653,1	1.766,7	1.831,1	1.842,0	2.095,6	2.414,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8.935,1	8.992,8	9.195,4	9.114,9	9.393,8	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.365,7	12.259,6
Charges d'intérêts	16.980,8	16.985,8	16.617,7	15.782,2	15.795,4	15.220,7	15.567,2	15.596,5	14.630,5	13.617,6
Dépenses en capital	1.791,1	1.494,9	1.435,7	2.075,7	1.887,4	2.089,7	2.365,5	2.208,3	1.343,5	2.380,5
Formation brute de capital fixe	595,1	605,1	662,4	551,9	525,2	586,0	567,4	309,0	497,8	359,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-1,7	-200,6	-211,5	10,3	-185,1	28,8	-0,2	-410,6	-156,9	16,0
Transferts en capital aux autres secteurs	816,3	841,3	891,3	1.419,2	1.438,1	1.294,7	1.372,1	859,6	955,8	1.884,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	381,4	249,1	93,5	94,3	109,2	180,2	426,2	1.450,3	46,8	121,3
<b>Total Dépenses</b>	<b>63.270,2</b>	<b>64.474,0</b>	<b>65.851,4</b>	<b>67.683,9</b>	<b>69.372,7</b>	<b>71.376,7</b>	<b>73.661,8</b>	<b>76.584,2</b>	<b>74.179,3</b>	<b>77.733,6</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-7.352,6</b>	<b>-6.384,7</b>	<b>-5.711,8</b>	<b>-3.693,9</b>	<b>-1.831,4</b>	<b>-1.640,0</b>	<b>1.178,3</b>	<b>-299,2</b>	<b>643,4</b>	<b>-1.697,9</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-8.975,9</b>	<b>-7.761,1</b>	<b>-7.035,0</b>	<b>-5.263,7</b>	<b>-3.593,8</b>	<b>-3.577,5</b>	<b>-1.033,6</b>	<b>-2.040,0</b>	<b>-544,3</b>	<b>1.040,5</b>

### 3.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	1.883,4	1.989,4	2.265,4	2.405,8	2.626,5	2.791,4	2.925,4	3.056,7	5.445,7	5.942,5
Impôts directs	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1	998,4
Ménages	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1	998,4
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.256,2	1.320,8	1.495,7	1.675,8	1.758,3	1.873,8	1.863,3	1.901,2	3.449,1	3.642,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5	1.302,1
Cotisations sociales imputées	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,5	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.398,7	2.612,2	2.794,6
Intérêts reçus	35,1	37,7	24,0	30,9	57,3	118,0	86,7	122,4	118,8	78,7
Autres revenus de la propriété	12,4	24,4	48,9	43,1	71,4	65,8	53,1	48,5	77,5	94,1
Transferts courants en provenance des autres secteurs	112,5	139,0	172,4	140,9	234,4	262,5	219,4	239,3	233,5	278,9
Ventes courantes de biens et services produits	879,2	905,3	930,4	968,9	1.032,8	1.075,4	1.104,8	1.158,5	1.481,7	1.547,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	1.813,2	2.090,3	2.256,2	2.397,8	2.576,3	2.637,8	2.855,0	3.095,4	3.349,9	3.591,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	5,1	5,3	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	29,2	21,9	25,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	69,3	126,1	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	109,6
<b>Total Recettes</b>	<b>24.148,7</b>	<b>25.691,7</b>	<b>26.820,1</b>	<b>28.582,7</b>	<b>30.334,2</b>	<b>31.978,2</b>	<b>32.550,7</b>	<b>35.496,2</b>	<b>35.861,0</b>	<b>38.101,9</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	22.351,7	23.088,4	23.564,7	24.438,1	25.372,6	26.355,2	27.304,7	28.870,3	31.520,5	33.182,4
Rémunérations des salariés	9.709,2	10.266,5	10.560,0	11.007,9	11.418,6	11.939,9	12.407,8	13.014,0	14.021,4	14.656,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.860,0	1.955,5	2.113,8	2.226,6	2.439,6	2.580,9	2.695,9	3.010,3	3.637,0	3.757,0
Subventions aux entreprises	1.275,5	1.208,2	1.292,9	1.240,4	1.328,7	1.306,6	1.389,0	1.531,5	1.623,8	1.572,2
Prestations sociales	2.634,5	2.781,7	2.964,6	3.156,4	3.263,7	3.544,8	3.821,7	4.161,4	4.704,4	4.947,8
En espèces	1.870,4	1.992,1	2.146,0	2.260,0	2.378,6	2.483,3	2.670,8	2.845,9	3.176,7	3.376,7
En nature fournies par des producteurs marchands	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7	1.571,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.821,4	1.786,7	1.625,1	1.581,2	1.504,9	1.619,3	1.778,4
Transferts courants aux entreprises	50,6	48,6	48,4	48,7	49,5	55,9	62,3	73,3	82,9	84,7
Transferts courants au reste du monde	8,0	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,3	16,3	19,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	5.103,2	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.287,9	5.336,8	5.565,6	5.815,4	6.366,2
Charges d'intérêts	675,1	840,3	842,8	865,9	902,0	794,5	783,0	764,3	742,0	702,4
Dépenses en capital	2.966,6	3.297,5	3.136,6	3.390,9	3.288,8	3.865,4	3.791,0	3.814,2	3.969,6	3.809,7
Formation brute de capital fixe	1.340,5	1.492,0	1.337,5	1.431,6	1.444,6	1.688,5	1.610,8	1.775,4	1.881,7	1.703,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,1	0,6	0,8	0,9	-0,1	0,2	-0,1	2,3	2,7
Transferts en capital aux autres secteurs	1.154,4	1.324,2	1.335,1	1.487,3	1.387,8	1.608,9	1.560,4	1.401,4	1.592,7	1.634,3
Transferts en capital aux autres administrations publiques	471,7	481,2	463,4	471,2	455,5	568,1	619,6	637,5	492,9	469,5
<b>Total Dépenses</b>	<b>25.993,4</b>	<b>27.226,2</b>	<b>27.544,1</b>	<b>28.694,9</b>	<b>29.563,4</b>	<b>31.015,1</b>	<b>31.878,7</b>	<b>33.448,8</b>	<b>36.232,1</b>	<b>37.694,5</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>439,8</b>	<b>984,9</b>	<b>1.632,8</b>	<b>2.524,0</b>	<b>3.146,5</b>	<b>3.868,6</b>	<b>3.371,6</b>	<b>4.710,2</b>	<b>2.361,3</b>	<b>2.779,6</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-1.844,7</b>	<b>-1.534,5</b>	<b>-724,0</b>	<b>-112,2</b>	<b>770,8</b>	<b>963,1</b>	<b>672,0</b>	<b>2.047,4</b>	<b>-371,1</b>	<b>407,4</b>

### 3.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	4.158,6	4.414,3	4.619,8	4.883,8	4.807,7	5.140,8	4.734,6	5.378,8	5.905,1	6.363,8
Impôts directs	1.656,4	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.095,2	2.252,5	2.403,0
Ménages	1.656,4	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.095,2	2.252,5	2.403,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6	3.944,8
Cotisations sociales effectives	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0	16,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	795,3	823,3	836,1	853,8	878,2	850,8	817,1	851,2	892,3	934,0
Intérêts reçus	128,7	118,0	103,9	115,9	131,9	107,4	117,3	110,3	109,0	102,9
Autres revenus de la propriété	776,5	828,5	930,5	954,9	982,6	1.060,3	1.070,7	813,4	869,8	839,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs	124,7	134,4	127,6	108,4	112,2	123,1	123,3	130,3	138,9	139,9
Ventes courantes de biens et services produits	813,3	953,5	1.026,2	1.042,6	1.105,4	1.154,5	1.194,2	1.275,9	1.306,5	1.361,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	5.822,6	5.882,0	5.795,9	5.704,3	5.883,4	6.195,3	6.453,9	6.834,8	7.503,7	8.215,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	18,1	84,8	67,7	66,5	24,0	45,2	45,8	25,9	30,8	136,7
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	565,9	579,7	494,1	501,7	481,1	578,1	911,8	574,0	506,2	480,1
<b>Total Recettes</b>	<b>13.278,1</b>	<b>13.860,6</b>	<b>14.076,2</b>	<b>14.306,3</b>	<b>14.489,5</b>	<b>15.350,0</b>	<b>15.563,1</b>	<b>16.072,1</b>	<b>17.357,3</b>	<b>18.718,7</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	10.147,9	10.712,7	11.153,6	11.577,8	11.880,7	12.443,3	13.013,5	13.678,1	14.657,4	15.243,1
Rémunérations des salariés	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.307,0	8.659,3	9.297,0	9.691,0
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.423,0	1.456,9	1.582,6	1.724,9	1.792,3	1.964,5	2.010,8	2.127,0	2.239,3	2.333,0
Subventions aux entreprises	183,2	273,1	302,8	297,2	331,2	333,8	333,1	375,2	384,3	395,3
Prestations sociales	1.453,4	1.521,9	1.579,7	1.606,3	1.594,1	1.616,6	1.762,2	1.825,3	2.014,8	2.115,2
En espèces	1.264,8	1.293,9	1.346,7	1.347,9	1.352,7	1.362,3	1.399,3	1.461,7	1.630,4	1.692,5
En nature fournies par des producteurs marchands	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	422,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	218,8	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	441,2	501,2	502,3	512,3
Transferts courants aux entreprises	25,6	26,1	31,8	33,4	34,0	38,4	42,7	50,3	58,0	59,0
Transferts courants du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	161,7	137,3
Charges d'intérêts	1.081,6	921,9	927,4	790,8	613,4	613,6	639,3	708,6	675,3	652,8
Dépenses en capital	2.151,3	1.663,0	1.606,4	1.674,4	1.773,2	2.256,4	2.586,8	2.045,8	1.841,6	2.120,7
Formation brute de capital fixe	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3	2.069,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-32,7	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	-22,7	-28,8	-41,9
Transferts en capital aux autres secteurs	162,2	37,6	86,3	100,7	139,1	135,8	104,4	61,2	83,4	90,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	3,3	2,7	2,4
<b>Total Dépenses</b>	<b>13.380,8</b>	<b>13.297,6</b>	<b>13.687,4</b>	<b>14.043,0</b>	<b>14.267,3</b>	<b>15.313,3</b>	<b>16.239,6</b>	<b>16.432,5</b>	<b>17.174,3</b>	<b>18.016,6</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>1.464,6</b>	<b>1.561,5</b>	<b>1.433,4</b>	<b>1.369,5</b>	<b>1.490,3</b>	<b>1.669,8</b>	<b>952,7</b>	<b>1.085,5</b>	<b>1.487,6</b>	<b>2.206,0</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-102,7</b>	<b>563,0</b>	<b>388,8</b>	<b>263,3</b>	<b>222,2</b>	<b>36,7</b>	<b>-676,5</b>	<b>-360,4</b>	<b>183,0</b>	<b>702,1</b>

### 3.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	28.874,8	29.359,7	29.844,2	31.554,5	33.084,7	34.153,7	35.313,7	36.983,8	38.631,5	39.050,4
Impôts directs	383,7	456,2	511,9	705,1	800,0	796,6	783,6	853,3	894,9	932,3
Ménages	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,8
Sociétés	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	343,6	329,8	338,9	732,1	738,4	752,1	833,9	844,8	977,8	978,0
Cotisations sociales effectives	28.147,5	28.573,7	28.993,4	30.117,3	31.546,3	32.605,0	33.696,2	35.285,7	36.758,8	37.140,1
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,1	15,6
Intérêts reçus	292,8	269,9	272,8	271,2	257,3	291,8	303,3	376,7	380,1	333,0
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	21,1	11,2	37,4	38,6	15,9	23,0	27,0	0,4	1,2	5,1
Ventes courantes de biens et services produits	58,6	57,5	58,4	53,1	55,9	57,4	62,3	69,4	68,2	72,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.824,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	19,8	0,0	0,0	26,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	128,9	99,2	1.462,6	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>37.620,4</b>	<b>38.026,9</b>	<b>39.056,6</b>	<b>40.847,9</b>	<b>42.465,3</b>	<b>44.423,7</b>	<b>45.734,3</b>	<b>48.733,3</b>	<b>50.053,5</b>	<b>50.981,4</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	36.429,0	37.949,5	39.336,0	39.745,1	41.139,8	42.586,1	44.149,2	46.605,8	49.042,5	52.141,3
Rémunérations des salariés	822,2	874,4	919,8	883,6	908,7	942,5	949,2	1.000,3	1.065,4	1.158,3
Consommation intermédiaire et impôts payés	538,9	540,8	543,5	613,1	635,8	647,7	652,5	687,5	733,0	816,3
Subventions aux entreprises	106,1	99,6	117,2	130,0	202,3	327,8	483,5	626,7	653,5	743,9
Prestations sociales	34.846,7	36.215,4	37.615,0	37.992,5	39.244,4	40.380,4	41.760,2	43.972,1	46.278,9	49.138,2
En espèces	25.365,8	26.060,4	26.701,5	27.176,8	27.825,3	28.276,8	28.878,9	30.100,5	31.928,6	33.428,5
En nature fournies par des producteurs marchands	9.480,9	10.155,0	10.913,5	10.815,7	11.419,1	12.103,6	12.881,3	13.871,6	14.350,3	15.709,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	46,5	168,5	96,3	76,3	69,9	144,6	135,7	161,1	136,4	132,7
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	68,6	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9
Charges d'intérêts	138,7	166,2	139,8	174,1	120,1	135,3	97,1	18,2	7,8	11,5
Dépenses en capital	52,2	46,6	57,1	68,6	108,4	73,2	75,0	309,4	89,9	144,2
Formation brute de capital fixe	45,7	33,1	35,9	37,5	42,4	46,9	49,2	118,6	78,9	128,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	6,5	13,5	21,2	31,1	66,0	26,3	25,8	19,8	11,0	15,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>36.619,9</b>	<b>38.162,3</b>	<b>39.532,9</b>	<b>39.987,8</b>	<b>41.368,3</b>	<b>42.794,6</b>	<b>44.321,3</b>	<b>46.933,4</b>	<b>49.140,2</b>	<b>52.297,0</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>835,9</b>	<b>-111,7</b>	<b>-442,0</b>	<b>899,0</b>	<b>1.175,7</b>	<b>1.226,3</b>	<b>1.369,0</b>	<b>646,7</b>	<b>1.003,2</b>	<b>-1.198,2</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>1.000,5</b>	<b>-135,4</b>	<b>-476,3</b>	<b>860,1</b>	<b>1.097,0</b>	<b>1.629,1</b>	<b>1.413,0</b>	<b>1.799,9</b>	<b>913,3</b>	<b>-1.315,6</b>



# COMPTES



## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	32.222,5	33.342,7	34.189,1	35.473,7	36.615,2	38.272,5	39.750,5	41.700,1	44.476,0	46.216,0
Production marchande (P.11)	990,7	1.061,3	1.115,7	1.140,5	1.210,8	1.262,7	1.248,5	1.520,2	1.768,5	1.849,7
Production pour usage final propre (P.12)	94,3	98,4	107,3	111,9	133,6	137,7	170,7	196,1	200,2	204,2
Autre production non marchande (P.13)	31.137,5	32.183,0	32.966,1	34.221,3	35.270,8	36.872,1	38.331,3	39.983,8	42.507,3	44.162,1
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.055,6	1.132,2	1.179,9	1.244,2	1.339,9	1.387,3	1.485,7	1.589,8	1.665,1	1.789,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	30.081,9	31.050,8	31.786,2	32.977,1	33.930,9	35.484,8	36.845,6	38.394,0	40.842,2	42.372,3
<b>Total Ressources</b>	<b>32.222,5</b>	<b>33.342,7</b>	<b>34.189,1</b>	<b>35.473,7</b>	<b>36.615,2</b>	<b>38.272,5</b>	<b>39.750,5</b>	<b>41.700,1</b>	<b>44.476,0</b>	<b>46.216,0</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	5.459,5	5.528,9	5.849,8	6.236,3	6.612,4	7.039,1	7.439,6	8.007,6	8.811,7	9.100,2
Valeur ajoutée brute (B.1b)	26.763,0	27.813,8	28.339,3	29.237,4	30.002,8	31.233,4	32.310,9	33.692,5	35.664,3	37.115,8
Consommation de capital fixe (K.1)	3.576,2	3.672,6	3.708,5	3.750,7	3.776,3	3.831,0	4.000,9	4.095,7	4.246,0	4.418,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	23.186,8	24.141,2	24.630,8	25.486,7	26.226,5	27.402,4	28.310,0	29.596,8	31.418,3	32.697,8
<b>Total Emplois</b>	<b>32.222,5</b>	<b>33.342,7</b>	<b>34.189,1</b>	<b>35.473,7</b>	<b>36.615,2</b>	<b>38.272,5</b>	<b>39.750,5</b>	<b>41.700,1</b>	<b>44.476,0</b>	<b>46.216,0</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	23.186,8	24.141,2	24.630,8	25.486,7	26.226,5	27.402,4	28.310,0	29.596,8	31.418,3	32.697,8
<b>Total Ressources</b>	<b>23.186,8</b>	<b>24.141,2</b>	<b>24.630,8</b>	<b>25.486,7</b>	<b>26.226,5</b>	<b>27.402,4</b>	<b>28.310,0</b>	<b>29.596,8</b>	<b>31.418,3</b>	<b>32.697,8</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	23.172,5	24.127,9	24.611,3	25.475,9	26.209,9	27.366,7	28.323,7	29.589,7	31.394,1	32.671,1
Salaires et traitements bruts (D.11)	16.969,2	17.572,2	17.776,6	18.328,1	18.796,0	19.735,3	20.505,1	21.591,7	22.885,2	23.557,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	6.203,3	6.555,7	6.834,7	7.147,8	7.413,9	7.631,4	7.818,6	7.998,0	8.508,9	9.113,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	2.339,1	2.468,9	2.562,8	2.686,7	2.792,8	2.915,6	2.962,1	2.931,2	3.152,2	3.608,8
A destination des administrations publiques	2.143,1	2.227,7	2.291,1	2.405,3	2.493,8	2.611,4	2.673,6	2.644,8	2.833,4	3.268,7
A destination des autres secteurs	196,0	241,2	271,7	281,4	299,0	304,2	288,5	286,4	318,8	340,1
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	3.864,2	4.086,8	4.271,9	4.461,1	4.621,1	4.715,8	4.856,5	5.066,8	5.356,7	5.504,5
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	14,3	13,3	19,5	10,8	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2	26,7
<b>Total Emplois</b>	<b>23.186,8</b>	<b>24.141,2</b>	<b>24.630,8</b>	<b>25.486,7</b>	<b>26.226,5</b>	<b>27.402,4</b>	<b>28.310,0</b>	<b>29.596,8</b>	<b>31.418,3</b>	<b>32.697,8</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	14,3	13,3	19,5	10,8	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2	26,7
Impôts sur la production et les importations (D.2)	24.191,1	24.633,9	26.294,4	27.918,8	28.972,2	31.074,7	32.394,1	32.193,4	33.730,6	34.673,6
Impôts sur les produits (D.21)	20.590,4	20.806,9	22.253,9	23.478,5	24.448,2	26.383,2	27.720,5	27.255,1	28.722,4	29.362,7
Taxe du type TVA (D.211)	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.728,2	17.824,5	17.957,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	7.705,8	7.694,1	8.433,9	8.831,7	9.325,4	9.704,3	9.972,1	9.895,3	10.223,8	10.681,1
Autres impôts sur la production (D.29)	3.600,7	3.827,0	4.040,5	4.440,3	4.524,0	4.691,5	4.673,6	4.938,3	5.008,2	5.310,9
Subventions (D.3)	-2.855,7	-2.974,2	-3.175,8	-2.977,7	-3.257,9	-3.410,5	-3.645,3	-3.952,9	-3.998,0	-4.348,9
Subventions sur les produits (D.31)	-1.637,8	-1.732,3	-1.858,8	-1.750,1	-1.868,5	-1.914,4	-1.985,3	-2.101,3	-2.172,5	-2.326,1
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.637,8	-1.732,3	-1.858,8	-1.750,1	-1.868,5	-1.914,4	-1.985,3	-2.101,3	-2.172,5	-2.326,1
Autres subventions sur la production (D.39)	-1.217,9	-1.241,9	-1.317,0	-1.227,6	-1.389,4	-1.496,1	-1.660,0	-1.851,6	-1.825,5	-2.022,8
Revenus de la propriété (D.4)	2.061,6	2.177,7	2.480,9	2.372,9	2.383,6	2.164,6	2.585,7	2.868,7	2.660,4	2.307,1
Intérêts (D.41)	925,0	954,7	925,8	885,0	883,6	973,1	924,9	1.263,1	1.158,2	928,2
En provenance des administrations publiques	136,2	169,6	159,6	218,5	245,1	250,2	270,6	339,1	366,9	345,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	136,2	131,5	127,2	204,6	234,4	235,8	233,3	293,6	310,1	253,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	38,1	32,4	13,9	10,7	14,4	37,3	45,5	56,8	91,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	788,8	785,1	766,2	666,5	638,5	722,9	654,3	924,0	791,3	583,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	1.033,3	1.099,1	1.408,7	1.336,7	1.366,2	1.057,8	1.545,8	1.487,8	1.370,8	1.248,5
Dividendes (D.421)	983,7	1.052,7	1.329,7	1.263,0	1.329,6	1.003,9	1.507,1	1.450,2	1.332,5	1.217,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	49,6	46,4	79,0	73,7	36,6	53,9	38,7	37,6	38,3	31,5
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	13,1	12,4	13,4	14,6	12,7	11,7	14,1	17,2	18,9	19,3
Loyers (D.45)	90,2	111,5	133,0	136,6	121,1	122,0	100,9	100,6	112,5	111,1
<b>Total Ressources</b>	<b>23.411,3</b>	<b>23.850,7</b>	<b>25.619,0</b>	<b>27.324,8</b>	<b>28.114,5</b>	<b>29.864,5</b>	<b>31.320,8</b>	<b>31.116,3</b>	<b>32.417,2</b>	<b>32.658,5</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	18.876,2	18.914,2	18.527,7	17.613,0	17.430,9	16.764,1	17.086,6	17.087,6	16.055,6	14.984,3
Intérêts (D.41)	18.876,2	18.914,2	18.527,7	17.613,0	17.430,9	16.764,1	17.086,6	17.087,6	16.055,6	14.984,3
Versés aux administrations publiques	136,2	169,6	159,6	218,5	245,1	250,2	270,6	339,1	366,9	345,1
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3,1	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8
Versés aux administrations locales	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	54,2	67,7	56,3	34,7	42,4
Versés aux administrations de sécurité sociale	119,0	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	181,6	261,6	282,9	261,9
Versés aux autres secteurs	18.740,0	18.744,6	18.368,1	17.394,5	17.185,8	16.513,9	16.816,0	16.748,5	15.688,7	14.639,2
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	4.535,1	4.936,5	7.091,3	9.711,8	10.683,6	13.100,4	14.234,2	14.028,7	16.361,6	17.674,2
<b>Total Emplois</b>	<b>23.411,3</b>	<b>23.850,7</b>	<b>25.619,0</b>	<b>27.324,8</b>	<b>28.114,5</b>	<b>29.864,5</b>	<b>31.320,8</b>	<b>31.116,3</b>	<b>32.417,2</b>	<b>32.658,5</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
<b>Ressources</b>										
Solde des revenus primaires (B.5n)	4.535,1	4.936,5	7.091,3	9.711,8	10.683,6	13.100,4	14.234,2	14.028,7	16.361,6	17.674,2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	31.490,0	33.748,6	34.466,4	37.103,5	39.777,4	40.379,2	43.012,0	44.857,2	45.905,1	45.807,5
Impôts sur le revenu (D.51)	30.641,9	32.861,2	33.352,8	35.795,3	38.469,5	38.929,2	41.648,8	43.423,6	44.132,5	44.081,2
En provenance des administrations publiques	19,1	18,1	22,3	28,1	33,9	39,4	48,1	53,9	49,5	105,4
En provenance des autres secteurs	30.622,8	32.843,1	33.330,5	35.767,2	38.435,6	38.889,8	41.600,7	43.369,7	44.083,0	43.975,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	4.446,4	4.881,3	5.630,3	6.263,8	7.761,8	7.703,2	8.089,5	8.092,2	8.087,0	7.906,3
En provenance des ménages	26.139,7	27.891,3	27.640,8	29.432,2	30.608,5	31.057,9	33.316,1	35.135,9	35.805,9	35.865,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4
Autres impôts courants (D.59)	848,1	887,4	1.113,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.433,6	1.772,6	1.726,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	848,1	887,4	1.113,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.433,6	1.772,6	1.726,3
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	130,1	129,0	128,5	277,4	296,9	295,0	273,8	279,1	307,8	286,4
En provenance des ménages	693,1	733,3	958,1	1.000,6	976,9	1.117,5	1.048,9	1.113,5	1.427,5	1.404,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	33.154,5	33.920,8	34.520,3	35.854,4	37.437,4	38.608,9	39.889,9	41.692,8	43.520,8	44.429,3
Cotisations sociales effectives (D.611)	29.290,3	29.834,0	30.248,4	31.393,3	32.816,3	33.893,1	35.033,4	36.626,0	38.164,1	38.924,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	20.002,5	20.655,2	21.056,5	22.037,4	22.934,8	23.415,6
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	20.002,5	20.655,2	21.056,5	22.037,4	22.934,8	23.415,6
A charge des administrations publiques	2.143,1	2.227,7	2.291,1	2.405,3	2.493,8	2.611,4	2.673,6	2.644,8	2.833,4	3.268,7
A charge des autres secteurs	15.708,9	15.708,4	15.879,9	16.607,9	17.508,7	18.043,9	18.382,9	19.392,7	20.101,4	20.146,9
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8.883,5	9.208,3	9.314,3	9.546,9	9.917,9	10.313,3	10.936,9	11.448,2	11.928,9	12.105,4
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8.877,1	9.201,6	9.305,1	9.536,7	9.909,7	10.307,9	10.931,5	11.441,3	11.924,3	12.101,7
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	3,7
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.554,9	2.689,6	2.763,1	2.833,3	2.895,9	2.924,6	3.040,0	3.140,4	3.300,4	3.403,8

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.513,0	2.644,0	2.716,3	2.786,6	2.848,2	2.875,4	2.991,2	3.092,6	3.253,0	3.355,7
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	3.864,2	4.086,8	4.271,9	4.461,1	4.621,1	4.715,8	4.856,5	5.066,8	5.356,7	5.504,5
Autres transferts courants (D.7)	34.653,0	35.935,3	37.127,5	38.552,4	40.240,1	42.324,6	43.368,1	46.246,2	45.526,1	48.314,9
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	49,2	47,9	51,4	54,2	55,9	64,6	74,3	89,4	97,5	99,5
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	34.045,9	35.317,5	36.459,7	37.944,3	39.466,3	41.449,2	42.583,0	45.369,1	44.633,7	47.352,4
Transferts de recettes fiscales	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	14.126,0	14.296,9	14.345,2	14.190,4	14.667,9	15.203,2	15.697,8	16.496,1	17.518,1	18.915,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	8.935,1	8.992,8	9.195,4	9.114,9	9.393,8	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.365,7	12.259,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	5.103,2	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.287,9	5.336,8	5.565,6	5.815,4	6.366,2
En provenance des administrations locales	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	161,7	137,3
En provenance des administrations de sécurité sociale	68,6	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9
Coopération internationale courante (D.74)	144,7	165,5	132,8	102,7	241,8	288,7	203,1	266,3	266,9	124,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	72,9	58,1	9,5	0,0	120,5	132,1	92,8	160,0	184,7	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	71,8	107,4	123,2	102,6	121,2	156,5	110,0	106,0	81,9	123,6
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4
Transferts courants divers (D.75)	413,2	404,4	483,6	451,2	476,1	522,1	507,7	521,4	528,0	739,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	413,2	404,4	483,6	451,2	476,1	522,1	507,7	521,4	528,0	739,0

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En provenance des sociétés non financières	38,7	42,1	118,8	103,3	97,0	118,0	107,1	117,6	94,9	108,8
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,2
En provenance des ménages	374,5	362,3	364,8	344,8	379,1	404,1	400,6	403,8	430,6	484,7
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	145,3
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	145,3
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>103.832,6</b>	<b>108.541,2</b>	<b>113.205,5</b>	<b>121.222,1</b>	<b>128.138,5</b>	<b>134.413,1</b>	<b>140.504,2</b>	<b>146.824,9</b>	<b>151.313,6</b>	<b>156.225,9</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	19,0	18,1	22,3	28,1	33,9	39,4	48,1	54,0	49,5	105,4
Impôts sur le revenu (D.51)	19,0	18,1	22,3	28,1	33,9	39,4	48,1	54,0	49,5	105,4
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	32.550,4	33.517,3	34.360,2	35.316,5	36.162,4	36.782,8	37.747,5	39.251,9	41.726,6	43.793,2
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	26.209,3	26.961,6	27.632,4	28.392,5	29.093,7	29.551,9	30.210,0	31.455,4	33.332,6	34.917,2
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	3.955,9	4.166,5	4.343,9	4.481,2	4.636,9	4.731,5	4.872,4	5.082,6	5.372,7	5.616,3
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	2.385,2	2.389,2	2.383,9	2.442,8	2.431,8	2.499,4	2.665,1	2.713,9	3.021,3	3.259,7
Autres transferts courants (D.7)	38.074,9	39.376,5	40.764,2	42.505,1	44.208,0	46.302,3	47.491,2	50.381,6	50.043,8	53.319,5
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	76,2	74,7	80,2	82,1	83,5	94,3	105,0	123,6	140,9	143,7
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	34.045,9	35.317,5	36.459,7	37.944,3	39.466,3	41.449,2	42.583,0	45.369,1	44.633,7	47.352,4
Transferts de recettes fiscales	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6
Aux administrations locales	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3
Aux administrations de sécurité sociale	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	14.126,0	14.296,9	14.345,2	14.190,4	14.667,9	15.203,2	15.697,8	16.496,1	17.518,1	18.915,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	328,4	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	239,7	283,7
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1.813,2	2.090,3	2.256,2	2.397,8	2.576,3	2.637,8	2.855,0	3.095,4	3.349,9	3.591,5
Aux administrations locales	5.822,6	5.882,0	5.795,9	5.704,3	5.883,4	6.195,3	6.453,9	6.834,8	7.503,7	8.215,0
Aux administrations de sécurité sociale	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.824,8
Coopération internationale courante (D.74)	389,3	433,9	494,5	475,8	501,6	530,7	575,8	552,7	579,6	653,2
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	67,9
Versée aux institutions de l'Union européenne	69,7	61,4	37,1	48,3	66,7	87,7	73,9	31,5	59,1	87,0

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	319,6	372,5	456,7	427,3	434,9	442,9	501,9	521,2	520,5	498,3
Transferts courants divers (D.75)	3.563,5	3.550,4	3.729,8	4.002,9	4.156,6	4.228,1	4.227,4	4.336,2	4.689,6	5.170,2
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	3.563,5	3.550,4	3.729,8	4.002,9	4.156,6	4.228,1	4.227,4	4.336,2	4.689,6	5.170,2
Versés aux sociétés non financières	681,3	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	198,9	377,6	259,3	242,9	244,6	360,2	370,6	438,4	426,2	437,9
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	2.042,3	2.009,6	1.962,0	2.212,3	2.200,2	2.082,1	2.071,1	2.079,6	2.214,4	2.432,7
Versés au reste du monde	641,0	458,2	810,0	1.030,6	1.171,6	1.250,1	1.265,3	1.298,6	1.532,3	1.780,2
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,7	0,3
Versés aux institutions de l'Union européenne	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8	1.638,6
Dont quatrième ressource propre des Communautés	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8	1.638,6
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	71,7	115,6	135,7	123,0	144,1	152,0	165,8	141,3
Revenu disponible (B.6n)	33.188,3	35.629,3	38.058,8	43.372,4	47.734,2	51.288,6	55.217,4	57.137,4	59.493,7	59.007,8
<b>Total Emplois</b>	<b>103.832,6</b>	<b>108.541,2</b>	<b>113.205,5</b>	<b>121.222,1</b>	<b>128.138,5</b>	<b>134.413,1</b>	<b>140.504,2</b>	<b>146.824,9</b>	<b>151.313,6</b>	<b>156.225,9</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	33.188,3	35.629,3	38.058,8	43.372,4	47.734,2	51.288,6	55.217,4	57.137,4	59.493,7	59.007,8
<b>Total Ressources</b>	<b>33.188,3</b>	<b>35.629,3</b>	<b>38.058,8</b>	<b>43.372,4</b>	<b>47.734,2</b>	<b>51.288,6</b>	<b>55.217,4</b>	<b>57.137,4</b>	<b>59.493,7</b>	<b>59.007,8</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	25.991,0	27.353,3	28.760,4	29.148,7	30.295,7	31.532,6	32.693,7	34.696,8	36.360,8	38.685,1
Prestations sociales en nature (D.631)	11.294,9	12.201,1	13.068,7	13.047,4	13.598,5	14.510,1	15.501,1	16.695,9	17.402,0	18.964,0
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.209,2	1.110,5	1.159,1	1.185,5	1.251,8	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7	1.544,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.167,3	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.946,6	14.165,7
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.167,3	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.946,6	14.165,7
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.814,0	2.046,0	2.155,2	2.231,7	2.179,4	2.406,5	2.619,8	2.824,3	3.051,7	3.254,3
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.814,0	2.046,0	2.155,2	2.231,7	2.179,4	2.406,5	2.619,8	2.824,3	3.051,7	3.254,3
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	14.696,1	15.152,2	15.691,7	16.101,3	16.697,2	17.022,5	17.192,6	18.000,9	18.958,8	19.721,1
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.197,3	8.276,0	9.298,4	14.223,7	17.438,5	19.756,0	22.523,7	22.440,6	23.132,9	20.322,7
<b>Total Emplois</b>	<b>33.188,3</b>	<b>35.629,3</b>	<b>38.058,8</b>	<b>43.372,4</b>	<b>47.734,2</b>	<b>51.288,6</b>	<b>55.217,4</b>	<b>57.137,4</b>	<b>59.493,7</b>	<b>59.007,8</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	33.188,3	35.629,3	38.058,8	43.372,4	47.734,2	51.288,6	55.217,4	57.137,4	59.493,7	59.007,8
<b>Total Ressources</b>	<b>33.188,3</b>	<b>35.629,3</b>	<b>38.058,8</b>	<b>43.372,4</b>	<b>47.734,2</b>	<b>51.288,6</b>	<b>55.217,4</b>	<b>57.137,4</b>	<b>59.493,7</b>	<b>59.007,8</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	41.376,8	43.251,9	44.854,9	46.024,5	47.529,4	49.994,9	52.346,7	55.089,9	58.244,2	61.336,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	25.991,0	27.353,3	28.760,4	29.148,7	30.295,7	31.532,6	32.693,7	34.696,8	36.360,8	38.685,1
Dépenses de consommation collective (P.32)	15.385,8	15.898,6	16.094,5	16.875,8	17.233,7	18.462,3	19.653,0	20.393,1	21.883,4	22.651,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-8.188,5	-7.622,6	-6.796,1	-2.652,1	204,8	1.293,7	2.870,7	2.047,5	1.249,5	-2.328,5
<b>Total Emplois</b>	<b>33.188,3</b>	<b>35.629,3</b>	<b>38.058,8</b>	<b>43.372,4</b>	<b>47.734,2</b>	<b>51.288,6</b>	<b>55.217,4</b>	<b>57.137,4</b>	<b>59.493,7</b>	<b>59.007,8</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.197,3	8.276,0	9.298,4	14.223,7	17.438,5	19.756,0	22.523,7	22.440,6	23.132,9	20.322,7
<b>Total Ressources</b>	<b>7.197,3</b>	<b>8.276,0</b>	<b>9.298,4</b>	<b>14.223,7</b>	<b>17.438,5</b>	<b>19.756,0</b>	<b>22.523,7</b>	<b>22.440,6</b>	<b>23.132,9</b>	<b>20.322,7</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	15.385,8	15.898,6	16.094,5	16.875,8	17.233,7	18.462,3	19.653,0	20.393,1	21.883,4	22.651,2
Consommation collective effective (P.42)	15.385,8	15.898,6	16.094,5	16.875,8	17.233,7	18.462,3	19.653,0	20.393,1	21.883,4	22.651,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-8.188,5	-7.622,6	-6.796,1	-2.652,1	204,8	1.293,7	2.870,7	2.047,5	1.249,5	-2.328,5
<b>Total Emplois</b>	<b>7.197,3</b>	<b>8.276,0</b>	<b>9.298,4</b>	<b>14.223,7</b>	<b>17.438,5</b>	<b>19.756,0</b>	<b>22.523,7</b>	<b>22.440,6</b>	<b>23.132,9</b>	<b>20.322,7</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-8.188,5	-7.622,6	-6.796,1	-2.652,1	204,8	1.293,7	2.870,7	2.047,5	1.249,5	-2.328,5
Transferts en capital à recevoir (D.9)	1.650,7	1.583,9	1.476,9	1.858,5	1.572,9	2.211,4	2.321,6	3.681,4	1.930,0	7.200,0
Impôts en capital (D.91)	747,7	761,2	830,3	816,0	956,3	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.267,1	1.400,5
Aides à l'investissement (D.92)	592,4	555,7	541,8	921,5	531,0	539,2	593,9	632,5	555,2	541,5
En provenance des administrations publiques	592,4	555,7	534,1	533,0	531,0	531,2	585,9	622,8	538,7	532,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	120,7	127,1	70,7	61,8	75,5	62,3	65,5	84,5	45,8	62,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	471,7	428,6	463,4	471,2	455,5	468,9	520,4	538,3	492,9	469,5
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	7,7	388,5	0,0	8,0	8,0	9,7	16,5	9,5
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	380,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	7,7	8,1	0,0	8,0	8,0	8,0	11,0	8,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	5,5	1,5
Autres transferts en capital (D.99)	310,6	267,0	104,8	121,0	85,6	650,0	552,9	1.842,7	107,7	5.258,0
En provenance des administrations publiques	264,8	174,6	26,5	34,8	35,5	220,7	463,8	1.639,3	3,7	61,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	260,7	122,0	22,8	32,5	33,7	117,9	360,7	1.365,8	1,0	58,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	52,6	0,0	0,0	0,0	99,2	99,2	99,2	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	3,3	2,7	2,4
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	45,8	92,4	78,3	86,2	50,1	429,3	89,1	203,4	104,0	5.196,8
En provenance des sociétés non financières	18,3	79,3	52,9	52,8	30,4	405,3	43,1	179,5	78,2	5.175,9
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,8	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	10,1	13,0	22,8	29,0	17,3	18,8	14,9	19,4	17,3	17,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	17,4	0,1	2,6	4,4	2,4	5,2	11,3	4,5	8,5	3,9
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	17,4	0,1	2,6	4,4	2,4	5,2	11,3	4,5	8,5	3,9

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-2.996,6	-2.946,9	-2.894,5	-3.606,1	-3.597,5	-3.817,6	-4.112,4	-4.604,1	-3.185,3	-4.217,4
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-2.384,3	-2.541,6	-2.541,6	-3.253,1	-2.708,4	-3.122,3	-3.277,9	-2.828,4	-3.056,1	-3.725,6
Versées aux administrations publiques	-592,4	-555,7	-534,1	-533,0	-531,0	-531,2	-585,9	-622,8	-538,7	-532,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,1	-1,7	-2,0	-1,7	-1,7	-2,4	-2,2	-1,7	-1,7	-1,1
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-44,5	-46,4	-38,0	-32,4	-52,2	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8	-50,8
Versées aux administrations locales	-546,8	-507,6	-494,1	-498,9	-477,1	-489,9	-551,1	-571,6	-505,2	-480,1
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.791,9	-1.985,9	-2.007,5	-2.720,1	-2.177,4	-2.591,1	-2.692,0	-2.205,6	-2.517,4	-3.193,6
Versées aux sociétés non financières	-1.306,9	-1.522,6	-1.700,7	-2.417,3	-1.842,9	-2.232,2	-2.351,9	-1.905,0	-2.153,6	-2.798,1
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-138,3	-156,2	-111,9	-123,0	-116,3	-106,6	-108,1	-104,9	-118,1	-104,7
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-80,2	-49,0	-114,5	-94,2	-100,7	-103,0	-67,6	-74,3	-82,9	-99,9
Versées au reste du monde	-266,5	-258,1	-80,4	-85,6	-117,5	-149,3	-164,4	-121,4	-162,8	-190,9
Versées aux états membres de l'Union européenne	-2,5	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-0,2	-0,2	0,0	0,0	-33,1	-36,9	-26,5	-22,8	-66,7	-22,7
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-263,8	-254,4	-79,3	-73,1	-77,9	-77,8	-106,1	-95,1	-94,6	-142,2
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-612,3	-405,3	-352,9	-353,0	-889,1	-695,3	-834,5	-1.775,7	-129,2	-491,8
Versés aux administrations publiques	-264,8	-174,6	-26,5	-34,8	-35,5	-220,7	-463,8	-1.639,3	-3,7	-61,2
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-4,1	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-174,3	-2,7	-2,4
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-24,8	-79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-58,8
Versés aux administrations locales	-19,1	-72,1	0,0	-2,8	-4,0	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-216,8	-22,8	-22,8	-29,7	-29,7	-128,9	-99,2	-1.462,6	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-347,5	-230,7	-326,4	-318,2	-853,6	-474,6	-370,7	-136,4	-125,5	-430,6
Versés aux sociétés non financières	-130,8	-122,2	-166,6	-63,5	-97,0	-189,9	-130,7	-66,8	-23,6	-316,8
Versés aux sociétés financières	-124,1	-7,2	-59,2	-178,4	-668,8	-59,1	-57,4	-8,7	-33,7	-87,6
Versés aux ménages	-8,4	-6,9	-31,0	-27,5	-53,9	-221,5	-35,3	-43,4	-22,0	-18,4
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-84,2	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-147,3	-17,5	-46,2	-7,8
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-60,1	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-84,2	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-87,2	-17,5	-46,2	-7,8

#### 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-9.534,4</b>	<b>-8.985,6</b>	<b>-8.213,7</b>	<b>-4.399,7</b>	<b>-1.819,8</b>	<b>-312,5</b>	<b>1.079,9</b>	<b>1.124,8</b>	<b>-5,8</b>	<b>654,1</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-9.534,4	-8.985,6	-8.213,7	-4.399,7	-1.819,8	-312,5	1.079,9	1.124,8	-5,8	654,1
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-9.534,4</b>	<b>-8.985,6</b>	<b>-8.213,7</b>	<b>-4.399,7</b>	<b>-1.819,8</b>	<b>-312,5</b>	<b>1.079,9</b>	<b>1.124,8</b>	<b>-5,8</b>	<b>654,1</b>

## 4.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-9.534,4	-8.985,6	-8.213,7	-4.399,7	-1.819,8	-312,5	1.079,9	1.124,8	-5,8	654,1
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-9.534,4</b>	<b>-8.985,6</b>	<b>-8.213,7</b>	<b>-4.399,7</b>	<b>-1.819,8</b>	<b>-312,5</b>	<b>1.079,9</b>	<b>1.124,8</b>	<b>-5,8</b>	<b>654,1</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	3.999,0	3.774,3	3.559,3	3.607,3	3.656,4	4.450,6	4.706,9	4.195,8	4.270,6	4.278,4
Formation brute de capital fixe (P.51)	3.999,0	3.770,7	3.563,0	3.605,2	3.650,1	4.440,8	4.712,7	4.207,0	4.242,7	4.260,9
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	3.904,7	3.672,3	3.455,3	3.492,9	3.516,1	4.303,1	4.541,8	4.010,6	4.042,0	4.056,8
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	3.931,7	3.704,0	3.513,5	3.587,9	3.574,6	4.363,1	4.605,0	4.409,2	4.278,7	4.335,5
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	4,2	8,9	0,1
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-27,0	-31,7	-58,2	-95,0	-58,5	-60,1	-63,3	-402,8	-245,6	-278,8
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	94,3	98,4	107,7	112,3	134,0	137,7	170,9	196,4	200,7	204,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	94,3	98,4	107,7	112,3	134,0	137,7	170,9	196,4	200,7	204,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-3.576,2	-3.672,6	-3.708,5	-3.750,7	-3.776,3	-3.831,0	-4.000,9	-4.095,7	-4.246,0	-4.418,0
Variation des stocks (P.52)	0,0	3,6	-3,7	2,1	6,3	9,8	-5,8	-11,2	27,9	17,5
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-34,4	-219,2	-218,0	-3,8	-196,1	16,5	-1,0	-422,2	-211,3	-40,7
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-34,4	3,9	5,1	-3,8	1,2	16,5	-1,0	28,0	-209,2	-40,7
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	-223,1	-223,1	0,0	-197,3	0,0	0,0	-450,2	-2,1	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-9.922,8	-8.868,1	-7.846,5	-4.252,5	-1.503,8	-948,6	374,9	1.446,9	180,9	834,4
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-9.534,4</b>	<b>-8.985,6</b>	<b>-8.213,7</b>	<b>-4.399,7</b>	<b>-1.819,8</b>	<b>-312,5</b>	<b>1.079,9</b>	<b>1.124,8</b>	<b>-5,8</b>	<b>654,1</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	8.102,2	8.161,5	8.144,0	8.398,1	8.590,6	8.961,5	9.285,4	9.654,7	9.776,4	9.925,9
Production marchande (P.11)	174,3	186,6	186,0	190,1	210,3	225,7	192,1	391,4	403,1	430,0
Production pour usage final propre (P.12)	55,0	57,4	63,5	65,1	73,9	76,2	85,1	95,0	96,9	98,8
Autre production non marchande (P.13)	7.872,9	7.917,5	7.894,5	8.142,9	8.306,4	8.659,6	9.008,2	9.168,3	9.276,4	9.397,1
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	160,2	131,6	138,4	176,8	206,0	198,5	266,4	315,9	277,4	333,5
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	7.712,7	7.785,9	7.756,1	7.966,1	8.100,4	8.461,1	8.741,8	8.852,4	8.999,0	9.063,6
<b>Total Ressources</b>	<b>8.102,2</b>	<b>8.161,5</b>	<b>8.144,0</b>	<b>8.398,1</b>	<b>8.590,6</b>	<b>8.961,5</b>	<b>9.285,4</b>	<b>9.654,7</b>	<b>9.776,4</b>	<b>9.925,9</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.656,6	1.593,8	1.630,8	1.692,6	1.763,2	1.864,5	2.098,7	2.203,4	2.222,0	2.210,7
Valeur ajoutée brute (B.1b)	6.445,6	6.567,7	6.513,2	6.705,5	6.827,4	7.097,0	7.186,7	7.451,3	7.554,4	7.715,2
Consommation de capital fixe (K.1)	614,9	621,7	617,4	608,0	577,5	544,0	540,7	528,1	519,9	523,4
Valeur ajoutée nette (B.1n)	5.830,7	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.249,9	6.553,0	6.646,0	6.923,2	7.034,5	7.191,8
<b>Total Emplois</b>	<b>8.102,2</b>	<b>8.161,5</b>	<b>8.144,0</b>	<b>8.398,1</b>	<b>8.590,6</b>	<b>8.961,5</b>	<b>9.285,4</b>	<b>9.654,7</b>	<b>9.776,4</b>	<b>9.925,9</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	5.830,7	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.249,9	6.553,0	6.646,0	6.923,2	7.034,5	7.191,8
<b>Total Ressources</b>	<b>5.830,7</b>	<b>5.946,0</b>	<b>5.895,8</b>	<b>6.097,5</b>	<b>6.249,9</b>	<b>6.553,0</b>	<b>6.646,0</b>	<b>6.923,2</b>	<b>7.034,5</b>	<b>7.191,8</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	5.816,3	5.932,6	5.876,3	6.086,8	6.233,3	6.517,3	6.659,7	6.916,1	7.010,3	7.165,1
Salaires et traitements bruts (D.11)	4.003,3	4.074,6	3.975,5	4.130,0	4.242,6	4.504,2	4.601,9	4.841,6	4.894,3	5.026,4
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.813,0	1.858,0	1.900,8	1.956,8	1.990,7	2.013,1	2.057,8	2.074,5	2.116,0	2.138,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	231,6	235,4	253,8	239,2	242,9	255,8	254,2	271,1	278,9	378,4
A destination des administrations publiques	231,6	235,4	253,8	239,2	242,9	255,8	254,2	271,1	278,9	378,4
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.581,4	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.837,1	1.760,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	14,4	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2	26,7
<b>Total Emplois</b>	<b>5.830,7</b>	<b>5.946,0</b>	<b>5.895,8</b>	<b>6.097,5</b>	<b>6.249,9</b>	<b>6.553,0</b>	<b>6.646,0</b>	<b>6.923,2</b>	<b>7.034,5</b>	<b>7.191,8</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	14,4	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2	26,7
Impôts sur la production et les importations (D.2)	20.180,9	20.449,7	21.699,0	22.590,7	23.518,3	25.353,6	26.598,0	26.179,7	25.667,1	26.108,8
Impôts sur les produits (D.21)	19.626,8	19.839,0	21.120,1	21.862,6	22.783,6	24.615,4	25.877,6	25.432,4	25.369,3	25.745,8
Taxe du type TVA (D.211)	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.728,2	17.824,5	17.957,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	6.742,2	6.726,2	7.300,1	7.215,8	7.660,8	7.936,5	8.129,2	8.072,6	6.870,7	7.064,2
Autres impôts sur la production (D.29)	554,1	610,7	578,9	728,1	734,7	738,2	720,4	747,3	297,8	363,0
Subventions (D.3)	-1.290,9	-1.393,3	-1.462,9	-1.310,1	-1.395,7	-1.442,3	-1.439,7	-1.419,5	-1.336,4	-1.637,5
Subventions sur les produits (D.31)	-1.008,8	-1.081,3	-1.183,6	-1.070,7	-1.157,1	-1.173,0	-1.186,9	-1.206,3	-1.179,5	-1.456,1
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.008,8	-1.081,3	-1.183,6	-1.070,7	-1.157,1	-1.173,0	-1.186,9	-1.206,3	-1.179,5	-1.456,1
Autres subventions sur la production (D.39)	-282,1	-312,0	-279,3	-239,4	-238,6	-269,3	-252,8	-213,2	-156,9	-181,4
Revenus de la propriété (D.4)	816,1	899,2	1.100,8	956,9	883,1	521,3	954,6	1.397,4	1.105,2	859,0
Intérêts (D.41)	468,4	529,1	525,1	467,0	437,1	455,9	417,6	653,7	550,3	413,6
En provenance des administrations publiques	0,0	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	468,4	491,0	492,7	453,1	426,4	444,5	401,1	641,8	532,4	395,6
Revenus distribués des sociétés (D.42)	350,7	369,7	572,3	488,2	443,9	63,9	535,5	741,9	553,5	443,6
Dividendes (D.421)	350,7	369,7	554,3	474,7	433,9	44,7	527,2	734,7	545,2	442,1
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	18,0	13,5	10,0	19,2	8,3	7,2	8,3	1,5
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	-3,0	0,4	3,4	1,7	2,1	1,5	1,5	1,8	1,4	1,8
<b>Total Ressources</b>	<b>19.720,5</b>	<b>19.969,0</b>	<b>21.356,4</b>	<b>22.248,2</b>	<b>23.022,3</b>	<b>24.468,3</b>	<b>26.099,2</b>	<b>26.164,7</b>	<b>25.460,1</b>	<b>25.357,0</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	16.980,8	16.985,8	16.617,7	15.782,2	15.795,4	15.220,7	15.567,2	15.596,5	14.630,5	13.617,6
Intérêts (D.41)	16.980,8	16.985,8	16.617,7	15.782,2	15.795,4	15.220,7	15.567,2	15.596,5	14.630,5	13.617,6
Versés aux administrations publiques	136,2	131,5	127,2	204,6	234,4	235,8	233,3	293,6	310,1	253,2
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3,1	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8
Versés aux administrations locales	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	26,2	15,7
Versés aux administrations de sécurité sociale	119,0	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	167,2	233,3	252,5	214,7
Versés aux autres secteurs	16.844,6	16.854,3	16.490,5	15.577,6	15.561,0	14.984,9	15.333,9	15.302,9	14.320,4	13.364,4
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.739,7	2.983,2	4.738,7	6.466,0	7.226,9	9.247,6	10.532,0	10.568,2	10.829,6	11.739,4
<b>Total Emplois</b>	<b>19.720,5</b>	<b>19.969,0</b>	<b>21.356,4</b>	<b>22.248,2</b>	<b>23.022,3</b>	<b>24.468,3</b>	<b>26.099,2</b>	<b>26.164,7</b>	<b>25.460,1</b>	<b>25.357,0</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
<b>Ressources</b>										
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.739,7	2.983,2	4.738,7	6.466,0	7.226,9	9.247,6	10.532,0	10.568,2	10.829,6	11.739,4
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	29.430,4	31.469,4	32.135,2	34.438,0	37.118,5	37.528,3	40.588,4	41.825,9	41.944,6	41.473,8
Impôts sur le revenu (D.51)	28.885,4	30.901,7	31.383,0	33.581,9	36.265,3	36.527,3	39.636,3	40.872,4	41.637,4	41.158,9
En provenance des administrations publiques	19,1	18,1	22,3	28,1	33,9	39,4	48,1	53,9	49,5	105,4
En provenance des autres secteurs	28.866,3	30.883,6	31.360,7	33.553,8	36.231,4	36.487,9	39.588,2	40.818,5	41.587,9	41.053,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	4.446,4	4.881,3	5.630,3	6.263,8	7.761,8	7.703,2	8.089,5	8.092,2	8.087,0	7.906,3
En provenance des ménages	24.383,2	25.931,8	25.671,0	27.218,8	28.404,3	28.656,0	31.303,6	32.584,7	33.310,8	32.942,8
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4
Autres impôts courants (D.59)	545,0	567,7	752,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	545,0	567,7	752,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	7,3	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9
En provenance des ménages	512,8	535,0	715,1	769,4	752,4	883,0	819,9	816,2	166,9	175,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	2.632,4	2.803,3	2.829,8	2.973,4	3.001,9	3.029,5	3.124,9	3.127,8	3.226,4	3.529,0
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.051,0	1.180,7	1.182,8	1.255,8	1.254,1	1.272,2	1.321,3	1.324,4	1.389,3	1.768,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2
A charge des administrations publiques	120,5	129,8	130,9	132,9	119,2	140,1	147,3	150,5	164,0	468,5
A charge des autres secteurs	84,0	97,9	76,3	142,1	148,3	140,1	149,6	124,5	142,2	142,7
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.581,4	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.837,1	1.760,3
Autres transferts courants (D.7)	677,2	597,2	551,2	523,3	641,9	713,9	665,1	743,6	758,5	822,3
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	328,4	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	239,7	283,7
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	328,4	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	239,7	283,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	261,3	210,2	186,3	167,4	164,0	135,7	117,8	111,5	91,5	160,5
En provenance des administrations locales	8,7	9,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
En provenance des administrations de sécurité sociale	58,4	44,7	34,1	35,4	66,5	111,3	131,8	124,9	148,1	123,0
Coopération internationale courante (D.74)	118,3	97,3	48,3	49,6	146,8	184,9	138,2	191,6	210,9	35,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	72,9	58,1	9,5	0,0	120,5	132,1	92,8	160,0	184,7	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	45,4	39,2	38,7	49,5	26,2	52,7	45,1	31,3	25,9	35,2
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4
Transferts courants divers (D.75)	230,5	235,9	282,1	270,6	264,5	281,9	277,2	315,5	307,9	503,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	230,5	235,9	282,1	270,6	264,5	281,9	277,2	315,5	307,9	503,0

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En provenance des sociétés non financières	38,7	42,1	99,0	90,9	92,0	105,6	107,1	117,6	94,1	104,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,2
En provenance des ménages	191,8	193,8	183,1	176,6	172,5	176,3	170,1	197,9	211,3	253,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	145,3
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	145,3
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>35.479,7</b>	<b>37.853,1</b>	<b>40.254,9</b>	<b>44.400,7</b>	<b>47.989,2</b>	<b>50.519,3</b>	<b>54.910,4</b>	<b>56.265,5</b>	<b>56.759,1</b>	<b>57.564,5</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	1,4	7,2	15,4	20,9	29,8	33,4	29,9	88,6
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	1,4	7,2	15,4	20,9	29,8	33,4	29,9	88,6
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	4.049,4	4.170,9	4.166,0	4.531,8	4.605,8	4.660,4	4.798,5	4.843,8	4.990,9	5.295,5
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	875,0	935,0	966,5	1.253,4	1.306,6	1.316,3	1.374,0	1.396,3	1.449,2	1.539,3
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.581,3	1.622,7	1.646,9	1.717,6	1.747,8	1.757,2	1.803,6	1.803,4	1.837,1	1.856,1
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	1.593,1	1.613,2	1.552,6	1.560,8	1.551,4	1.586,9	1.620,9	1.644,1	1.704,6	1.900,1
Autres transferts courants (D.7)	30.823,8	31.874,3	33.557,0	35.120,6	36.623,6	38.470,2	39.596,7	42.218,0	41.476,2	44.077,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	28.855,0	30.013,4	31.309,9	32.868,8	34.192,2	35.902,5	36.961,6	39.505,6	38.481,3	40.697,0
Transferts de recettes fiscales	19.919,9	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6
Aux administrations locales	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3
Aux administrations de sécurité sociale	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	8.935,1	8.992,8	9.195,4	9.114,9	9.393,8	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.365,7	12.259,6
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1.802,8	1.990,6	2.152,4	2.293,3	2.446,7	2.522,2	2.738,6	2.955,7	3.188,3	3.454,4
Aux administrations locales	970,5	941,6	970,7	936,4	969,5	1.011,8	1.198,6	1.354,1	1.858,4	2.124,3
Aux administrations de sécurité sociale	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,0	6.680,9
Coopération internationale courante (D.74)	381,3	409,1	483,5	460,2	481,5	516,6	565,8	543,4	563,3	633,8
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	67,9
Versée aux institutions de l'Union européenne	69,7	61,4	37,1	48,3	66,7	87,7	73,9	31,5	59,1	87,0

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	311,6	347,7	445,7	411,7	414,8	428,8	491,9	511,9	504,2	478,9
Transferts courants divers (D.75)	1.587,5	1.451,8	1.763,6	1.791,6	1.949,9	2.051,1	2.069,3	2.169,0	2.431,6	2.746,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.587,5	1.451,8	1.763,6	1.791,6	1.949,9	2.051,1	2.069,3	2.169,0	2.431,6	2.746,8
Versés aux sociétés non financières	681,3	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	31,2	79,6	22,2	17,6	12,4	22,7	30,5	46,3	58,5	68,9
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	234,0	209,0	232,9	226,3	225,7	242,6	253,1	304,5	324,1	378,3
Versés au reste du monde	641,0	458,2	810,0	1.030,6	1.171,6	1.250,1	1.265,3	1.298,6	1.532,3	1.780,2
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,7	0,3
Versés aux institutions de l'Union européenne	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8	1.638,6
Dont: quatrième ressource propre des Communautés	641,0	458,2	738,3	915,0	1.035,9	1.127,1	1.121,1	1.146,3	1.365,8	1.638,6
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	71,7	115,6	135,7	123,0	144,1	152,0	165,8	141,3
Revenu disponible (B.6n)	606,5	1.807,9	2.530,5	4.741,1	6.744,4	7.367,8	10.485,4	9.170,3	10.262,1	8.102,8
<b>Total Emplois</b>	<b>35.479,7</b>	<b>37.853,1</b>	<b>40.254,9</b>	<b>44.400,7</b>	<b>47.989,2</b>	<b>50.519,3</b>	<b>54.910,4</b>	<b>56.265,5</b>	<b>56.759,1</b>	<b>57.564,5</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	606,5	1.807,9	2.530,5	4.741,1	6.744,4	7.367,8	10.485,4	9.170,3	10.262,1	8.102,8
<b>Total Ressources</b>	<b>606,5</b>	<b>1.807,9</b>	<b>2.530,5</b>	<b>4.741,1</b>	<b>6.744,4</b>	<b>7.367,8</b>	<b>10.485,4</b>	<b>9.170,3</b>	<b>10.262,1</b>	<b>8.102,8</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	903,0	1.062,8	1.159,8	1.164,4	1.135,6	1.172,3	1.178,3	1.221,7	1.284,1	1.377,4
Prestations sociales en nature (D.631)	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	861,3	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	41,7	34,4	56,2	87,5	82,7	81,6	72,3	76,5	144,5	116,9
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-296,5	745,1	1.370,7	3.576,7	5.608,8	6.195,5	9.307,1	7.948,6	8.978,0	6.725,4
<b>Total Emplois</b>	<b>606,5</b>	<b>1.807,9</b>	<b>2.530,5</b>	<b>4.741,1</b>	<b>6.744,4</b>	<b>7.367,8</b>	<b>10.485,4</b>	<b>9.170,3</b>	<b>10.262,1</b>	<b>8.102,8</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	606,5	1.807,9	2.530,5	4.741,1	6.744,4	7.367,8	10.485,4	9.170,3	10.262,1	8.102,8
<b>Total Ressources</b>	<b>606,5</b>	<b>1.807,9</b>	<b>2.530,5</b>	<b>4.741,1</b>	<b>6.744,4</b>	<b>7.367,8</b>	<b>10.485,4</b>	<b>9.170,3</b>	<b>10.262,1</b>	<b>8.102,8</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	8.574,0	8.814,3	8.859,7	9.043,0	9.153,3	9.551,8	9.847,8	9.997,6	10.138,6	10.324,1
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	903,0	1.062,8	1.159,8	1.164,4	1.135,6	1.172,3	1.178,3	1.221,7	1.284,1	1.377,4
Dépenses de consommation collective (P.32)	7.671,0	7.751,5	7.699,9	7.878,6	8.017,7	8.379,5	8.669,5	8.775,9	8.854,5	8.946,7
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-7.967,5	-7.006,4	-6.329,2	-4.301,9	-2.408,9	-2.184,0	637,6	-827,3	123,5	-2.221,3
<b>Total Emplois</b>	<b>606,5</b>	<b>1.807,9</b>	<b>2.530,5</b>	<b>4.741,1</b>	<b>6.744,4</b>	<b>7.367,8</b>	<b>10.485,4</b>	<b>9.170,3</b>	<b>10.262,1</b>	<b>8.102,8</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-296,5	745,1	1.370,7	3.576,7	5.608,8	6.195,5	9.307,1	7.948,6	8.978,0	6.725,4
<b>Total Ressources</b>	<b>-296,5</b>	<b>745,1</b>	<b>1.370,7</b>	<b>3.576,7</b>	<b>5.608,8</b>	<b>6.195,5</b>	<b>9.307,1</b>	<b>7.948,6</b>	<b>8.978,0</b>	<b>6.725,4</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	7.671,0	7.751,5	7.699,9	7.878,6	8.017,7	8.379,5	8.669,5	8.775,9	8.854,5	8.946,7
Consommation collective effective (P.42)	7.671,0	7.751,5	7.699,9	7.878,6	8.017,7	8.379,5	8.669,5	8.775,9	8.854,5	8.946,7
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-7.967,5	-7.006,4	-6.329,2	-4.301,9	-2.408,9	-2.184,0	637,6	-827,3	123,5	-2.221,3
<b>Total Emplois</b>	<b>-296,5</b>	<b>745,1</b>	<b>1.370,7</b>	<b>3.576,7</b>	<b>5.608,8</b>	<b>6.195,5</b>	<b>9.307,1</b>	<b>7.948,6</b>	<b>8.978,0</b>	<b>6.725,4</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-7.967,5	-7.006,4	-6.329,2	-4.301,9	-2.408,9	-2.184,0	637,6	-827,3	123,5	-2.221,3
Transferts en capital à recevoir (D.9)	167,8	118,5	112,5	505,9	125,0	152,2	153,6	467,5	155,8	5.118,9
Impôts en capital (D.91)	140,0	114,5	93,1	103,0	112,4	129,2	132,9	133,5	83,6	98,4
Aides à l'investissement (D.92)	1,1	1,7	9,7	390,2	1,7	10,4	10,2	11,4	18,2	10,6
En provenance des administrations publiques	1,1	1,7	2,0	1,7	1,7	2,4	2,2	1,7	1,7	1,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1,1	1,7	2,0	1,7	1,7	2,4	2,2	1,7	1,7	1,1
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	7,7	388,5	0,0	8,0	8,0	9,7	16,5	9,5
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	380,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	7,7	8,1	0,0	8,0	8,0	8,0	11,0	8,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	5,5	1,5
Autres transferts en capital (D.99)	26,7	2,3	9,7	12,7	10,9	12,6	10,5	322,6	54,0	5.009,9
En provenance des administrations publiques	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	174,3	2,7	2,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	4,1	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	3,3	2,7	2,4
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	22,6	2,3	6,0	10,4	9,1	9,0	6,6	148,3	51,3	5.007,5
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,1	1,3	0,0	0,0	0,0	138,8	39,4	5.000,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	7,5	2,2	5,9	6,6	7,8	7,2	5,2	9,1	6,5	7,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	15,1	0,1	0,0	2,5	1,3	1,8	1,4	0,4	5,4	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	15,1	0,1	0,0	2,5	1,3	1,8	1,4	0,4	5,4	0,0

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.197,7	-1.090,4	-984,8	-1.513,5	-1.547,3	-1.474,9	-1.798,3	-2.309,9	-1.002,6	-2.005,3
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-719,9	-751,2	-681,6	-1.263,3	-808,2	-966,1	-1.150,1	-835,3	-914,7	-1.566,0
Versées aux administrations publiques	-120,7	-127,1	-70,7	-61,8	-75,5	-62,3	-65,5	-84,5	-45,8	-62,5
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-44,5	-46,4	-38,0	-32,4	-52,2	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8	-50,8
Versées aux administrations locales	-76,2	-80,7	-32,7	-29,4	-23,3	-23,4	-32,9	-35,0	-14,0	-11,7
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-599,2	-624,1	-610,9	-1.201,5	-732,7	-903,8	-1.084,6	-750,8	-868,9	-1.503,5
Versées aux sociétés non financières	-335,1	-369,4	-531,5	-1.128,3	-621,6	-789,0	-951,9	-632,8	-707,5	-1.338,5
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Versées au reste du monde	-264,0	-254,6	-79,3	-73,1	-111,0	-114,7	-132,6	-117,9	-161,3	-164,9
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-0,2	-0,2	0,0	0,0	-33,1	-36,9	-26,5	-22,8	-66,7	-22,7
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-263,8	-254,4	-79,3	-73,1	-77,9	-77,8	-106,1	-95,1	-94,6	-142,2
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-477,8	-339,2	-303,2	-250,2	-739,1	-508,8	-648,2	-1.474,6	-87,9	-439,3
Versés aux administrations publiques	-260,7	-122,0	-22,8	-32,5	-33,7	-117,9	-360,7	-1.365,8	-1,0	-58,8
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-24,8	-79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-58,8
Versés aux administrations locales	-19,1	-19,5	0,0	-2,8	-4,0	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-216,8	-22,8	-22,8	-29,7	-29,7	-29,7	0,0	-1.363,4	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-217,1	-217,2	-280,4	-217,7	-705,4	-390,9	-287,5	-108,8	-86,9	-380,5
Versés aux sociétés non financières	-130,8	-112,9	-149,7	-36,4	-73,1	-171,8	-109,7	-48,5	-14,3	-303,0
Versés aux sociétés financières	-0,2	-7,2	-34,4	-109,0	-586,6	-1,7	0,0	-0,9	-6,1	-53,0
Versés aux ménages	-1,9	-2,7	-26,7	-23,5	-11,8	-213,3	-30,5	-41,9	-20,3	-16,7
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-84,2	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-147,3	-17,5	-46,2	-7,8
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-60,1	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-84,2	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-87,2	-17,5	-46,2	-7,8

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-8.997,4</b>	<b>-7.978,3</b>	<b>-7.201,5</b>	<b>-5.309,5</b>	<b>-3.831,2</b>	<b>-3.506,7</b>	<b>-1.007,1</b>	<b>-2.669,7</b>	<b>-723,3</b>	<b>892,3</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-8.997,4	-7.978,3	-7.201,5	-5.309,5	-3.831,2	-3.506,7	-1.007,1	-2.669,7	-723,3	892,3
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-8.997,4</b>	<b>-7.978,3</b>	<b>-7.201,5</b>	<b>-5.309,5</b>	<b>-3.831,2</b>	<b>-3.506,7</b>	<b>-1.007,1</b>	<b>-2.669,7</b>	<b>-723,3</b>	<b>892,3</b>

## 4.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-8.997,4	-7.978,3	-7.201,5	-5.309,5	-3.831,2	-3.506,7	-1.007,1	-2.669,7	-723,3	892,3
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-8.997,4</b>	<b>-7.978,3</b>	<b>-7.201,5</b>	<b>-5.309,5</b>	<b>-3.831,2</b>	<b>-3.506,7</b>	<b>-1.007,1</b>	<b>-2.669,7</b>	<b>-723,3</b>	<b>892,3</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	595,1	608,6	658,1	553,2	530,6	595,9	561,4	297,9	523,4	374,0
Formation brute de capital fixe (P.51)	595,1	605,1	662,4	551,9	525,2	586,0	567,4	309,0	497,8	359,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	540,1	547,7	598,5	486,4	450,9	509,8	482,1	213,7	400,3	260,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	540,8	548,1	643,4	555,2	480,5	529,3	510,5	571,1	573,6	457,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	4,2	8,9	0,1
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-0,7	-0,4	-44,9	-68,8	-29,6	-19,6	-28,5	-361,6	-182,2	-197,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	55,0	57,4	63,9	65,5	74,3	76,2	85,3	95,3	97,5	98,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	55,0	57,4	63,9	65,5	74,3	76,2	85,3	95,3	97,5	98,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-614,9	-621,7	-617,4	-608,0	-577,5	-544,0	-540,7	-528,1	-519,9	-523,4
Variation des stocks (P.52)	0,0	3,5	-4,3	1,3	5,4	9,9	-6,0	-11,1	25,6	14,8
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-1,7	-204,1	-207,2	9,0	-190,5	18,9	5,8	-399,5	-182,5	1,2
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-1,7	19,0	15,9	9,0	6,8	18,9	5,8	50,7	-180,4	1,2
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	-223,1	-223,1	0,0	-197,3	0,0	0,0	-450,2	-2,1	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-8.975,9	-7.761,1	-7.035,0	-5.263,7	-3.593,8	-3.577,5	-1.033,6	-2.040,0	-544,3	1.040,5
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-8.997,4</b>	<b>-7.978,3</b>	<b>-7.201,5</b>	<b>-5.309,5</b>	<b>-3.831,2</b>	<b>-3.506,7</b>	<b>-1.007,1</b>	<b>-2.669,7</b>	<b>-723,3</b>	<b>892,3</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	13.485,6	14.179,9	14.641,2	15.218,5	15.859,5	16.565,5	17.285,0	18.253,1	19.991,1	20.849,9
Production marchande (P.11)	371,4	375,5	384,1	399,3	384,7	398,2	392,6	405,7	628,1	641,5
Production pour usage final propre (P.12)	15,7	16,4	16,6	18,9	28,0	28,9	47,8	58,6	59,9	61,1
Autre production non marchande (P.13)	13.098,5	13.788,0	14.240,5	14.800,3	15.446,8	16.138,4	16.844,6	17.788,8	19.303,1	20.147,3
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	492,1	513,4	529,7	550,7	620,1	648,3	664,4	694,2	793,7	845,0
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	12.606,4	13.274,6	13.710,8	14.249,6	14.826,7	15.490,1	16.180,2	17.094,6	18.509,4	19.302,3
<b>Total Ressources</b>	<b>13.485,6</b>	<b>14.179,9</b>	<b>14.641,2</b>	<b>15.218,5</b>	<b>15.859,5</b>	<b>16.565,5</b>	<b>17.285,0</b>	<b>18.253,1</b>	<b>19.991,1</b>	<b>20.849,9</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.850,9	1.946,8	2.105,0	2.217,6	2.431,2	2.573,3	2.688,8	3.000,9	3.627,4	3.750,2
Valeur ajoutée brute (B.1b)	11.634,7	12.233,1	12.536,2	13.000,9	13.428,3	13.992,2	14.596,2	15.252,2	16.363,7	17.099,7
Consommation de capital fixe (K.1)	1.925,6	1.966,7	1.976,2	1.992,9	2.009,7	2.052,3	2.188,4	2.238,2	2.342,3	2.443,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	9.709,1	10.266,4	10.560,0	11.008,0	11.418,6	11.939,9	12.407,8	13.014,0	14.021,4	14.656,7
<b>Total Emplois</b>	<b>13.485,6</b>	<b>14.179,9</b>	<b>14.641,2</b>	<b>15.218,5</b>	<b>15.859,5</b>	<b>16.565,5</b>	<b>17.285,0</b>	<b>18.253,1</b>	<b>19.991,1</b>	<b>20.849,9</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	9.709,1	10.266,4	10.560,0	11.008,0	11.418,6	11.939,9	12.407,8	13.014,0	14.021,4	14.656,7
<b>Total Ressources</b>	<b>9.709,1</b>	<b>10.266,4</b>	<b>10.560,0</b>	<b>11.008,0</b>	<b>11.418,6</b>	<b>11.939,9</b>	<b>12.407,8</b>	<b>13.014,0</b>	<b>14.021,4</b>	<b>14.656,7</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	9.709,2	10.266,5	10.560,0	11.007,9	11.418,6	11.939,9	12.407,8	13.014,0	14.021,4	14.656,7
Salaires et traitements bruts (D.11)	7.383,4	7.741,4	7.884,2	8.183,3	8.473,9	8.830,2	9.158,9	9.618,1	10.343,8	10.728,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.325,8	2.525,1	2.675,8	2.824,6	2.944,7	3.109,7	3.248,9	3.395,9	3.677,6	3.927,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	848,6	895,0	898,4	946,1	960,6	1.013,7	1.025,7	997,2	1.065,4	1.133,3
A destination des administrations publiques	848,6	895,0	898,4	946,1	960,6	1.013,7	1.025,7	997,2	1.046,5	1.114,0
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,9	19,3
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,5	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.398,7	2.612,2	2.794,6
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>9.709,1</b>	<b>10.266,4</b>	<b>10.560,0</b>	<b>11.008,0</b>	<b>11.418,6</b>	<b>11.939,9</b>	<b>12.407,8</b>	<b>13.014,0</b>	<b>14.021,4</b>	<b>14.656,7</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.256,2	1.320,8	1.495,7	1.675,8	1.758,3	1.873,8	1.863,3	1.901,2	3.449,1	3.642,0
Impôts sur les produits (D.21)	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1	2.739,9
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1	2.739,9
Autres impôts sur la production (D.29)	553,1	620,5	660,9	721,1	752,0	774,7	774,4	823,2	911,0	902,1
Subventions (D.3)	-1.275,5	-1.208,2	-1.292,9	-1.240,4	-1.328,7	-1.306,6	-1.389,0	-1.531,5	-1.623,8	-1.572,2
Subventions sur les produits (D.31)	-567,0	-581,1	-593,1	-615,1	-630,0	-664,5	-717,6	-807,8	-904,0	-775,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-567,0	-581,1	-593,1	-615,1	-630,0	-664,5	-717,6	-807,8	-904,0	-775,0
Autres subventions sur la production (D.39)	-708,5	-627,1	-699,8	-625,3	-698,7	-642,1	-671,4	-723,7	-719,8	-797,2
Revenus de la propriété (D.4)	47,5	62,1	72,9	74,0	128,7	183,8	139,8	170,9	196,3	172,8
Intérêts (D.41)	35,1	37,7	24,0	30,9	57,3	118,0	86,7	122,4	118,8	78,7
En provenance des administrations publiques	3,1	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	3,1	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	32,0	37,3	24,0	28,8	56,7	113,8	81,9	113,1	87,4	55,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	3,7	1,0	12,5	3,7	36,6	32,3	23,1	17,4	33,5	51,5
Dividendes (D.421)	3,7	1,0	12,5	3,7	36,6	32,3	23,1	17,4	33,5	51,5
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	8,7	8,1	8,1	8,7	7,5	6,9	8,4	10,2	10,9	11,3
Loyers (D.45)	0,0	15,3	28,3	30,7	27,3	26,6	21,6	20,9	33,1	31,3
<b>Total Ressources</b>	<b>28,1</b>	<b>174,6</b>	<b>275,7</b>	<b>509,5</b>	<b>558,3</b>	<b>751,0</b>	<b>614,1</b>	<b>540,6</b>	<b>2.021,6</b>	<b>2.242,6</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	675,1	840,3	842,8	865,9	902,0	794,5	783,0	764,3	742,0	702,4
Intérêts (D.41)	675,1	840,3	842,8	865,9	902,0	794,5	783,0	764,3	742,0	702,4
Versés aux administrations publiques	0,0	38,1	32,4	13,9	10,7	14,4	37,3	45,5	56,8	91,9
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	6,4	5,3	8,5	26,7
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	28,3	30,4	47,2
Versés aux autres secteurs	675,1	802,2	810,4	852,0	891,3	780,1	745,7	718,8	685,2	610,5
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	-647,0	-665,7	-567,1	-356,4	-343,7	-43,5	-168,9	-223,7	1.279,6	1.540,2
<b>Total Emplois</b>	<b>28,1</b>	<b>174,6</b>	<b>275,7</b>	<b>509,5</b>	<b>558,3</b>	<b>751,0</b>	<b>614,1</b>	<b>540,6</b>	<b>2.021,6</b>	<b>2.242,6</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
<b>Ressources</b>										
Solde des revenus primaires (B.5n)	-647,0	-665,7	-567,1	-356,4	-343,7	-43,5	-168,9	-223,7	1.279,6	1.540,2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1	998,4
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	998,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	998,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	998,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,5	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.398,7	2.612,2	2.794,6
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,5	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.398,7	2.612,2	2.794,6
Autres transferts courants (D.7)	19.787,0	20.973,4	21.731,4	23.213,8	24.492,9	25.764,7	26.108,0	28.632,7	26.071,4	27.509,0
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	13,0	10,5	23,0	34,5	35,6	41,1	47,3	56,9	62,5	63,5
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	19.674,5	20.834,4	21.559,0	23.072,9	24.258,5	25.502,2	25.888,6	28.393,4	25.837,9	27.230,1
Transferts de recettes fiscales	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	1.813,2	2.090,3	2.256,2	2.397,8	2.576,3	2.637,8	2.855,0	3.095,4	3.349,9	3.591,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.802,8	1.990,6	2.152,4	2.293,3	2.446,7	2.522,2	2.738,6	2.955,7	3.188,3	3.454,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	10,4	99,7	103,8	104,5	129,6	115,6	116,4	139,7	161,6	137,1
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	26,4	68,2	84,5	53,1	95,0	103,8	64,9	74,7	56,0	88,4
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	26,4	68,2	84,5	53,1	95,0	103,8	64,9	74,7	56,0	88,4
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	73,1	60,3	64,9	53,3	103,8	117,6	107,2	107,7	115,0	127,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	73,1	60,3	64,9	53,3	103,8	117,6	107,2	107,7	115,0	127,0
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	73,1	60,3	64,9	53,3	103,8	117,6	107,2	107,7	115,0	127,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>20.636,7</b>	<b>21.959,7</b>	<b>22.974,2</b>	<b>24.752,9</b>	<b>26.157,6</b>	<b>27.841,8</b>	<b>28.182,5</b>	<b>30.890,5</b>	<b>30.776,3</b>	<b>32.842,2</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	9,1	8,7	8,8	9,0	8,4	7,6	7,1	9,4	9,6	6,8
Impôts sur le revenu (D.51)	9,1	8,7	8,8	9,0	8,4	7,6	7,1	9,4	9,6	6,8
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.870,4	1.992,1	2.146,0	2.260,0	2.378,6	2.483,3	2.670,8	2.845,9	3.176,7	3.376,7
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.477,2	1.630,1	1.777,4	1.878,5	1.984,1	2.096,0	2.223,2	2.398,7	2.612,2	2.794,6
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	393,2	362,0	368,6	381,5	394,5	387,3	447,6	447,2	564,5	582,1
Autres transferts courants (D.7)	6.872,5	6.876,5	6.633,4	6.806,8	6.922,0	6.983,0	6.990,3	7.153,1	7.533,9	8.248,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	50,6	48,6	48,4	48,7	49,5	55,9	62,3	73,3	82,9	84,7
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	5.103,2	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.287,9	5.336,8	5.565,6	5.815,4	6.366,2
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	5.103,2	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.287,9	5.336,8	5.565,6	5.815,4	6.366,2
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	261,3	210,2	186,3	167,4	164,0	135,7	117,8	111,5	91,5	160,5
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	4.841,9	4.934,3	4.815,1	4.753,7	4.901,7	5.151,7	5.219,0	5.447,5	5.618,1	6.061,8
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	6,6	105,8	143,9
Coopération internationale courante (D.74)	8,0	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,3	16,3	19,4
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	8,0	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,3	16,3	19,4
Transferts courants divers (D.75)	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.821,4	1.786,7	1.625,1	1.581,2	1.504,9	1.619,3	1.778,4
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.821,4	1.786,7	1.625,1	1.581,2	1.504,9	1.619,3	1.778,4
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.710,7	1.658,6	1.572,6	1.821,4	1.786,7	1.625,1	1.581,2	1.504,9	1.619,3	1.778,4
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	11.884,7	13.082,4	14.186,0	15.677,1	16.848,6	18.367,9	18.514,3	20.882,1	20.056,1	21.210,0
<b>Total Emplois</b>	<b>20.636,7</b>	<b>21.959,7</b>	<b>22.974,2</b>	<b>24.752,9</b>	<b>26.157,6</b>	<b>27.841,8</b>	<b>28.182,5</b>	<b>30.890,5</b>	<b>30.776,3</b>	<b>32.842,2</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.884,7	13.082,4	14.186,0	15.677,1	16.848,6	18.367,9	18.514,3	20.882,1	20.056,1	21.210,0
<b>Total Ressources</b>	<b>11.884,7</b>	<b>13.082,4</b>	<b>14.186,0</b>	<b>15.677,1</b>	<b>16.848,6</b>	<b>18.367,9</b>	<b>18.514,3</b>	<b>20.882,1</b>	<b>20.056,1</b>	<b>21.210,0</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	10.206,0	10.596,3	11.023,9	11.298,3	11.707,2	12.035,1	12.194,6	12.870,3	13.713,6	14.218,3
Prestations sociales en nature (D.631)	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7	1.571,1
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7	1.571,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7	1.571,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	9.441,9	9.806,7	10.205,3	10.401,9	10.822,1	10.973,6	11.043,7	11.554,8	12.185,9	12.647,2
Revenu disponible ajusté (B.7n)	1.678,7	2.486,1	3.162,1	4.378,8	5.141,4	6.332,8	6.319,7	8.011,8	6.342,5	6.991,7
<b>Total Emplois</b>	<b>11.884,7</b>	<b>13.082,4</b>	<b>14.186,0</b>	<b>15.677,1</b>	<b>16.848,6</b>	<b>18.367,9</b>	<b>18.514,3</b>	<b>20.882,1</b>	<b>20.056,1</b>	<b>21.210,0</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.884,7	13.082,4	14.186,0	15.677,1	16.848,6	18.367,9	18.514,3	20.882,1	20.056,1	21.210,0
<b>Total Ressources</b>	<b>11.884,7</b>	<b>13.082,4</b>	<b>14.186,0</b>	<b>15.677,1</b>	<b>16.848,6</b>	<b>18.367,9</b>	<b>18.514,3</b>	<b>20.882,1</b>	<b>20.056,1</b>	<b>21.210,0</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	13.370,5	14.064,2	14.529,4	15.146,0	15.711,8	16.551,6	17.331,1	18.410,1	20.037,1	20.873,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	10.206,0	10.596,3	11.023,9	11.298,3	11.707,2	12.035,1	12.194,6	12.870,3	13.713,6	14.218,3
Dépenses de consommation collective (P.32)	3.164,5	3.467,9	3.505,5	3.847,7	4.004,6	4.516,5	5.136,5	5.539,8	6.323,5	6.655,1
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-1.485,8	-981,8	-343,4	531,1	1.136,8	1.816,3	1.183,2	2.472,0	19,0	336,6
<b>Total Emplois</b>	<b>11.884,7</b>	<b>13.082,4</b>	<b>14.186,0</b>	<b>15.677,1</b>	<b>16.848,6</b>	<b>18.367,9</b>	<b>18.514,3</b>	<b>20.882,1</b>	<b>20.056,1</b>	<b>21.210,0</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	1.678,7	2.486,1	3.162,1	4.378,8	5.141,4	6.332,8	6.319,7	8.011,8	6.342,5	6.991,7
<b>Total Ressources</b>	<b>1.678,7</b>	<b>2.486,1</b>	<b>3.162,1</b>	<b>4.378,8</b>	<b>5.141,4</b>	<b>6.332,8</b>	<b>6.319,7</b>	<b>8.011,8</b>	<b>6.342,5</b>	<b>6.991,7</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	3.164,5	3.467,9	3.505,5	3.847,7	4.004,6	4.516,5	5.136,5	5.539,8	6.323,5	6.655,1
Consommation collective effective (P.42)	3.164,5	3.467,9	3.505,5	3.847,7	4.004,6	4.516,5	5.136,5	5.539,8	6.323,5	6.655,1
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-1.485,8	-981,8	-343,4	531,1	1.136,8	1.816,3	1.183,2	2.472,0	19,0	336,6
<b>Total Emplois</b>	<b>1.678,7</b>	<b>2.486,1</b>	<b>3.162,1</b>	<b>4.378,8</b>	<b>5.141,4</b>	<b>6.332,8</b>	<b>6.319,7</b>	<b>8.011,8</b>	<b>6.342,5</b>	<b>6.991,7</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-1.485,8	-981,8	-343,4	531,1	1.136,8	1.816,3	1.183,2	2.472,0	19,0	336,6
Transferts en capital à recevoir (D.9)	682,1	778,1	779,8	754,7	913,1	959,9	1.091,4	1.151,4	1.237,2	1.437,5
Impôts en capital (D.91)	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5	1.302,1
Aides à l'investissement (D.92)	44,5	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	50,8
En provenance des administrations publiques	44,5	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	50,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	44,5	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	50,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	29,9	85,0	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	29,2	21,9	84,6
En provenance des administrations publiques	24,8	79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	24,8	79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	5,1	5,3	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	29,2	21,9	25,8
En provenance des sociétés non financières	2,8	5,3	1,8	7,4	14,2	22,2	5,2	23,0	16,4	20,8
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,2	0,0	1,7	2,4	1,8	2,1	2,4	1,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	2,3	0,0	2,6	1,9	1,1	3,4	9,9	4,1	3,1	3,9
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	2,3	0,0	2,6	1,9	1,1	3,4	9,9	4,1	3,1	3,9
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.626,1	-1.805,4	-1.798,5	-1.958,5	-1.843,3	-2.177,0	-2.180,0	-2.038,9	-2.085,6	-2.103,8
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-1.626,1	-1.752,8	-1.798,5	-1.913,9	-1.835,5	-2.070,0	-2.073,0	-1.931,9	-2.076,0	-2.094,2
Versées aux administrations publiques	-471,7	-428,6	-463,4	-471,2	-455,5	-468,9	-520,4	-538,3	-492,9	-469,5
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,1	-1,7	-2,0	-1,7	-1,7	-2,4	-2,2	-1,7	-1,7	-1,1
Versées aux administra- tions d'états fédérés (com- munautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administra- tions locales	-470,6	-426,9	-461,4	-469,5	-453,8	-466,5	-518,2	-536,6	-491,2	-468,4
Versées aux administra- tions de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.154,4	-1.324,2	-1.335,1	-1.442,7	-1.380,0	-1.601,1	-1.552,6	-1.393,6	-1.583,1	-1.624,7
Versées aux sociétés non financières	-953,0	-1.136,6	-1.140,3	-1.256,6	-1.193,2	-1.406,0	-1.382,0	-1.252,2	-1.424,7	-1.438,2
Versées aux sociétés fi- nancières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-127,5	-146,1	-99,9	-105,8	-104,3	-92,6	-99,7	-96,0	-108,6	-95,2
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-71,4	-38,0	-93,8	-67,8	-76,0	-67,9	-39,1	-41,9	-48,3	-65,3
Versées au reste du mon- de	-2,5	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0
Versées aux états mem- bres de l'Union eu- ropéenne	-2,5	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations inter- nationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	0,0	-52,6	0,0	-44,6	-7,8	-107,0	-107,0	-107,0	-9,6	-9,6
Versés aux administrations publiques	0,0	-52,6	0,0	0,0	0,0	-99,2	-99,2	-99,2	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions d'états fédérés (com- munautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions locales	0,0	-52,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-99,2	-99,2	-99,2	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	-44,6	-7,8	-7,8	-7,8	-7,8	-9,6	-9,6
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés finan- cières	0,0	0,0	0,0	-44,6	-7,8	-7,8	-7,8	-7,8	-9,6	-9,6
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états mem- bres de l'Union eu- ropéenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations interna- tionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-2.429,8</b>	<b>-2.009,1</b>	<b>-1.362,1</b>	<b>-672,7</b>	<b>206,6</b>	<b>599,2</b>	<b>94,6</b>	<b>1.584,5</b>	<b>-829,4</b>	<b>-329,7</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux trans- ferts en capital (B.10.1)	-2.429,8	-2.009,1	-1.362,1	-672,7	206,6	599,2	94,6	1.584,5	-829,4	-329,7
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-2.429,8</b>	<b>-2.009,1</b>	<b>-1.362,1</b>	<b>-672,7</b>	<b>206,6</b>	<b>599,2</b>	<b>94,6</b>	<b>1.584,5</b>	<b>-829,4</b>	<b>-329,7</b>

### 4.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-2.429,8	-2.009,1	-1.362,1	-672,7	206,6	599,2	94,6	1.584,5	-829,4	-329,7
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-2.429,8</b>	<b>-2.009,1</b>	<b>-1.362,1</b>	<b>-672,7</b>	<b>206,6</b>	<b>599,2</b>	<b>94,6</b>	<b>1.584,5</b>	<b>-829,4</b>	<b>-329,7</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	1.340,5	1.492,1	1.338,1	1.432,4	1.445,5	1.688,4	1.611,0	1.775,3	1.884,0	1.705,9
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.340,5	1.492,0	1.337,5	1.431,6	1.444,6	1.688,5	1.610,8	1.775,4	1.881,7	1.703,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.324,8	1.475,6	1.320,9	1.412,7	1.416,6	1.659,6	1.563,0	1.716,8	1.821,9	1.642,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.339,6	1.499,0	1.327,3	1.432,1	1.439,4	1.692,5	1.588,7	1.748,3	1.875,6	1.712,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-14,8	-23,4	-6,4	-19,4	-22,8	-32,9	-25,7	-31,5	-53,7	-69,8
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	15,7	16,4	16,6	18,9	28,0	28,9	47,8	58,6	59,8	61,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	15,7	16,4	16,6	18,9	28,0	28,9	47,8	58,6	59,8	61,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-1.925,6	-1.966,7	-1.976,2	-1.992,9	-2.009,7	-2.052,3	-2.188,4	-2.238,2	-2.342,3	-2.443,0
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,1	0,6	0,8	0,9	-0,1	0,2	-0,1	2,3	2,7
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-1.844,7	-1.534,5	-724,0	-112,2	770,8	963,1	672,0	2.047,4	-371,1	407,4
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-2.429,8</b>	<b>-2.009,1</b>	<b>-1.362,1</b>	<b>-672,7</b>	<b>206,6</b>	<b>599,2</b>	<b>94,6</b>	<b>1.584,5</b>	<b>-829,4</b>	<b>-329,7</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	9.243,3	9.556,6	9.912,3	10.335,2	10.595,6	11.134,1	11.512,9	12.038,0	12.839,6	13.391,0
Production marchande (P.11)	422,1	480,4	528,2	540,4	604,1	627,1	652,1	711,4	725,6	766,5
Production pour usage final propre (P.12)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre production non marchande (P.13)	8.821,2	9.076,2	9.384,1	9.794,8	9.991,5	10.507,0	10.860,8	11.326,6	12.114,0	12.624,5
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	391,2	473,1	498,0	502,2	501,3	527,4	542,1	564,5	580,9	595,1
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	8.430,0	8.603,1	8.886,1	9.292,6	9.490,2	9.979,6	10.318,7	10.762,1	11.533,1	12.029,4
<b>Total Ressources</b>	<b>9.243,3</b>	<b>9.556,6</b>	<b>9.912,3</b>	<b>10.335,2</b>	<b>10.595,6</b>	<b>11.134,1</b>	<b>11.512,9</b>	<b>12.038,0</b>	<b>12.839,6</b>	<b>13.391,0</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.413,1	1.447,5	1.570,5	1.713,0	1.782,2	1.953,6	1.999,6	2.115,8	2.229,3	2.323,0
Valeur ajoutée brute (B.1b)	7.830,2	8.109,1	8.341,8	8.622,2	8.813,4	9.180,5	9.513,3	9.922,2	10.610,3	11.068,0
Consommation de capital fixe (K.1)	1.005,4	1.054,7	1.086,6	1.124,6	1.164,1	1.213,5	1.206,3	1.262,9	1.313,3	1.377,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.307,0	8.659,3	9.297,0	9.691,0
<b>Total Emplois</b>	<b>9.243,3</b>	<b>9.556,6</b>	<b>9.912,3</b>	<b>10.335,2</b>	<b>10.595,6</b>	<b>11.134,1</b>	<b>11.512,9</b>	<b>12.038,0</b>	<b>12.839,6</b>	<b>13.391,0</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.307,0	8.659,3	9.297,0	9.691,0
<b>Total Ressources</b>	<b>6.824,8</b>	<b>7.054,4</b>	<b>7.255,2</b>	<b>7.497,6</b>	<b>7.649,3</b>	<b>7.967,0</b>	<b>8.307,0</b>	<b>8.659,3</b>	<b>9.297,0</b>	<b>9.691,0</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	6.824,8	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.967,0	8.307,0	8.659,3	9.297,0	9.691,0
Salaires et traitements bruts (D.11)	4.976,0	5.112,0	5.236,9	5.369,7	5.412,8	5.707,6	6.051,8	6.380,5	6.844,9	6.932,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.848,8	1.942,4	2.018,3	2.127,9	2.236,5	2.259,4	2.255,2	2.278,8	2.452,1	2.758,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.053,5	1.119,1	1.182,2	1.274,1	1.358,3	1.408,6	1.438,1	1.427,6	1.559,8	1.824,2
A destination des administrations publiques	857,5	877,9	910,5	992,7	1.059,3	1.104,4	1.149,6	1.141,2	1.259,9	1.503,4
A destination des autres secteurs	196,0	241,2	271,7	281,4	299,0	304,2	288,5	286,4	299,9	320,8
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	795,3	823,3	836,1	853,8	878,2	850,8	817,1	851,2	892,3	934,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>6.824,8</b>	<b>7.054,4</b>	<b>7.255,2</b>	<b>7.497,6</b>	<b>7.649,3</b>	<b>7.967,0</b>	<b>8.307,0</b>	<b>8.659,3</b>	<b>9.297,0</b>	<b>9.691,0</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6	3.944,8
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6	3.944,8
Subventions (D.3)	-183,2	-273,1	-302,8	-297,2	-331,2	-333,8	-333,1	-375,2	-384,3	-395,3
Subventions sur les produits (D.31)	-62,0	-69,9	-82,1	-64,3	-81,4	-76,9	-80,8	-87,2	-89,0	-95,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-62,0	-69,9	-82,1	-64,3	-81,4	-76,9	-80,8	-87,2	-89,0	-95,0
Autres subventions sur la production (D.39)	-121,2	-203,2	-220,7	-232,9	-249,8	-256,9	-252,3	-288,0	-295,3	-300,3
Revenus de la propriété (D.4)	905,2	946,5	1.034,4	1.070,8	1.114,5	1.167,7	1.188,0	923,7	978,8	942,3
Intérêts (D.41)	128,7	118,0	103,9	115,9	131,9	107,4	117,3	110,3	109,0	102,9
En provenance des administrations publiques	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	54,2	67,7	56,3	34,7	42,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	14,1	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	26,2	15,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	6,4	5,3	8,5	26,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	114,6	103,8	93,1	68,5	54,4	53,2	49,6	54,0	74,3	60,5
Revenus distribués des sociétés (D.42)	678,9	728,4	823,9	844,8	885,7	961,6	987,2	728,5	783,8	753,4
Dividendes (D.421)	629,3	682,0	762,9	784,6	859,1	926,9	956,8	698,1	753,8	723,4
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	49,6	46,4	61,0	60,2	26,6	34,7	30,4	30,4	30,0	30,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	4,4	4,3	5,3	5,9	5,2	4,8	5,7	7,0	8,0	8,0
Loyers (D.45)	93,2	95,8	101,3	104,2	91,7	93,9	77,8	77,9	78,0	78,0
<b>Total Ressources</b>	<b>3.132,4</b>	<b>3.207,0</b>	<b>3.492,4</b>	<b>3.693,8</b>	<b>3.740,5</b>	<b>3.929,1</b>	<b>3.953,8</b>	<b>3.816,2</b>	<b>4.231,1</b>	<b>4.491,8</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	1.081,6	921,9	927,4	790,8	613,4	613,6	639,3	708,6	675,3	652,8
Intérêts (D.41)	1.081,6	921,9	927,4	790,8	613,4	613,6	639,3	708,6	675,3	652,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.081,6	921,9	927,4	790,8	613,4	613,6	639,3	708,6	675,3	652,8
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.050,8	2.285,1	2.565,0	2.903,0	3.127,1	3.315,5	3.314,5	3.107,6	3.555,8	3.839,0
<b>Total Emplois</b>	<b>3.132,4</b>	<b>3.207,0</b>	<b>3.492,4</b>	<b>3.693,8</b>	<b>3.740,5</b>	<b>3.929,1</b>	<b>3.953,8</b>	<b>3.816,2</b>	<b>4.231,1</b>	<b>4.491,8</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.050,8	2.285,1	2.565,0	2.903,0	3.127,1	3.315,5	3.314,5	3.107,6	3.555,8	3.839,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.656,4	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.095,2	2.252,5	2.403,0
Impôts sur le revenu (D.51)	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0	230,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0	230,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0	230,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	887,1	902,9	908,3	874,0	894,1	866,7	833,0	867,1	908,3	950,0
Cotisations sociales effectives (D.611)	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0	16,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0	16,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0	16,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	795,3	823,3	836,1	853,8	878,2	850,8	817,1	851,2	892,3	934,0
Autres transferts courants (D.7)	6.021,7	6.058,5	5.997,9	5.887,1	6.078,6	6.412,9	6.671,6	7.042,6	7.737,6	8.500,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	36,2	37,4	28,4	19,7	20,3	23,5	27,0	32,5	35,0	36,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	5.897,0	5.924,1	5.870,3	5.778,7	5.966,4	6.289,8	6.548,3	6.912,3	7.598,7	8.360,3
Transferts de recettes fiscales	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	5.822,6	5.882,0	5.795,9	5.704,3	5.883,4	6.195,3	6.453,9	6.834,8	7.503,7	8.215,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	970,5	941,6	970,7	936,4	969,5	1.011,8	1.198,6	1.354,1	1.858,4	2.124,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	4.841,9	4.934,3	4.815,1	4.753,7	4.901,7	5.151,7	5.219,0	5.447,5	5.618,1	6.061,8
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	10,2	6,1	10,1	14,2	12,2	31,8	36,3	33,2	27,2	28,9
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	88,5	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	96,3	97,8	103,9	103,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	88,5	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	96,3	97,8	103,9	103,9
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	88,5	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	96,3	97,8	103,9	103,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>10.616,0</b>	<b>11.047,6</b>	<b>11.258,0</b>	<b>11.607,5</b>	<b>11.934,4</b>	<b>12.624,8</b>	<b>12.438,9</b>	<b>13.112,5</b>	<b>14.454,2</b>	<b>15.692,2</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	9,9	9,4	12,1	11,9	10,1	10,9	11,2	11,2	10,0	10,0
Impôts sur le revenu (D.51)	9,9	9,4	12,1	11,9	10,1	10,9	11,2	11,2	10,0	10,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.264,8	1.293,9	1.346,7	1.347,9	1.352,7	1.362,3	1.399,3	1.461,7	1.630,4	1.692,5
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	887,1	902,9	908,2	873,9	894,0	866,6	833,0	867,0	908,3	950,0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	377,7	391,0	438,5	474,0	458,7	495,7	566,3	594,7	722,1	742,5
Autres transferts courants (D.7)	263,5	406,4	433,3	451,8	513,8	561,4	600,4	691,3	722,0	708,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	25,6	26,1	31,8	33,4	34,0	38,4	42,7	50,3	58,0	59,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	161,7	137,3
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	19,1	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	139,8	161,7	137,3
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	8,7	9,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	10,4	99,7	103,8	104,5	129,6	115,6	116,4	139,7	161,6	137,1
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	218,8	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	441,2	501,2	502,3	512,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	218,8	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	441,2	501,2	502,3	512,3
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	121,2	129,5	140,8	149,0	162,3	192,9	204,4	231,0	231,3	236,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	97,6	142,0	156,5	164,6	187,8	214,4	236,8	270,2	271,0	276,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	9.077,8	9.337,9	9.465,9	9.795,9	10.057,8	10.690,2	10.428,0	10.948,3	12.091,8	13.281,1
<b>Total Emplois</b>	<b>10.616,0</b>	<b>11.047,6</b>	<b>11.258,0</b>	<b>11.607,5</b>	<b>11.934,4</b>	<b>12.624,8</b>	<b>12.438,9</b>	<b>13.112,5</b>	<b>14.454,2</b>	<b>15.692,2</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.077,8	9.337,9	9.465,9	9.795,9	10.057,8	10.690,2	10.428,0	10.948,3	12.091,8	13.281,1
<b>Total Ressources</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.428,0</b>	<b>10.948,3</b>	<b>12.091,8</b>	<b>13.281,1</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	4.068,3	4.151,9	4.230,0	4.401,5	4.520,2	4.667,6	4.834,6	5.048,3	5.212,1	5.402,7
Prestations sociales en nature (D.631)	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	422,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	422,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	422,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	3.879,7	3.923,9	3.997,0	4.143,1	4.278,8	4.413,3	4.471,7	4.684,7	4.827,7	4.980,0
Revenu disponible ajusté (B.7n)	5.009,5	5.186,0	5.235,9	5.394,4	5.537,6	6.022,6	5.593,4	5.900,0	6.879,7	7.878,4
<b>Total Emplois</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.428,0</b>	<b>10.948,3</b>	<b>12.091,8</b>	<b>13.281,1</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.077,8	9.337,9	9.465,9	9.795,9	10.057,8	10.690,2	10.428,0	10.948,3	12.091,8	13.281,1
<b>Total Ressources</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.428,0</b>	<b>10.948,3</b>	<b>12.091,8</b>	<b>13.281,1</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	8.618,6	8.831,1	9.119,1	9.551,0	9.731,6	10.233,9	10.681,6	11.125,7	11.917,5	12.452,1
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	4.068,3	4.151,9	4.230,0	4.401,5	4.520,2	4.667,6	4.834,6	5.048,3	5.212,1	5.402,7
Dépenses de consommation collective (P.32)	4.550,3	4.679,2	4.889,1	5.149,5	5.211,4	5.566,3	5.847,0	6.077,4	6.705,4	7.049,4
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	459,2	506,8	346,8	244,9	326,2	456,3	-253,6	-177,4	174,3	829,0
<b>Total Emplois</b>	<b>9.077,8</b>	<b>9.337,9</b>	<b>9.465,9</b>	<b>9.795,9</b>	<b>10.057,8</b>	<b>10.690,2</b>	<b>10.428,0</b>	<b>10.948,3</b>	<b>12.091,8</b>	<b>13.281,1</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	5.009,5	5.186,0	5.235,9	5.394,4	5.537,6	6.022,6	5.593,4	5.900,0	6.879,7	7.878,4
<b>Total Ressources</b>	<b>5.009,5</b>	<b>5.186,0</b>	<b>5.235,9</b>	<b>5.394,4</b>	<b>5.537,6</b>	<b>6.022,6</b>	<b>5.593,4</b>	<b>5.900,0</b>	<b>6.879,7</b>	<b>7.878,4</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	4.550,3	4.679,2	4.889,1	5.149,5	5.211,4	5.566,3	5.847,0	6.077,4	6.705,4	7.049,4
Consommation collective effective (P.42)	4.550,3	4.679,2	4.889,1	5.149,5	5.211,4	5.566,3	5.847,0	6.077,4	6.705,4	7.049,4
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	459,2	506,8	346,8	244,9	326,2	456,3	-253,6	-177,4	174,3	829,0
<b>Total Emplois</b>	<b>5.009,5</b>	<b>5.186,0</b>	<b>5.235,9</b>	<b>5.394,4</b>	<b>5.537,6</b>	<b>6.022,6</b>	<b>5.593,4</b>	<b>5.900,0</b>	<b>6.879,7</b>	<b>7.878,4</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	459,2	506,8	346,8	244,9	326,2	456,3	-253,6	-177,4	174,3	829,0
Transferts en capital à recevoir (D.9)	584,0	664,5	561,8	568,2	505,1	623,3	957,6	599,9	537,0	616,8
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	546,8	507,6	494,1	498,9	477,1	489,9	551,1	571,6	505,2	480,1
En provenance des administrations publiques	546,8	507,6	494,1	498,9	477,1	489,9	551,1	571,6	505,2	480,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	76,2	80,7	32,7	29,4	23,3	23,4	32,9	35,0	14,0	11,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	470,6	426,9	461,4	469,5	453,8	466,5	518,2	536,6	491,2	468,4
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	37,2	156,9	67,7	69,3	28,0	133,4	406,5	28,3	31,8	136,7
En provenance des administrations publiques	19,1	72,1	0,0	2,8	4,0	88,2	360,7	2,4	1,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	19,1	19,5	0,0	2,8	4,0	88,2	360,7	2,4	1,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	52,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	18,1	84,8	67,7	66,5	24,0	45,2	45,8	25,9	30,8	136,7
En provenance des sociétés non financières	15,5	74,0	51,0	44,1	16,2	36,0	37,9	17,7	22,4	128,3
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	2,6	10,8	16,7	22,4	7,8	9,2	7,9	8,2	8,4	8,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-166,3	-37,6	-90,0	-103,0	-140,9	-139,4	-108,3	-64,5	-86,1	-92,8
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-38,3	-37,6	-61,5	-75,9	-64,7	-86,2	-54,8	-61,2	-65,4	-65,4
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administra- tions d'états fédérés (com- munautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administra- tions locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administra- tions de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-38,3	-37,6	-61,5	-75,9	-64,7	-86,2	-54,8	-61,2	-65,4	-65,4
Versées aux sociétés non financières	-18,8	-16,6	-28,9	-32,4	-28,1	-37,2	-18,0	-20,0	-21,4	-21,4
Versées aux sociétés fi- nancières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-10,7	-10,0	-12,0	-17,2	-12,0	-14,0	-8,4	-8,9	-9,5	-9,5
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-8,8	-11,0	-20,6	-26,3	-24,6	-35,0	-28,4	-32,3	-34,5	-34,5
Versées au reste du mon- de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états mem- bres de l'Union eu- ropéenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations inter- nationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-128,0	0,0	-28,5	-27,1	-76,2	-53,2	-53,5	-3,3	-20,7	-27,4
Versés aux administrations publiques	-4,1	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-3,3	-2,7	-2,4
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-4,1	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-3,3	-2,7	-2,4
Versés aux administra- tions d'états fédérés (com- munautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-123,9	0,0	-24,8	-24,8	-74,4	-49,6	-49,6	0,0	-18,0	-25,0
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés finan- cières	-123,9	0,0	-24,8	-24,8	-74,4	-49,6	-49,6	0,0	-18,0	-25,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états mem- bres de l'Union eu- ropéenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations interna- tionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>876,9</b>	<b>1.133,7</b>	<b>818,6</b>	<b>710,1</b>	<b>690,4</b>	<b>940,2</b>	<b>595,7</b>	<b>358,0</b>	<b>625,2</b>	<b>1.353,0</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux trans- ferts en capital (B.10.1)	876,9	1.133,7	818,6	710,1	690,4	940,2	595,7	358,0	625,2	1.353,0
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>876,9</b>	<b>1.133,7</b>	<b>818,6</b>	<b>710,1</b>	<b>690,4</b>	<b>940,2</b>	<b>595,7</b>	<b>358,0</b>	<b>625,2</b>	<b>1.353,0</b>

#### 4.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	876,9	1.133,7	818,6	710,1	690,4	940,2	595,7	358,0	625,2	1.353,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>876,9</b>	<b>1.133,7</b>	<b>818,6</b>	<b>710,1</b>	<b>690,4</b>	<b>940,2</b>	<b>595,7</b>	<b>358,0</b>	<b>625,2</b>	<b>1.353,0</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3	2.069,8
Formation brute de capital fixe (P.51)	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3	2.069,8
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	2.017,7	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	2.004,0	1.784,3	2.069,8
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	2.029,2	1.648,4	1.534,1	1.591,0	1.644,0	2.127,0	2.494,4	2.013,7	1.794,0	2.081,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-11,5	-7,9	-6,9	-6,8	-6,1	-7,6	-9,1	-9,7	-9,7	-11,6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-1.005,4	-1.054,7	-1.086,6	-1.124,6	-1.164,1	-1.213,5	-1.206,3	-1.262,9	-1.313,3	-1.377,0
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-32,7	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	-22,7	-28,8	-41,9
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-32,7	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	-22,7	-28,8	-41,9
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-102,7	563,0	388,8	263,3	222,2	36,7	-676,5	-360,4	183,0	702,1
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>876,9</b>	<b>1.133,7</b>	<b>818,6</b>	<b>710,1</b>	<b>690,4</b>	<b>940,2</b>	<b>595,7</b>	<b>358,0</b>	<b>625,2</b>	<b>1.353,0</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	1.391,4	1.444,7	1.491,6	1.521,9	1.569,5	1.611,4	1.667,2	1.754,3	1.868,9	2.049,2
Production marchande (P.11)	22,9	18,8	17,4	10,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
Production pour usage final propre (P.12)	23,6	24,6	27,2	27,9	31,7	32,6	37,8	42,5	43,4	44,3
Autre production non marchande (P.13)	1.344,9	1.401,3	1.447,0	1.483,3	1.526,1	1.567,1	1.617,7	1.700,1	1.813,8	1.993,2
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	12,1	14,1	13,8	14,5	12,5	13,1	12,8	15,2	13,1	16,2
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	1.332,8	1.387,2	1.433,2	1.468,8	1.513,6	1.554,0	1.604,9	1.684,9	1.800,7	1.977,0
<b>Total Ressources</b>	<b>1.391,4</b>	<b>1.444,7</b>	<b>1.491,6</b>	<b>1.521,9</b>	<b>1.569,5</b>	<b>1.611,4</b>	<b>1.667,2</b>	<b>1.754,3</b>	<b>1.868,9</b>	<b>2.049,2</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	538,9	540,8	543,5	613,1	635,8	647,7	652,5	687,5	733,0	816,3
Valeur ajoutée brute (B.1b)	852,5	903,9	948,1	908,8	933,7	963,7	1.014,7	1.066,8	1.135,9	1.232,9
Consommation de capital fixe (K.1)	30,3	29,5	28,3	25,2	25,0	21,2	65,5	66,5	70,5	74,6
Valeur ajoutée nette (B.1n)	822,2	874,4	919,8	883,6	908,7	942,5	949,2	1.000,3	1.065,4	1.158,3
<b>Total Emplois</b>	<b>1.391,4</b>	<b>1.444,7</b>	<b>1.491,6</b>	<b>1.521,9</b>	<b>1.569,5</b>	<b>1.611,4</b>	<b>1.667,2</b>	<b>1.754,3</b>	<b>1.868,9</b>	<b>2.049,2</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	822,2	874,4	919,8	883,6	908,7	942,5	949,2	1.000,3	1.065,4	1.158,3
<b>Total Ressources</b>	<b>822,2</b>	<b>874,4</b>	<b>919,8</b>	<b>883,6</b>	<b>908,7</b>	<b>942,5</b>	<b>949,2</b>	<b>1.000,3</b>	<b>1.065,4</b>	<b>1.158,3</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	822,2	874,4	919,8	883,6	908,7	942,5	949,2	1.000,3	1.065,4	1.158,3
Salaires et traitements bruts (D.11)	606,5	644,2	680,0	645,1	666,7	693,3	692,5	751,5	802,2	869,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	215,7	230,2	239,8	238,5	242,0	249,2	256,7	248,8	263,2	288,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	205,4	219,4	228,4	227,3	231,0	237,5	244,1	235,3	248,1	272,9
A destination des administrations publiques	205,4	219,4	228,4	227,3	231,0	237,5	244,1	235,3	248,1	272,9
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,1	15,6
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>822,2</b>	<b>874,4</b>	<b>919,8</b>	<b>883,6</b>	<b>908,7</b>	<b>942,5</b>	<b>949,2</b>	<b>1.000,3</b>	<b>1.065,4</b>	<b>1.158,3</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	343,6	329,8	338,9	732,1	738,4	752,1	833,9	844,8	977,8	978,0
Impôts sur les produits (D.21)	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	877,0
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	877,0
Autres impôts sur la production (D.29)	83,1	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	162,8	101,0
Subventions (D.3)	-106,1	-99,6	-117,2	-130,0	-202,3	-327,8	-483,5	-626,7	-653,5	-743,9
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	-106,1	-99,6	-117,2	-130,0	-202,3	-327,8	-483,5	-626,7	-653,5	-743,9
Revenus de la propriété (D.4)	292,8	269,9	272,8	271,2	257,3	291,8	303,3	376,7	380,1	333,0
Intérêts (D.41)	292,8	269,9	272,8	271,2	257,3	291,8	303,3	376,7	380,1	333,0
En provenance des administrations publiques	119,0	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	181,6	261,6	282,9	261,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	119,0	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	167,2	233,3	252,5	214,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	28,3	30,4	47,2
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	173,8	153,0	156,4	116,1	101,0	111,4	121,7	115,1	97,2	71,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes (D.421)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>530,3</b>	<b>500,1</b>	<b>494,5</b>	<b>873,3</b>	<b>793,4</b>	<b>716,1</b>	<b>653,7</b>	<b>594,8</b>	<b>704,4</b>	<b>567,1</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	138,7	166,2	139,8	174,1	120,1	135,3	97,1	18,2	7,8	11,5
Intérêts (D.41)	138,7	166,2	139,8	174,1	120,1	135,3	97,1	18,2	7,8	11,5
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	138,7	166,2	139,8	174,1	120,1	135,3	97,1	18,2	7,8	11,5
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	391,6	333,9	354,7	699,2	673,3	580,8	556,6	576,6	696,6	555,6
<b>Total Emplois</b>	<b>530,3</b>	<b>500,1</b>	<b>494,5</b>	<b>873,3</b>	<b>793,4</b>	<b>716,1</b>	<b>653,7</b>	<b>594,8</b>	<b>704,4</b>	<b>567,1</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
<b>Ressources</b>										
Solde des revenus primaires (B.5n)	391,6	333,9	354,7	699,2	673,3	580,8	556,6	576,6	696,6	555,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	383,7	456,2	511,9	705,1	800,0	796,6	783,6	853,3	894,9	932,3
Impôts sur le revenu (D.51)	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,8
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,8
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	28.157,8	28.584,5	29.004,8	30.128,5	31.557,3	32.616,7	33.708,8	35.299,2	36.773,9	37.155,7
Cotisations sociales effectives (D.611)	28.147,5	28.573,7	28.993,4	30.117,3	31.546,3	32.605,0	33.696,2	35.285,7	36.758,8	37.140,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.735,0	20.375,0	20.759,6	21.762,4	22.628,6	22.804,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.735,0	20.375,0	20.759,6	21.762,4	22.628,6	22.804,4
A charge des administrations publiques	2.022,6	2.097,9	2.160,2	2.272,4	2.374,6	2.471,3	2.526,3	2.494,3	2.669,4	2.800,2
A charge des autres secteurs	15.624,9	15.610,5	15.803,6	16.465,8	17.360,4	17.903,8	18.233,3	19.268,2	19.959,2	20.004,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	7.963,2	8.274,6	8.374,5	8.658,9	9.028,8	9.427,6	10.023,6	10.514,7	10.967,2	11.082,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	7.956,8	8.267,9	8.365,3	8.648,7	9.020,6	9.422,2	10.018,2	10.507,8	10.962,6	11.079,2
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	3,7
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.536,9	2.590,7	2.655,1	2.720,3	2.782,5	2.802,4	2.913,0	3.008,6	3.163,0	3.252,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.495,0	2.545,1	2.608,3	2.673,6	2.734,8	2.753,2	2.864,2	2.960,8	3.115,6	3.204,7

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,1	15,6
Autres transferts courants (D.7)	8.167,1	8.306,2	8.847,0	8.928,2	9.026,7	9.433,1	9.923,4	9.827,3	10.958,6	11.483,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	8.146,0	8.295,0	8.809,6	8.889,6	9.010,8	9.410,1	9.896,4	9.826,9	10.957,4	11.478,3
Transferts de recettes fiscales	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.824,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6.161,8	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,0	6.680,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	6,6	105,8	143,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	21,1	11,2	37,4	38,6	15,9	23,0	27,0	0,4	1,2	5,1
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	21,1	11,2	37,4	38,6	15,9	23,0	27,0	0,4	1,2	5,1
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	19,8	12,4	5,0	12,4	0,0	0,0	0,8	4,7
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	21,1	11,2	17,6	26,2	10,9	10,6	27,0	0,4	0,4	0,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>37.100,2</b>	<b>37.680,8</b>	<b>38.718,4</b>	<b>40.461,0</b>	<b>42.057,3</b>	<b>43.427,2</b>	<b>44.972,4</b>	<b>46.556,4</b>	<b>49.324,0</b>	<b>50.127,0</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	25.365,8	26.060,4	26.701,5	27.176,8	27.825,3	28.276,8	28.878,9	30.100,5	31.928,6	33.428,5
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	25.334,3	26.026,6	26.665,9	27.139,1	27.787,1	28.235,6	28.836,0	30.059,1	31.883,4	33.377,9
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,1	15,6
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	21,2	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,1	35,0
Autres transferts courants (D.7)	115,1	219,3	140,5	125,9	148,6	287,7	303,8	319,2	311,7	284,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	68,6	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	68,6	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	58,4	44,7	34,1	35,4	66,5	111,3	131,8	124,9	148,1	123,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	10,2	6,1	10,1	14,2	12,2	31,8	36,3	33,2	27,2	28,9
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	46,5	168,5	96,3	76,3	69,9	144,6	135,7	161,1	136,4	132,7
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	46,5	168,5	96,3	76,3	69,9	144,6	135,7	161,1	136,4	132,7
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	46,5	168,5	96,3	76,3	69,9	144,6	135,7	161,1	136,4	132,7
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	11.619,3	11.401,1	11.876,4	13.158,3	14.083,4	14.862,7	15.789,7	16.136,7	17.083,7	16.413,9
<b>Total Emplois</b>	<b>37.100,2</b>	<b>37.680,8</b>	<b>38.718,4</b>	<b>40.461,0</b>	<b>42.057,3</b>	<b>43.427,2</b>	<b>44.972,4</b>	<b>46.556,4</b>	<b>49.324,0</b>	<b>50.127,0</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.619,3	11.401,1	11.876,4	13.158,3	14.083,4	14.862,7	15.789,7	16.136,7	17.083,7	16.413,9
<b>Total Ressources</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,3</b>	<b>14.083,4</b>	<b>14.862,7</b>	<b>15.789,7</b>	<b>16.136,7</b>	<b>17.083,7</b>	<b>16.413,9</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	10.813,7	11.542,3	12.346,7	12.284,5	12.932,7	13.657,6	14.486,2	15.556,5	16.151,0	17.686,7
Prestations sociales en nature (D.631)	9.480,9	10.155,1	10.913,5	10.815,7	11.419,1	12.103,6	12.881,3	13.871,6	14.350,3	15.709,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.209,2	1.110,5	1.159,1	1.185,5	1.251,8	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7	1.544,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.167,3	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.946,6	14.165,7
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	8.271,7	9.044,5	9.754,4	9.630,2	10.167,3	10.845,4	11.587,0	12.524,2	12.946,6	14.165,7
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	1.332,8	1.387,2	1.433,2	1.468,8	1.513,6	1.554,0	1.604,9	1.684,9	1.800,7	1.977,0
Revenu disponible ajusté (B.7n)	805,6	-141,2	-470,3	873,8	1.150,7	1.205,1	1.303,5	580,2	932,7	-1.272,8
<b>Total Emplois</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,3</b>	<b>14.083,4</b>	<b>14.862,7</b>	<b>15.789,7</b>	<b>16.136,7</b>	<b>17.083,7</b>	<b>16.413,9</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.619,3	11.401,1	11.876,4	13.158,3	14.083,4	14.862,7	15.789,7	16.136,7	17.083,7	16.413,9
<b>Total Ressources</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,3</b>	<b>14.083,4</b>	<b>14.862,7</b>	<b>15.789,7</b>	<b>16.136,7</b>	<b>17.083,7</b>	<b>16.413,9</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	10.813,7	11.542,3	12.346,7	12.284,5	12.932,7	13.657,6	14.486,2	15.556,5	16.151,0	17.686,7
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	10.813,7	11.542,3	12.346,7	12.284,5	12.932,7	13.657,6	14.486,2	15.556,5	16.151,0	17.686,7
Dépenses de consommation collective (P.32)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	805,6	-141,2	-470,3	873,8	1.150,7	1.205,1	1.303,5	580,2	932,7	-1.272,8
<b>Total Emplois</b>	<b>11.619,3</b>	<b>11.401,1</b>	<b>11.876,4</b>	<b>13.158,3</b>	<b>14.083,4</b>	<b>14.862,7</b>	<b>15.789,7</b>	<b>16.136,7</b>	<b>17.083,7</b>	<b>16.413,9</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	805,6	-141,2	-470,3	873,8	1.150,7	1.205,1	1.303,5	580,2	932,7	-1.272,8
<b>Total Ressources</b>	<b>805,6</b>	<b>-141,2</b>	<b>-470,3</b>	<b>873,8</b>	<b>1.150,7</b>	<b>1.205,1</b>	<b>1.303,5</b>	<b>580,2</b>	<b>932,7</b>	<b>-1.272,8</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation collective effective (P.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	805,6	-141,2	-470,3	873,8	1.150,7	1.205,1	1.303,5	580,2	932,7	-1.272,8
<b>Total Emplois</b>	<b>805,6</b>	<b>-141,2</b>	<b>-470,3</b>	<b>873,8</b>	<b>1.150,7</b>	<b>1.205,1</b>	<b>1.303,5</b>	<b>580,2</b>	<b>932,7</b>	<b>-1.272,8</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	805,6	-141,2	-470,3	873,8	1.150,7	1.205,1	1.303,5	580,2	932,7	-1.272,8
Transferts en capital à recevoir (D.9)	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	476,0	119,0	1.462,6	0,0	26,8
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	476,0	119,0	1.462,6	0,0	26,8
En provenance des administrations publiques	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	128,9	99,2	1.462,6	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	216,8	22,8	22,8	29,7	29,7	29,7	0,0	1.363,4	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	99,2	99,2	99,2	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	19,8	0,0	0,0	26,8
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	0,0	0,0	0,0	26,8
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,8	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-6,5	-13,5	-21,2	-31,1	-66,0	-26,3	-25,8	-190,8	-11,0	-15,5
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administra- tions d'états fédérés (com- munautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administra- tions locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administra- tions de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés fi- nancières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées au reste du mon- de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états mem- bres de l'Union eu- ropéenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations inter- nationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-6,5	-13,5	-21,2	-31,1	-66,0	-26,3	-25,8	-190,8	-11,0	-15,5
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-171,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-171,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions d'états fédérés (com- munautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administra- tions de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-6,5	-13,5	-21,2	-31,1	-66,0	-26,3	-25,8	-19,8	-11,0	-15,5
Versés aux sociétés non financières	0,0	-9,3	-16,9	-27,1	-23,9	-18,1	-21,0	-18,3	-9,3	-13,8
Versés aux sociétés finan- cières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	-6,5	-4,2	-4,3	-4,0	-42,1	-8,2	-4,8	-1,5	-1,7	-1,7
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états mem- bres de l'Union eu- ropéenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations interna- tionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,4</b>	<b>1.114,4</b>	<b>1.654,8</b>	<b>1.396,7</b>	<b>1.852,0</b>	<b>921,7</b>	<b>-1.261,5</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux trans- ferts en capital (B.10.1)	1.015,9	-131,9	-468,7	872,4	1.114,4	1.654,8	1.396,7	1.852,0	921,7	-1.261,5
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,4</b>	<b>1.114,4</b>	<b>1.654,8</b>	<b>1.396,7</b>	<b>1.852,0</b>	<b>921,7</b>	<b>-1.261,5</b>

## 4.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.015,9	-131,9	-468,7	872,4	1.114,4	1.654,8	1.396,7	1.852,0	921,7	-1.261,5
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,4</b>	<b>1.114,4</b>	<b>1.654,8</b>	<b>1.396,7</b>	<b>1.852,0</b>	<b>921,7</b>	<b>-1.261,5</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	45,7	33,1	35,9	37,5	42,4	46,9	49,2	118,6	78,9	128,7
Formation brute de capital fixe (P.51)	45,7	33,1	35,9	37,5	42,4	46,9	49,2	118,6	78,9	128,7
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	22,1	8,5	8,7	9,6	10,7	14,3	11,4	76,1	35,5	84,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	22,1	8,5	8,7	9,6	10,7	14,3	11,4	76,1	35,5	84,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	23,6	24,6	27,2	27,9	31,7	32,6	37,8	42,5	43,4	44,3
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	23,6	24,6	27,2	27,9	31,7	32,6	37,8	42,5	43,4	44,3
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-30,3	-29,5	-28,3	-25,2	-25,0	-21,2	-65,5	-66,5	-70,5	-74,6
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	1.000,5	-135,5	-476,3	860,1	1.097,0	1.629,1	1.413,0	1.799,9	913,3	-1.315,6
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>1.015,9</b>	<b>-131,9</b>	<b>-468,7</b>	<b>872,4</b>	<b>1.114,4</b>	<b>1.654,8</b>	<b>1.396,7</b>	<b>1.852,0</b>	<b>921,7</b>	<b>-1.261,5</b>



# IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES PAR TYPE



## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>24.191,1</b>	<b>24.633,9</b>	<b>26.294,4</b>	<b>27.918,8</b>	<b>28.972,2</b>	<b>31.074,7</b>	<b>32.394,1</b>	<b>32.193,4</b>	<b>33.730,6</b>	<b>34.673,6</b>
Impôts sur les produits (D.21)	20.590,4	20.806,9	22.253,9	23.478,5	24.448,2	26.383,2	27.720,5	27.255,1	28.722,4	29.362,7
Taxes du type TVA (D.211)	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.728,2	17.824,5	17.957,8
TVA grevant les produits	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.728,2	17.824,5	17.957,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	149,8	157,6	166,6	179,9	188,2	198,3	216,8	211,9	234,1	253,1
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	135,6	128,8	132,7	148,8	139,5	140,1	149,6	150,6	155,0	169,7
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	14,4	14,4	16,1	20,6	22,5	25,1	23,5	23,9	24,6	28,1
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	60,0	62,0	68,1	91,9	96,2	99,4	101,3	104,3	105,4	113,4
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	56,9	58,8	58,0	61,3	62,0	68,5	66,4	67,7	72,2	76,3
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	14,0	12,9	13,7	13,2	14,2	13,7	13,4	13,7	12,8	13,2
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	7.705,8	7.694,1	8.433,9	8.831,7	9.325,4	9.704,3	9.972,1	9.895,3	10.223,8	10.681,1
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	4.368,7	4.480,0	4.859,0	5.026,4	5.244,9	5.379,3	5.436,6	5.340,4	5.618,0	5.823,7
Droits d'accises sur les huiles minérales	2.810,4	2.870,1	3.052,2	3.189,5	3.287,8	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3	3.458,8
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	762,9	824,8	903,7	853,4	969,3	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8	1.328,8
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	50,8	48,3	49,7	40,0	52,3	52,5	56,1	56,4	58,1	44,6

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	175,7	170,1	173,9	199,0	196,8	200,0	198,5	196,8	192,0	191,9
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	69,9	72,2	71,1	75,2	76,1	84,0	81,4	83,0	88,5	93,5
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	21,0	20,1	22,3	31,2	31,1	30,7	32,0	30,9	30,1	31,1
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	36,5	34,7	39,8	36,4	37,1	33,9	29,1	35,2	28,5	30,1
Cotisation sur l'énergie	215,0	202,8	219,4	215,7	206,8	205,3	192,5	201,4	192,0	264,1
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	194,6	207,5	300,9	367,6	379,1	376,1	363,1	327,2	335,9	361,4
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	31,1	28,4	25,2	17,2	7,1	13,8	14,0	12,6	26,4	18,5
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,1	0,2	0,1	0,4	0,6	3,2	1,9	1,7	1,3	0,8
Droits de timbres (D.214 B)	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3
Droits de timbres	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	1.611,1	1.471,8	1.651,5	1.898,4	2.204,2	2.309,5	2.428,7	2.355,1	2.324,9	2.498,1
Droits d'enregistrement	1.349,5	1.268,7	1.429,6	1.594,6	1.825,8	1.907,0	1.967,4	2.030,0	2.066,0	2.206,0
Droits d'hypothèque	40,8	28,1	39,9	46,7	42,6	54,5	37,4	39,3	45,9	58,3
Droits de greffe	37,9	41,6	40,6	39,8	39,3	37,2	38,0	38,6	38,6	34,6
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	182,9	133,4	141,4	217,3	296,5	310,8	385,9	247,2	174,4	199,2
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	252,4	247,5
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	252,4	247,5
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0
Taxes sur les jeux et les paris	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	1.125,6	1.162,6	1.176,9	1.208,1	1.198,5	1.222,2	1.282,1	1.329,1	1.409,1	1.523,1
Taxes sur les contrats d'assurance	558,3	585,0	567,6	610,1	603,4	622,8	650,4	665,8	722,6	779,2
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	47,6	49,0	49,5	47,1	46,9	46,0	47,1	47,8	48,6	50,5
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	415,6	416,5	440,3	430,0	422,9	426,8	446,1	464,4	475,7	500,1
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	85,3	88,3	93,3	93,2	91,3	88,6	95,6	97,4	105,7	123,3
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	14,7	19,7	21,7	23,4	28,5	33,0	36,4	47,3	50,3	62,6
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	4,1	4,1	4,5	4,3	5,5	5,0	6,5	6,4	6,2	7,4
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6
Bénéfices de la loterie nationale	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	30,3	32,4	48,2	69,1	70,0	75,5	130,2	89,1	136,0	142,8
Taxe d'affichage	1,3	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	26,8	29,1	44,6	65,1	66,2	71,8	126,2	85,0	131,8	137,7
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,2	2,2	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,9	2,8
Autres impôts sur la production (D.29)	3.600,7	3.827,0	4.040,5	4.440,3	4.524,0	4.691,5	4.673,6	4.938,3	5.008,2	5.310,9
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.220,9	2.401,0	2.629,3	2.755,5	2.862,5	2.856,6	2.897,1	3.060,1	3.411,5	3.694,4
Précompte immobilier (PP)	1.433,2	1.560,0	1.700,7	1.773,0	1.848,0	1.851,4	1.856,9	1.970,2	2.225,9	2.413,4
Précompte immobilier (Soc)	716,3	768,3	837,6	886,6	924,1	925,7	928,5	985,1	1.112,5	1.206,8
Taxe d'ouverture	13,9	14,8	14,7	16,4	14,0	13,3	12,8	10,8	4,2	3,6
Taxe de patente	14,2	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,5	1,9
Taxe régionale (RB-C). A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	43,3	43,9	62,1	71,4	67,7	61,2	93,7	88,7	63,4	68,7
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	352,2	421,7	504,0	535,6	524,7	612,0	595,4	601,1	640,3	631,1
Taxe de circulation payée par les entreprises	317,8	307,1	326,5	344,3	322,5	387,7	376,2	380,5	391,6	417,2
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	34,4	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	49,2	53,8	44,8
Eurovignette	0,0	84,4	77,8	83,6	88,1	82,2	82,4	90,0	111,5	81,5
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	59,7	65,6	68,7	71,8	66,2	81,4	83,4	87,6
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0
Taxe sur les centres de coordination	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	93,2	101,5	114,7	145,9	112,4	121,1	99,5	106,0	101,3	101,5
Taxe sur les déchets industriels (RF et RW)	81,0	89,7	103,9	121,5	92,5	99,8	74,0	72,5	69,0	74,8
Taxe sur le lisier (RF)	4,0	4,0	1,4	9,1	4,8	2,2	10,7	4,6	5,5	4,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	8,2	7,8	9,4	15,3	15,1	19,1	14,8	28,9	26,8	22,7
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	909,6	879,0	767,8	980,0	1.000,0	1.079,4	1.059,2	1.147,3	832,8	861,9
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	20,0	20,1	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	66,2	87,5	72,7	78,9	75,2	53,1	46,4
Annuité de brevets	8,4	6,4	7,1	1,1	11,2	7,3	7,2	5,7	4,6	7,1
Rente de monopole (Belgacom)	71,9	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	62,0	62,0	52,7	52,7	52,7	52,7	52,7	73,7	52,8	73,5
Cotisation unique des sociétés	34,6	34,7	36,7	69,4	79,5	83,3	85,2	99,3	95,9	101,0
Remboursement biologie clinique	48,5	27,5	3,2	1,5	0,6	0,1	-5,3	0,8	66,9	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	254,8	309,8	298,4	295,6	355,7	357,3	346,7	365,0	0,0	0,0

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	37,2	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,0
Autres impôts à la production	409,4	344,1	348,7	456,3	375,6	506,0	493,8	527,6	559,5	612,9
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>31.490,0</b>	<b>33.748,6</b>	<b>34.466,4</b>	<b>37.103,5</b>	<b>39.777,4</b>	<b>40.379,2</b>	<b>43.012,0</b>	<b>44.857,2</b>	<b>45.905,1</b>	<b>45.807,5</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	30.641,9	32.861,2	33.352,8	35.795,3	38.469,5	38.929,2	41.648,8	43.423,6	44.132,5	44.081,2
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	26.139,6	27.891,3	27.640,8	29.432,2	30.608,5	31.058,0	33.316,1	35.136,0	35.805,9	35.865,1
Précompte mobilier (PP)	1.987,2	2.388,2	1.806,3	1.918,0	1.725,1	1.573,4	1.779,4	1.866,7	1.866,1	1.650,2
Précompte professionnel (PP)	20.950,0	21.786,9	22.465,7	23.864,5	25.419,2	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9	30.608,9
Versements anticipés (PP)	2.056,6	2.066,1	1.984,8	2.005,7	2.024,6	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7	1.851,1
Rôles (PP)	854,3	1.281,0	882,5	1.066,5	842,2	873,5	816,7	770,1	967,1	978,7
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	24,9	26,6	25,9	22,9	17,9	26,0	23,1	13,8	11,1	7,2
Cotisation spéciale de sécurité sociale	259,6	333,8	455,0	545,8	569,3	581,6	601,0	670,0	689,8	749,2
Cotisation sur les hauts revenus	1,3	1,0	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,6
Autres impôts sur le revenu	5,7	7,7	20,1	8,4	9,7	8,0	8,4	47,9	56,9	19,2
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	4.446,5	4.881,3	5.630,3	6.263,8	7.761,8	7.703,1	8.089,5	8.092,1	8.087,0	7.906,3
Précompte mobilier (Soc)	792,8	510,2	712,0	731,0	686,1	763,0	548,2	607,2	526,7	497,5
Versements anticipés (Soc)	3.722,6	4.366,3	4.737,6	5.581,7	6.927,0	6.754,9	7.114,9	7.124,8	6.586,2	6.665,1
Impôts des non-résidents (Soc)	22,8	28,4	5,3	11,8	61,2	-22,1	17,2	16,8	-2,3	-13,0
Rôles (Soc)	-101,1	-34,3	167,5	-66,5	81,3	200,1	404,4	330,4	951,7	811,6
Autres impôts sur le revenu	9,4	10,7	7,9	5,8	6,2	7,2	4,8	12,9	24,7	-54,9
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	55,8	88,6	81,7	99,3	99,2	168,1	243,2	195,5	239,6	309,8
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4
Autres impôts sur le revenu	19,1	18,1	22,3	28,1	33,9	39,4	48,1	53,9	49,5	105,4
Autres impôts courants (D.59)	848,1	887,4	1.113,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.433,6	1.772,6	1.726,3
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	230,1	239,8	269,2	420,7	432,1	430,9	416,0	425,7	457,8	435,1
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	75,1	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	105,6	112,7	112,8
Taxes sur les ASBL	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	7,3	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
Impôts de capitation (D.59 B)	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	80,0	74,1
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	14,7	12,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,3	62,1
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	564,1	588,5	774,5	833,2	813,9	956,9	888,6	938,7	962,5	1.023,9
Taxe de circulation payée par les ménages	564,1	588,5	653,2	702,0	676,6	813,2	756,1	775,9	795,6	848,8
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	121,3	131,2	137,3	143,7	132,5	162,8	166,9	175,1
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	272,3	193,2
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2
Autres taxes	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0	40,0

## 5.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>747,7</b>	<b>761,2</b>	<b>830,3</b>	<b>816,0</b>	<b>956,3</b>	<b>1.022,2</b>	<b>1.174,8</b>	<b>1.206,2</b>	<b>1.267,1</b>	<b>1.400,5</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	54,8	62,7
Droits sur les donations	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	54,8	62,7
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	706,0	719,7	786,5	770,0	908,3	967,8	1.115,6	1.145,8	1.212,3	1.337,8
Droits de succession	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7	1.239,4
Taxe sur l'épargne à long terme	98,3	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>56.428,8</b>	<b>59.143,7</b>	<b>61.591,1</b>	<b>65.838,3</b>	<b>69.705,9</b>	<b>72.476,1</b>	<b>76.580,9</b>	<b>78.256,8</b>	<b>80.902,8</b>	<b>81.881,6</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>29.290,3</b>	<b>29.834,0</b>	<b>30.248,4</b>	<b>31.393,3</b>	<b>32.816,3</b>	<b>33.893,1</b>	<b>35.033,4</b>	<b>36.626,0</b>	<b>38.164,1</b>	<b>38.924,8</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	20.002,5	20.655,2	21.056,5	22.037,4	22.934,8	23.415,6
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.851,9	17.936,1	18.171,0	19.013,1	20.002,5	20.655,2	21.056,5	22.037,4	22.934,8	23.415,6
A charge des administrations publiques	2.143,0	2.227,7	2.291,1	2.405,2	2.493,8	2.611,3	2.673,6	2.644,7	2.833,4	3.268,7
A charge des autres secteurs	15.708,9	15.708,4	15.879,9	16.607,9	17.508,7	18.043,9	18.382,9	19.392,7	20.101,4	20.146,9
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8.883,5	9.208,3	9.314,3	9.546,9	9.917,9	10.313,3	10.936,9	11.448,2	11.928,9	12.105,4
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8.877,1	9.201,6	9.305,1	9.536,7	9.909,7	10.307,9	10.931,5	11.441,3	11.924,3	12.101,7
Sur les salaires et traitements bruts	8.877,1	9.201,6	9.305,1	9.536,7	9.909,7	10.307,9	10.931,5	11.441,3	11.924,3	12.101,7
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	3,7
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.554,9	2.689,6	2.763,1	2.833,3	2.895,9	2.924,6	3.040,0	3.140,4	3.300,4	3.403,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.513,0	2.644,0	2.716,3	2.786,6	2.848,2	2.875,4	2.991,2	3.092,6	3.253,0	3.355,7
A charge des travailleurs indépendants	1.974,7	1.965,6	1.981,4	2.023,5	2.069,1	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,2	2.358,2
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	538,3	678,4	734,9	763,1	779,1	797,5	853,3	885,6	951,8	997,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>85.719,1</b>	<b>88.977,7</b>	<b>91.839,5</b>	<b>97.231,6</b>	<b>102.522,2</b>	<b>106.369,2</b>	<b>111.614,3</b>	<b>114.882,8</b>	<b>119.066,9</b>	<b>120.806,4</b>

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>20.180,9</b>	<b>20.449,7</b>	<b>21.699,0</b>	<b>22.590,7</b>	<b>23.518,3</b>	<b>25.353,6</b>	<b>26.598,0</b>	<b>26.179,7</b>	<b>25.667,1</b>	<b>26.108,8</b>
Impôts sur les produits (D.21)	19.626,8	19.839,0	21.120,1	21.862,6	22.783,6	24.615,4	25.877,6	25.432,4	25.369,3	25.745,8
Taxes du type TVA (D.211)	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.728,2	17.824,5	17.957,8
TVA grevant les produits	12.394,4	12.618,8	13.305,3	14.071,6	14.540,7	16.074,3	17.117,9	16.728,2	17.824,5	17.957,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	490,2	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	149,8	157,6	166,6	179,9	188,2	198,3	216,8	211,9	234,1	253,1
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	135,6	128,8	132,7	148,8	139,5	140,1	149,6	150,6	155,0	169,7
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	14,4	14,4	16,1	20,6	22,5	25,1	23,5	23,9	24,6	28,1
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	60,0	62,0	68,1	91,9	96,2	99,4	101,3	104,3	105,4	113,4
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	56,9	58,8	58,0	61,3	62,0	68,5	66,4	67,7	72,2	76,3
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	14,0	12,9	13,7	13,2	14,2	13,7	13,4	13,7	12,8	13,2
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	6.742,2	6.726,2	7.300,1	7.215,8	7.660,8	7.936,5	8.129,2	8.072,6	6.870,7	7.064,2
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	4.174,1	4.272,5	4.558,1	4.658,8	4.865,8	5.003,2	5.073,5	5.013,2	5.282,1	5.462,3
Droits d'accises sur les huiles minérales	2.810,4	2.870,1	3.052,2	3.189,5	3.287,8	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3	3.458,8
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	762,9	824,8	903,7	853,4	969,3	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8	1.328,8
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	50,8	48,3	49,7	40,0	52,3	52,5	56,1	56,4	58,1	44,6

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	175,7	170,1	173,9	199,0	196,8	200,0	198,5	196,8	192,0	191,9
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	69,9	72,2	71,1	75,2	76,1	84,0	81,4	83,0	88,5	93,5
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	21,0	20,1	22,3	31,2	31,1	30,7	32,0	30,9	30,1	31,1
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	36,5	34,7	39,8	36,4	37,1	33,9	29,1	35,2	28,5	30,1
Cotisation sur l'énergie	215,0	202,8	219,4	215,7	206,8	205,3	192,5	201,4	192,0	264,1
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	31,1	28,4	25,2	17,2	7,1	13,8	14,0	12,6	26,4	18,5
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,1	0,2	0,1	0,4	0,6	3,2	1,9	1,7	1,3	0,8
Droits de timbres (D.214 B)	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3
Droits de timbres	142,6	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	1.161,5	1.033,4	1.172,6	1.363,4	1.624,8	1.636,7	1.748,2	1.648,6	421,3	410,1
Droits d'enregistrement	899,9	830,3	950,7	1.059,6	1.246,4	1.234,2	1.286,9	1.323,5	162,4	118,0
Droits d'hypothèque	40,8	28,1	39,9	46,7	42,6	54,5	37,4	39,3	45,9	58,3
Droits de greffe	37,9	41,6	40,6	39,8	39,3	37,2	38,0	38,6	38,6	34,6
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	182,9	133,4	141,4	217,3	296,5	310,8	385,9	247,2	174,4	199,2
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	188,6	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	894,1	926,3	924,9	614,4	608,9	627,8	656,9	672,2	728,8	786,6
Taxes sur les contrats d'assurance	558,3	585,0	567,6	610,1	603,4	622,8	650,4	665,8	722,6	779,2
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	47,6	49,0	49,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	198,8	199,9	210,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	85,3	88,3	93,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	4,1	4,1	4,5	4,3	5,5	5,0	6,5	6,4	6,2	7,4
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6
Bénéfices de la loterie nationale	180,0	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	1,3	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3
Taxe d'affichage	1,3	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	554,1	610,7	578,9	728,1	734,7	738,2	720,4	747,3	297,8	363,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	14,2	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,5	1,9
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	14,2	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,5	1,9
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	288,9	363,6	434,3	462,2	450,0	506,4	490,6	491,9	83,4	87,6
Taxe de circulation payée par les entreprises	288,9	279,2	296,8	313,0	293,2	352,4	342,0	320,5	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	84,4	77,8	83,6	88,1	82,2	82,4	90,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	59,7	65,6	68,7	71,8	66,2	81,4	83,4	87,6
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0
Taxe sur les centres de coordination	24,8	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	226,2	209,3	105,7	234,5	251,6	204,4	202,2	226,3	186,6	251,5
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	20,0	20,1	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	66,2	87,5	72,7	78,9	75,2	53,1	46,4
Annuité de brevets	8,4	6,4	7,1	1,1	11,2	7,3	7,2	5,7	4,6	7,1
Rente de monopole (Belgacom)	71,9	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	62,0	62,0	52,7	52,7	52,7	52,7	52,7	73,7	52,8	73,5
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	37,2	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,0
Autres impôts à la production	63,9	46,4	24,9	77,3	63,0	71,7	63,4	71,7	76,1	103,5
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>29.430,4</b>	<b>31.469,4</b>	<b>32.135,2</b>	<b>34.438,0</b>	<b>37.118,5</b>	<b>37.528,3</b>	<b>40.588,4</b>	<b>41.825,9</b>	<b>41.944,6</b>	<b>41.473,8</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	28.885,4	30.901,7	31.383,0	33.581,9	36.265,3	36.527,3	39.636,3	40.872,4	41.637,4	41.158,9
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	24.383,1	25.931,8	25.671,0	27.218,8	28.404,3	28.656,1	31.303,6	32.584,8	33.310,8	32.942,8
Précompte mobilier (PP)	1.987,2	2.388,2	1.806,3	1.918,0	1.725,1	1.573,4	1.779,4	1.866,7	1.866,1	1.650,2
Précompte professionnel (PP)	20.950,0	21.786,9	22.465,7	23.864,5	25.419,2	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9	30.608,9
Versements anticipés (PP)	2.056,6	2.066,1	1.984,8	2.005,7	2.024,6	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7	1.851,1
Rôles (PP)	-641,3	-343,7	-693,8	-662,7	-792,2	-946,3	-594,3	-1.110,6	-837,9	-1.193,8
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	24,9	26,6	25,9	22,9	17,9	26,0	23,1	13,8	11,1	7,2
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	62,0	62,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	5,7	7,7	20,1	8,4	9,7	8,0	8,4	47,9	56,9	19,2
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	4.446,5	4.881,3	5.630,3	6.263,8	7.761,8	7.703,1	8.089,5	8.092,1	8.087,0	7.906,3
Précompte mobilier (Soc)	792,8	510,2	712,0	731,0	686,1	763,0	548,2	607,2	526,7	497,5
Versements anticipés (Soc)	3.722,6	4.366,3	4.737,6	5.581,7	6.927,0	6.754,9	7.114,9	7.124,8	6.586,2	6.665,1
Impôts des non-résidents (Soc)	22,8	28,4	5,3	11,8	61,2	-22,1	17,2	16,8	-2,3	-13,0
Rôles (Soc)	-101,1	-34,3	167,5	-66,5	81,3	200,1	404,4	330,4	951,7	811,6
Autres impôts sur le revenu	9,4	10,7	7,9	5,8	6,2	7,2	4,8	12,9	24,7	-54,9
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	55,8	88,6	81,7	99,3	99,2	168,1	243,2	195,5	239,6	309,8
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	36,7	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4
Autres impôts sur le revenu	19,1	18,1	22,3	28,1	33,9	39,4	48,1	53,9	49,5	105,4
Autres impôts courants (D.59)	545,0	567,7	752,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	32,2	32,7	37,1	86,7	100,8	118,0	132,2	137,3	140,3	139,8
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	24,9	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	7,3	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	512,8	535,0	715,1	769,4	752,4	883,0	819,9	816,2	166,9	175,1
Taxe de circulation payée par les ménages	512,8	535,0	593,8	638,2	615,1	739,3	687,4	653,4	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	121,3	131,2	137,3	143,7	132,5	162,8	166,9	175,1
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>140,0</b>	<b>114,5</b>	<b>93,1</b>	<b>103,0</b>	<b>112,4</b>	<b>129,2</b>	<b>132,9</b>	<b>133,5</b>	<b>83,6</b>	<b>98,4</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	0,0	0,0
Droits sur les donations	41,7	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	98,3	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	98,3	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>49.751,3</b>	<b>52.033,6</b>	<b>53.927,3</b>	<b>57.131,7</b>	<b>60.749,2</b>	<b>63.011,1</b>	<b>67.319,3</b>	<b>68.139,1</b>	<b>67.695,3</b>	<b>67.681,0</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>1.051,0</b>	<b>1.180,7</b>	<b>1.182,8</b>	<b>1.255,8</b>	<b>1.254,1</b>	<b>1.272,2</b>	<b>1.321,3</b>	<b>1.324,4</b>	<b>1.389,3</b>	<b>1.768,7</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	204,5	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2
A charge des administrations publiques	120,5	129,8	130,9	132,9	119,2	140,1	147,3	150,5	164,0	468,5
A charge des autres secteurs	84,0	97,9	76,3	142,1	148,3	140,1	149,6	124,5	142,2	142,7
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5
Sur les salaires et traitements bruts	828,5	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	18,0	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>50.802,3</b>	<b>53.214,3</b>	<b>55.110,1</b>	<b>58.387,5</b>	<b>62.003,3</b>	<b>64.283,3</b>	<b>68.640,6</b>	<b>69.463,5</b>	<b>69.084,6</b>	<b>69.449,7</b>

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>1.256,2</b>	<b>1.320,8</b>	<b>1.495,7</b>	<b>1.675,8</b>	<b>1.758,3</b>	<b>1.873,8</b>	<b>1.863,3</b>	<b>1.901,2</b>	<b>3.449,1</b>	<b>3.642,0</b>
Impôts sur les produits (D.21)	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1	2.739,9
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	703,1	700,3	834,8	954,7	1.006,3	1.099,1	1.088,9	1.078,0	2.538,1	2.739,9
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	194,6	207,5	300,9	367,6	379,1	376,1	363,1	327,2	335,9	361,4
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	194,6	207,5	300,9	367,6	379,1	376,1	363,1	327,2	335,9	361,4
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	449,6	438,4	478,9	535,0	579,4	672,8	680,5	706,5	1.903,6	2.088,0
Droits d'enregistrement	449,6	438,4	478,9	535,0	579,4	672,8	680,5	706,5	1.903,6	2.088,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	252,4	247,5
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	252,4	247,5
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0
Taxes sur les jeux et les paris	58,9	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	553,1	620,5	660,9	721,1	752,0	774,7	774,4	823,2	911,0	902,1
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	166,3	175,8	199,9	217,6	218,7	201,8	231,9	245,5	251,4	236,7
Précompte immobilier (PP)	72,3	78,5	82,5	86,5	91,3	84,9	83,6	97,3	122,4	109,2
Précompte immobilier (Soc)	36,8	38,6	40,6	43,3	45,7	42,4	41,8	48,7	61,4	55,2
Taxe d'ouverture	13,9	14,8	14,7	16,4	14,0	13,3	12,8	10,8	4,2	3,6
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	43,3	43,9	62,1	71,4	67,7	61,2	93,7	88,7	63,4	68,7
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	34,4	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	74,6	521,3	505,6
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,4	356,0	379,3
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	34,4	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	49,2	53,8	44,8
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	111,5	81,5
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	93,2	101,5	114,7	145,9	112,4	121,1	99,5	106,0	101,3	101,5
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	81,0	89,7	103,9	121,5	92,5	99,8	74,0	72,5	69,0	74,8
Taxe sur le lisier (RF)	4,0	4,0	1,4	9,1	4,8	2,2	10,7	4,6	5,5	4,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	8,2	7,8	9,4	15,3	15,1	19,1	14,8	28,9	26,8	22,7
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	259,2	313,0	306,3	315,5	375,5	381,5	372,4	397,1	37,0	58,3
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	254,8	309,8	298,4	295,6	355,7	357,3	346,7	365,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Autres impôts à la production	4,4	3,2	7,9	19,9	19,8	24,2	25,7	32,1	37,0	58,3
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>19,5</b>	<b>21,9</b>	<b>32,5</b>	<b>17,0</b>	<b>24,3</b>	<b>24,6</b>	<b>20,2</b>	<b>82,8</b>	<b>813,1</b>	<b>998,4</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	998,9
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	80,0	74,1
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	19,5	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	14,7	12,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,3	62,1
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,0	723,3	771,6
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,0	723,3	771,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 5.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>607,7</b>	<b>646,7</b>	<b>737,2</b>	<b>713,0</b>	<b>843,9</b>	<b>893,0</b>	<b>1.041,9</b>	<b>1.072,7</b>	<b>1.183,5</b>	<b>1.302,1</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,8	62,7
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,8	62,7
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7	1.239,4
Droits de succession	607,7	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7	1.239,4
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>1.883,4</b>	<b>1.989,4</b>	<b>2.265,4</b>	<b>2.405,8</b>	<b>2.626,5</b>	<b>2.791,4</b>	<b>2.925,4</b>	<b>3.056,7</b>	<b>5.445,7</b>	<b>5.942,5</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>0,0</b>									
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>1.883,4</b>	<b>1.989,4</b>	<b>2.265,4</b>	<b>2.405,8</b>	<b>2.626,5</b>	<b>2.791,4</b>	<b>2.925,4</b>	<b>3.056,7</b>	<b>5.445,7</b>	<b>5.942,5</b>

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>2.410,4</b>	<b>2.533,6</b>	<b>2.760,8</b>	<b>2.920,2</b>	<b>2.957,2</b>	<b>3.095,2</b>	<b>3.098,9</b>	<b>3.267,7</b>	<b>3.636,6</b>	<b>3.944,8</b>
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	2.410,4	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.267,7	3.636,6	3.944,8
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.040,4	2.211,2	2.415,2	2.529,8	2.635,1	2.649,8	2.660,0	2.809,3	3.154,6	3.455,8
Précompte immobilier (PP)	1.360,9	1.481,5	1.618,2	1.686,5	1.756,7	1.766,5	1.773,3	1.872,9	2.103,5	2.304,2
Précompte immobilier (Soc)	679,5	729,7	797,0	843,3	878,4	883,3	886,7	936,4	1.051,1	1.151,6
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	28,9	27,9	29,7	31,3	29,3	35,3	34,2	34,6	35,6	37,9
Taxe de circulation payée par les entreprises	28,9	27,9	29,7	31,3	29,3	35,3	34,2	34,6	35,6	37,9
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	341,1	294,5	315,9	359,1	292,8	410,1	404,7	423,8	446,4	451,1
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Autres impôts à la production	341,1	294,5	315,9	359,1	292,8	410,1	404,7	423,8	446,4	451,1
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>1.656,4</b>	<b>1.801,1</b>	<b>1.786,8</b>	<b>1.943,4</b>	<b>1.834,6</b>	<b>2.029,7</b>	<b>1.619,8</b>	<b>2.095,2</b>	<b>2.252,5</b>	<b>2.403,0</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	1.495,6	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	160,8	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	214,5	225,0	230,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	75,1	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	105,6	112,7	112,8
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	75,1	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	105,6	112,7	112,8
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	51,3	53,5	59,4	63,8	61,5	73,9	68,7	70,5	72,3	77,2
Taxe de circulation payée par les ménages	51,3	53,5	59,4	63,8	61,5	73,9	68,7	70,5	72,3	77,2
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0	40,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	34,4	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0	40,0

## 5.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>4.066,8</b>	<b>4.334,7</b>	<b>4.547,6</b>	<b>4.863,6</b>	<b>4.791,8</b>	<b>5.124,9</b>	<b>4.718,7</b>	<b>5.362,9</b>	<b>5.889,1</b>	<b>6.347,8</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>91,8</b>	<b>79,6</b>	<b>72,2</b>	<b>20,2</b>	<b>15,9</b>	<b>15,9</b>	<b>15,9</b>	<b>15,9</b>	<b>16,0</b>	<b>16,0</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0	16,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0	16,0
Sur les salaires et traitements bruts	91,8	79,6	72,2	20,2	15,9	15,9	15,9	15,9	16,0	16,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>4.158,6</b>	<b>4.414,3</b>	<b>4.619,8</b>	<b>4.883,8</b>	<b>4.807,7</b>	<b>5.140,8</b>	<b>4.734,6</b>	<b>5.378,8</b>	<b>5.905,1</b>	<b>6.363,8</b>

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>343,6</b>	<b>329,8</b>	<b>338,9</b>	<b>732,1</b>	<b>738,4</b>	<b>752,1</b>	<b>833,9</b>	<b>844,8</b>	<b>977,8</b>	<b>978,0</b>
Impôts sur les produits (D.21)	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	877,0
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	260,5	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	877,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	231,5	236,3	252,0	593,7	589,6	594,4	625,2	656,9	680,3	736,5
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	47,1	46,9	46,0	47,1	47,8	48,6	50,5
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	216,8	216,6	230,3	430,0	422,9	426,8	446,1	464,4	475,7	500,1
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	93,2	91,3	88,6	95,6	97,4	105,7	123,3
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	14,7	19,7	21,7	23,4	28,5	33,0	36,4	47,3	50,3	62,6
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	29,0	31,3	47,0	67,5	68,7	74,3	128,8	87,8	134,7	140,5
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	26,8	29,1	44,6	65,1	66,2	71,8	126,2	85,0	131,8	137,7
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,2	2,2	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,9	2,8
Autres impôts sur la production (D.29)	83,1	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	162,8	101,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	83,1	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	162,8	101,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	34,6	34,7	36,7	69,4	79,5	83,3	85,2	99,3	95,9	101,0
Remboursement biologie clinique	48,5	27,5	3,2	1,5	0,6	0,1	-5,3	0,8	66,9	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>383,7</b>	<b>456,2</b>	<b>511,9</b>	<b>705,1</b>	<b>800,0</b>	<b>796,6</b>	<b>783,6</b>	<b>853,3</b>	<b>894,9</b>	<b>932,3</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,8
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	260,9	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,8
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	259,6	333,8	393,0	483,8	569,3	581,6	601,0	670,0	689,8	749,2
Cotisation sur les hauts revenus	1,3	1,0	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,6
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	122,8	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	182,5
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>727,3</b>	<b>786,0</b>	<b>850,8</b>	<b>1.437,2</b>	<b>1.538,4</b>	<b>1.548,7</b>	<b>1.617,5</b>	<b>1.698,1</b>	<b>1.872,7</b>	<b>1.910,3</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>28.147,5</b>	<b>28.573,7</b>	<b>28.993,4</b>	<b>30.117,3</b>	<b>31.546,3</b>	<b>32.605,0</b>	<b>33.696,2</b>	<b>35.285,7</b>	<b>36.758,8</b>	<b>37.140,1</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.735,0	20.375,0	20.759,6	21.762,4	22.628,6	22.804,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.647,4	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.735,0	20.375,0	20.759,6	21.762,4	22.628,6	22.804,4
A charge des administrations publiques	2.022,5	2.097,9	2.160,2	2.272,3	2.374,6	2.471,2	2.526,3	2.494,2	2.669,4	2.800,2
A charge des autres secteurs	15.624,9	15.610,5	15.803,6	16.465,8	17.360,4	17.903,8	18.233,3	19.268,2	19.959,2	20.004,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	7.963,2	8.274,6	8.374,5	8.658,9	9.028,8	9.427,6	10.023,6	10.514,7	10.967,2	11.082,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	7.956,8	8.267,9	8.365,3	8.648,7	9.020,6	9.422,2	10.018,2	10.507,8	10.962,6	11.079,2
Sur les salaires et traitements bruts	7.956,8	8.267,9	8.365,3	8.648,7	9.020,6	9.422,2	10.018,2	10.507,8	10.962,6	11.079,2
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,4	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	3,7
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.536,9	2.590,7	2.655,1	2.720,3	2.782,5	2.802,4	2.913,0	3.008,6	3.163,0	3.252,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.495,0	2.545,1	2.608,3	2.673,6	2.734,8	2.753,2	2.864,2	2.960,8	3.115,6	3.204,7
A charge des travailleurs indépendants	1.974,7	1.965,6	1.981,4	2.023,5	2.069,1	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,2	2.358,2
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	520,3	579,5	626,9	650,1	665,7	675,3	726,3	753,8	814,4	846,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	41,9	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>28.874,8</b>	<b>29.359,7</b>	<b>29.844,2</b>	<b>31.554,5</b>	<b>33.084,7</b>	<b>34.153,7</b>	<b>35.313,7</b>	<b>36.983,8</b>	<b>38.631,5</b>	<b>39.050,4</b>

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>2.222,6</b>	<b>2.223,1</b>	<b>2.071,6</b>	<b>2.218,6</b>	<b>2.236,6</b>	<b>2.186,2</b>	<b>2.395,1</b>	<b>2.476,5</b>	<b>2.256,4</b>	<b>2.413,4</b>
Impôts sur les produits (D.21)	2.222,6	2.223,1	2.071,6	2.218,6	2.236,6	2.186,2	2.395,1	2.476,5	2.256,4	2.413,4
Taxes du type TVA (D.211)	1.172,4	1.119,5	1.014,9	987,7	962,2	937,9	1.011,5	1.089,4	826,3	822,8
TVA grevant les produits	1.172,4	1.119,5	1.014,9	987,7	962,2	937,9	1.011,5	1.089,4	826,3	822,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	953,4	1.011,2	971,9	1.156,7	1.203,4	1.162,6	1.308,8	1.341,2	1.379,7	1.560,6
Droits sur les importations (D.2121)	914,7	984,7	938,0	1.126,3	1.159,4	1.128,6	1.280,8	1.317,9	1.359,7	1.536,6
Droits d'entrée, y compris droits CECA	914,7	984,7	938,0	1.126,3	1.159,4	1.128,6	1.280,8	1.317,9	1.359,7	1.536,6
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	38,7	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	20,0	24,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	38,7	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	20,0	24,0
Prélèvements agricoles	38,7	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	20,0	24,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	96,8	92,4	84,8	74,2	71,0	85,7	74,8	45,9	50,4	30,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	96,8	92,4	84,8	74,2	71,0	85,7	74,8	45,9	50,4	30,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	84,9	81,3	69,7	66,3	64,8	72,9	74,8	45,9	50,4	30,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	5,4	5,4	9,5	1,8	6,2	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	6,8	5,7	5,6	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 5.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>									
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>2.222,6</b>	<b>2.223,1</b>	<b>2.071,6</b>	<b>2.218,6</b>	<b>2.236,6</b>	<b>2.186,2</b>	<b>2.395,1</b>	<b>2.476,5</b>	<b>2.256,4</b>	<b>2.413,4</b>
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>0,0</b>									
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>2.222,6</b>	<b>2.223,1</b>	<b>2.071,6</b>	<b>2.218,6</b>	<b>2.236,6</b>	<b>2.186,2</b>	<b>2.395,1</b>	<b>2.476,5</b>	<b>2.256,4</b>	<b>2.413,4</b>

## 5.7 PRÉLEVÉS POUR FINANCER D'AUTRES SOUS-SECTEURS

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Transferts de recettes fiscales</b>	<b>19.920,0</b>	<b>21.020,5</b>	<b>22.114,3</b>	<b>23.753,8</b>	<b>24.798,4</b>	<b>26.246,0</b>	<b>26.885,3</b>	<b>28.873,1</b>	<b>27.115,6</b>	<b>28.437,4</b>
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	17.861,3	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6
TVA grevant les produits	8.453,4	8.571,5	8.578,4	8.912,0	8.960,1	9.101,2	9.203,6	9.671,7	9.938,5	10.294,4
Précompte professionnel (PP)	9.407,9	10.172,6	10.724,4	11.763,1	12.722,1	13.763,2	13.830,0	15.626,3	12.549,5	13.344,2
Aux administrations locales	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3
TVA grevant les produits	74,4	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3
Aux administrations de sécurité sociale	1.984,2	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5
TVA grevant les produits	519,4	1.594,1	2.079,5	2.967,2	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.488,5	4.438,8	4.523,1
Droits d'accise	399,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5
Droits d'accise sur les huiles minérales	127,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur le tabac	56,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	215,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	644,5	555,3	555,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier	336,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP) - Stock options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,0	93,8	67,9
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	12,1	12,3	14,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	50,5	50,4	61,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	21,7	22,3	27,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



# DÉTAIL DES PRESTATIONS SOCIALES



## 6.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>43.845,5</b>	<b>45.718,0</b>	<b>47.428,7</b>	<b>48.363,5</b>	<b>49.761,2</b>	<b>51.293,0</b>	<b>53.248,6</b>	<b>55.948,0</b>	<b>59.128,6</b>	<b>62.757,2</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	11.295,0	12.201,0	13.068,6	13.047,4	13.598,5	14.510,1	15.501,1	16.695,8	17.402,0	18.964,0
Soins de santé	10.313,7	11.155,2	11.972,8	11.830,8	12.420,3	13.145,2	13.933,9	14.959,9	15.360,9	16.776,7
Salariés	9.453,1	10.274,8	11.025,3	10.933,4	11.480,0	12.142,4	12.873,2	13.818,2	14.201,2	15.536,4
Indépendants	754,8	780,4	849,9	804,6	844,6	901,2	963,8	1.046,6	1.065,2	1.150,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	81,5	80,1	78,4	73,6	71,3	74,3	69,6	65,4	64,5	60,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	24,3	19,9	19,2	19,2	24,4	27,3	27,3	29,7	30,0	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,5	133,2
Autres prestations sociales en nature	981,3	1.045,8	1.095,8	1.216,6	1.178,2	1.364,9	1.567,2	1.735,9	1.972,6	2.054,1
Prestations sociales en espèces	32.550,5	33.517,0	34.360,1	35.316,1	36.162,7	36.782,9	37.747,5	39.252,2	41.726,6	43.793,2
Indemnités maladie-invalidité	2.430,5	2.482,0	2.543,3	2.546,7	2.634,8	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.205,6	3.403,4
Salariés	2.294,3	2.343,9	2.404,5	2.410,3	2.497,6	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.039,9	3.211,0
Indépendants	136,2	138,1	138,8	136,4	137,2	136,9	140,3	153,3	165,7	192,4
Chômage	4.307,3	4.218,8	4.421,8	4.462,2	4.514,6	4.492,0	4.380,6	4.623,3	5.332,8	5.731,3
Prépensions	1.290,5	1.293,6	1.304,9	1.308,2	1.254,3	1.214,9	1.163,0	1.165,4	1.158,1	1.189,0
Interruption de carrière et crédit-temps	135,9	131,8	130,4	137,7	160,2	196,9	235,7	275,1	360,4	437,1
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	12.264,6	12.723,5	13.109,8	13.457,8	13.810,1	14.148,8	14.549,3	15.109,7	15.722,8	16.285,9
Salariés	10.403,2	10.791,9	11.145,9	11.468,9	11.804,9	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.544,6	14.034,1
Indépendants	1.631,7	1.692,4	1.716,1	1.734,6	1.746,6	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.906,2	1.971,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	229,7	239,2	247,8	254,3	258,6	260,3	262,8	267,7	272,0	280,5
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	4.560,5	4.817,6	4.968,8	5.417,8	5.639,8	5.776,4	5.988,2	6.243,8	6.614,7	6.957,0
Fonds des veuves et orphelins	713,3	749,6	768,1	794,2	812,5	829,8	854,5	878,5	914,1	933,4
Pool des parastataux	111,5	112,0	129,4	132,7	143,4	152,7	170,6	172,5	179,9	212,2
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	296,7	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6
La Poste	0,0	0,0	0,0	263,5	275,5	287,3	299,7	314,1	329,4	338,7
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	25,8	55,0
Régime d'employeurs	3.439,0	3.629,6	3.729,1	3.839,4	3.970,5	4.048,6	4.180,8	4.364,5	4.637,7	4.851,1
Allocations familiales (secteur privé)	3.186,3	3.257,0	3.314,5	3.354,6	3.389,5	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.605,9	3.674,5
Salariés	2.833,1	2.898,5	2.955,9	2.989,2	3.021,3	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,6	3.303,3
Indépendants	332,0	335,5	334,4	338,9	341,0	322,6	316,0	332,2	332,2	336,2
Prestations familiales garanties	21,2	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,1	35,0
Allocations familiales (secteur public)	676,9	704,3	790,7	824,4	851,4	863,4	901,2	923,8	960,0	1.002,5
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	218,9	229,2	240,6	249,2	255,4	251,2	283,5	281,9	302,3	316,8
Régime d'employeurs	458,0	475,1	550,1	575,2	596,0	612,2	617,7	641,9	657,7	685,7
Accidents de travail	152,6	154,5	152,7	152,8	158,5	168,4	161,5	164,2	169,1	167,9
Maladies professionnelles	365,7	358,9	349,0	336,4	335,9	316,3	324,3	325,0	326,0	329,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	297,4	336,4	368,3	408,5	399,1	423,8	426,2	420,1	536,2	536,2
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	235,8	235,2	231,0	232,9	230,8	226,8	249,1	257,7	257,7	263,7
Allocations aux handicapés	860,9	904,5	867,8	881,5	901,6	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2	1.294,9
Pensions de guerre	352,4	336,1	322,1	303,6	288,6	270,9	250,8	236,0	223,2	211,9
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	653,3	744,2	684,9	671,0	773,8	782,0	875,2	965,1	1.000,7	1.075,8
Autres prestations sociales en espèces	779,9	818,6	800,1	820,0	819,7	830,9	990,9	985,0	1.146,2	1.233,1

## 6.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>4.910,8</b>	<b>5.199,2</b>	<b>5.269,6</b>	<b>5.608,6</b>	<b>5.658,8</b>	<b>5.751,1</b>	<b>5.904,3</b>	<b>5.989,1</b>	<b>6.130,5</b>	<b>6.556,0</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	861,4	1.028,3	1.103,5	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5
Soins de santé	861,4	1.028,3	1.103,5	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5
Salariés	712,6	895,7	949,6	933,0	913,0	946,3	963,0	1.001,4	996,2	1.113,0
Indépendants	67,3	52,5	75,5	70,3	68,6	70,1	73,4	78,4	78,9	87,2
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	81,5	80,1	78,4	73,6	71,3	74,3	69,6	65,4	64,5	60,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces	4.049,4	4.170,9	4.166,1	4.531,7	4.605,9	4.660,4	4.798,3	4.843,9	4.990,9	5.295,5
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.174,5	2.246,8	2.250,5	2.595,3	2.651,5	2.699,5	2.807,0	2.842,4	2.955,7	3.050,2
Fonds des veuves et orphelins	713,3	749,6	768,1	794,2	812,5	829,8	854,5	878,5	914,1	933,4
Pool des parastataux	111,5	112,0	129,4	132,7	143,4	152,7	170,6	172,5	179,9	212,2
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	263,5	275,5	287,3	299,7	314,1	329,4	338,7
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	25,8	55,0
Régime d'employeurs	1.349,7	1.385,2	1.353,0	1.404,9	1.420,1	1.429,7	1.482,2	1.471,8	1.506,5	1.510,9
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	174,0	177,2	231,9	248,9	261,0	260,5	251,5	259,5	257,3	269,7
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	174,0	177,2	231,9	248,9	261,0	260,5	251,5	259,5	257,3	269,7
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	235,8	235,2	231,0	232,9	230,8	226,8	249,1	257,7	257,7	263,7
Allocations aux handicapés	860,9	904,5	867,8	881,5	901,6	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2	1.294,9
Pensions de guerre	352,4	336,1	322,1	303,6	288,6	270,9	250,8	236,0	223,2	211,9
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	251,8	271,1	262,8	269,5	272,4	251,0	250,3	222,7	189,8	205,1

### 6.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>2.634,6</b>	<b>2.781,7</b>	<b>2.964,6</b>	<b>3.156,4</b>	<b>3.263,7</b>	<b>3.544,8</b>	<b>3.821,8</b>	<b>4.161,4</b>	<b>4.704,4</b>	<b>4.947,8</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7	1.571,1
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	764,1	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.527,7	1.571,1
Prestations sociales en espèces	1.870,5	1.992,1	2.146,0	2.260,0	2.378,6	2.483,3	2.670,9	2.845,9	3.176,7	3.376,7
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prévisions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	1.231,7	1.372,0	1.498,8	1.591,8	1.688,8	1.785,2	1.899,9	2.061,4	2.258,8	2.427,0
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	1.231,7	1.372,0	1.498,8	1.591,8	1.688,8	1.785,2	1.899,9	2.061,4	2.258,8	2.427,0
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	245,6	258,1	278,6	286,7	295,3	310,8	323,4	337,3	353,4	367,6
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	245,6	258,1	278,6	286,7	295,3	310,8	323,4	337,3	353,4	367,6
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	393,2	362,0	368,6	381,5	394,5	387,3	447,6	447,2	564,5	582,1

## 6.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>1.453,4</b>	<b>1.521,8</b>	<b>1.579,6</b>	<b>1.606,2</b>	<b>1.594,0</b>	<b>1.616,6</b>	<b>1.762,3</b>	<b>1.825,4</b>	<b>2.014,8</b>	<b>2.115,2</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	422,7
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	188,6	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	422,7
Prestations sociales en espèces	1.264,8	1.293,8	1.346,6	1.347,8	1.352,6	1.362,3	1.399,4	1.461,8	1.630,4	1.692,5
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prévisions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	857,6	872,4	877,3	842,7	861,6	833,7	798,7	831,3	872,4	913,2
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	857,6	872,4	877,3	842,7	861,6	833,7	798,7	831,3	872,4	913,2
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	28,1	29,0	28,2	28,4	28,7	29,2	30,2	31,6	31,9	32,8
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	28,1	29,0	28,2	28,4	28,7	29,2	30,2	31,6	31,9	32,8
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	297,4	336,4	368,3	408,5	399,1	423,8	426,2	420,1	536,2	536,2
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	81,7	56,0	72,8	68,2	63,2	75,6	144,3	178,8	189,9	210,3

## 6.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>34.846,7</b>	<b>36.215,3</b>	<b>37.614,9</b>	<b>37.992,3</b>	<b>39.244,7</b>	<b>40.380,5</b>	<b>41.760,2</b>	<b>43.972,1</b>	<b>46.278,9</b>	<b>49.138,2</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	9.480,9	10.155,1	10.913,5	10.815,7	11.419,1	12.103,6	12.881,3	13.871,5	14.350,3	15.709,7
Soins de santé	9.452,3	10.126,9	10.869,3	10.753,9	11.367,4	12.054,5	12.827,9	13.814,7	14.221,3	15.516,2
Salariés	8.740,5	9.379,1	10.075,7	10.000,4	10.567,0	11.196,1	11.910,2	12.816,8	13.205,0	14.423,4
Indépendants	687,5	727,9	774,4	734,3	776,0	831,1	890,4	968,2	986,3	1.062,8
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	24,3	19,9	19,2	19,2	24,4	27,3	27,3	29,7	30,0	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,5	133,2
Autres prestations sociales en nature	28,6	28,2	44,2	61,8	51,7	49,1	53,4	56,8	60,5	60,3
Prestations sociales en espèces	25.365,8	26.060,2	26.701,4	27.176,6	27.825,6	28.276,9	28.878,9	30.100,6	31.928,6	33.428,5
Indemnités maladie-invalidité	2.430,5	2.482,0	2.543,3	2.546,7	2.634,8	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.205,6	3.403,4
Salariés	2.294,3	2.343,9	2.404,5	2.410,3	2.497,6	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.039,9	3.211,0
Indépendants	136,2	138,1	138,8	136,4	137,2	136,9	140,3	153,3	165,7	192,4
Chômage	4.307,3	4.218,8	4.421,8	4.462,2	4.514,6	4.492,0	4.380,6	4.623,3	5.332,8	5.731,3
Prépensions	1.290,5	1.293,6	1.304,9	1.308,2	1.254,3	1.214,9	1.163,0	1.165,4	1.158,1	1.189,0
Interruption de carrière et crédit-temps	135,9	131,8	130,4	137,7	160,2	196,9	235,7	275,1	360,4	437,1
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	12.264,6	12.723,5	13.109,8	13.457,8	13.810,1	14.148,8	14.549,3	15.109,7	15.722,8	16.285,9
Salariés	10.403,2	10.791,9	11.145,9	11.468,9	11.804,9	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.544,6	14.034,1
Indépendants	1.631,7	1.692,4	1.716,1	1.734,6	1.746,6	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.906,2	1.971,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	229,7	239,2	247,8	254,3	258,6	260,3	262,8	267,7	272,0	280,5
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	296,7	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	296,7	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6
La Poste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	3.186,3	3.257,0	3.314,5	3.354,6	3.389,5	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.605,9	3.674,5
Salariés	2.833,1	2.898,5	2.955,9	2.989,2	3.021,3	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,6	3.303,3
Indépendants	332,0	335,5	334,4	338,9	341,0	322,6	316,0	332,2	332,2	336,2
Prestations familiales garanties	21,2	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,1	35,0
Allocations familiales (secteur public)	229,2	240,0	252,0	260,4	266,4	262,9	296,1	295,4	317,4	332,4
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	218,9	229,2	240,6	249,2	255,4	251,2	283,5	281,9	302,3	316,8
Régime d'employeurs	10,3	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,1	15,6
Accidents de travail	152,6	154,5	152,7	152,8	158,5	168,4	161,5	164,2	169,1	167,9
Maladies professionnelles	365,7	358,9	349,0	336,4	335,9	316,3	324,3	325,0	326,0	329,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	653,3	744,2	684,9	671,0	773,8	782,0	875,2	965,1	1.000,7	1.075,8
Autres prestations sociales en espèces	53,2	129,5	95,9	100,8	89,6	117,0	148,7	136,3	202,0	235,6



## PUBLICATIONS DES COMPTES NATIONAUX ET RÉGIONAUX DE L'ICN

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/DQ/F/PlanningPapPub.htm>.

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive [Belgostat online](#). Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

### 1. COMPTES NATIONAUX DÉTAILLÉS

La publication des comptes nationaux détaillés paraît dans le courant du mois d'octobre. Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

### 2. COMPTES TRIMESTRIELS ET PREMIÈRE ESTIMATION DES AGRÉGATS ANNUELS

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats des comptes nationaux. Ils paraissent quatre fois par an, 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des agrégats annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, qui sont totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, estiment les principaux agrégats selon à la fois l'optique dépenses, l'optique revenus et l'optique production. Ils incluent également les principaux soldes des comptes des secteurs pour l'économie totale. L'emploi et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de publier aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 60 jours. Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB.

### 3. COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque Nationale de Belgique. A la fin du mois de mars suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, diffusée électroniquement au mois de juin, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que ses sous-secteurs. Cette version présente la plupart des données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leurs relations avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

#### 4. TABLEAUX RESSOURCES-EMPLOIS

Chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés en février. Ces derniers reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

#### 5. COMPTES RÉGIONAUX: AGRÉGATS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ ET COMPTE DES MÉNAGES

Chaque année, les comptes régionaux sont publiés en février. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication présente également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (entre autres rémunération des salariés, revenus de la propriété et revenu primaire) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

#### 6. SÉRIES HISTORIQUES

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1994, comprennent :

- la composition du produit national brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétropolés que jusqu'en 1985. En effet, les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières ne sont disponibles, pour la plupart, qu'à partir de cette année. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétropolé par sous-secteur.

## PERSONNES DE CONTACT

domaine	nom	téléphone	fax	e-mail
méthodologie	Eric Cabooter	+32 2 221 30 39	+32 2 221 32 30	eric.cabooter@nbb.be
comptes des secteurs	Béatrice Thiry	+32 2 221 30 43	+32 2 221 32 30	beatrice.thiry@nbb.be
séries historiques, comptes des secteurs	Béatrice Thiry	+32 2 221 30 43	+32 2 221 32 30	beatrice.thiry@nbb.be
tableaux par branche d'activité et actifs fixes	Tim Hermans	+32 2 221 49 67	+32 2 221 31 43	tim.hermans@nbb.be
séries historiques, tableaux par branche d'activité	Alex Hermans	+32 2 221 30 27	+32 2 221 31 43	alex.hermans@nbb.be
comptes des administrations publiques	Claude Modart	+32 2 221 30 26	+32 2 221 32 30	claudemodart@nbb.be
comptes trimestriels, estimation flash	Pierre Crevits	+32 2 221 30 29	+32 2 221 31 07	pierre.crevits@nbb.be
comptes régionaux, agrégats par branche d'activité	Monica Maesele	+32 2 221 30 28	+32 2 221 32 30	monica.maesele@nbb.be
comptes régionaux, compte des ménages	Erwin Debisschop	+32 2 221 30 16	+32 2 221 32 30	erwin.debisschop@nbb.be
tableaux ressources-emplois	Tim Hermans	+32 2 221 49 67	+32 2 221 31 43	tim.hermans@nbb.be
emploi	Pierre Crevits	+32 2 221 30 29	+32 2 221 31 07	pierre.crevits@nbb.be

## REMARQUE GÉNÉRALE

Les totaux peuvent différer des sommes des rubriques en raison des arrondis.

## ABRÉVIATIONS ET SIGNES CONVENTIONNELS

p	Résultats provisoires
-	La donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.d.	Non disponible
n.d.a.	Non dénommé(s) ailleurs
0	Néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

## INFO

### PAPIER

	F	N	E	Le numéro	L'abonnement	Fréquence
<b>Statistique générale</b>						
Bulletin statistique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	26,00 €	94,00 €	4/an
Bulletin statistique - Actualisation mensuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	52,00 €	8/an
Indicateurs économiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		gratuit	12/an
Communiqué de presse - enquêtes sur la conjoncture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		gratuit	12/an
<b>Commerce extérieur</b>						
Bulletin mensuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	7,25 €	81,75 €	13/an
Bulletin trimestriel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	26,00 €	81,75 €	5/an
<b>Comptes nationaux</b>						
Agrégats trimestriels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	6,00 €	19,75 €	4/jaar
Compte satellite des institutions sans but lucratif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/jaar
Comptes régionaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/jaar
Partie 1 - Estimations des agrégats annuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	12,25 €	-	1/jaar
Partie 2 - Comptes détaillés et tableaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	19,75 €	-	1/jaar
Offre globale pour les comptes nationaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-	-	80,00 €	8/jaar

Disponible à l'adresse

<http://www.nbb.be/DQ/F/planningPapPub.htm>

### SITE INTERNET

Consultez notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.nbb.be/DQ/F/homef.htm>

### ADRESSAGE AUTOMATIQUE

Inscription sur la liste d'adressage automatique des publications statistiques en format PDF

Disponible à l'adresse: <http://www.nbb.be/DQ/F/bestel.htm>

### IDENTIFICATION

Nom:

Institution et n° de TVA:

Adresse:

Tél. ou fax:

Adresse e-mail:

**Fax BNB:** 02/221 31 34  
**E-mail:** [statisticalpaper@nbb.be](mailto:statisticalpaper@nbb.be)

#### Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation – Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 – Fax +32 2 221 30 42  
documentation@bnbb.be

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Statistiques financières et économiques de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 26 – Fax +32 2 221 32 30  
nationalaccounts@nbb.be

#### Éditeur responsable

**Jean-Jaques Vanhaelen**

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique  
boulevard de Berlaimont 14 – BE-1000 Bruxelles

© Illustrations: fotostockdirect – goodshoot  
atlantech – imagin  
gettyimages – photodisc  
Banque nationale de Belgique

Mise en page: Statistique générale BNB  
Couverture: Multimédia BNB

Publié en juin 2004